

مكنا من النحل

En Grande-Bretagne  
**LE CONSORTIUM THOMSON**  
VEUT VENDRE OU FERMER  
LE «TIMES»  
LIRE PAGE 38

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F;  
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 1,40 S; Belgique,  
20 F; Canada, 5 \$; Côte d'Ivoire, 200 CFA;  
Danemark, 6 kr.; Espagne, 60 pes.; E.-U., 35 c.;  
Grèce, 40 dr.; Inde, 125 rs.; Islande, 80 kr.;  
Italie, 200 L.; Japon, 300 y.; Luxembourg, 20 F.;  
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,  
40 esc.; République, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.;  
Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 35 c.; Yougoslavie, 36 din.  
Tarif des abonnements page 8  
5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS CEDEX 08  
C.C.P. 4387-23 PARIS  
Tél. Paris 65 65 72  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### M. Martens reconduit en Belgique

Pour la quatrième fois depuis un an, M. Wilfried Martens a constitué un gouvernement en Belgique, après une crise qui n'aura duré que deux semaines. On s'attendait à un simple remaniement provoqué par le départ de la droite libérale. On a abouti à une renégociation de tout le programme gouvernemental entre les présidents des quatre formations de la coalition (socialistes et sociaux-chrétiens, divisés en partis francophones et néerlandophones). Mais ce cabinet n'est pas pour autant assuré d'une longue vie face aux plus graves problèmes, notamment la nécessité d'une austérité draconienne.

Avec le chômage le plus élevé de l'Europe des Neuf (10 % de la population active), la Belgique ne peut plus faire face aux échéances. Les emprunts à l'étranger ont atteint un niveau que les experts jugent insupportable. Le déficit de l'assurance-maladie atteindra 4,5 milliards de francs français en 1981. Et c'est encore une fois sur sa capacité d'organiser la concertation sociale entre patronat et syndicats que sera jugé le nouveau cabinet Martens.

Le départ des libéraux de droite n'a rien résolu à cet égard, et l'opposition entre gouvernement et syndicats sera sans doute durable. Pour la première fois, en effet, dans l'histoire de son parti, M. André Coles, président du P.S., a voulu nettement tracer la limite entre le socialisme politique et le socialisme syndical, ce qui sous-entend que les ministres socialistes ne se laisseront plus intimider par l'organisation ouvrière. Est-il pour autant assuré qu'on arrivera à la modération des revenus? Rien n'est moins certain.

S'il est vrai que, pour la première fois depuis vingt ans, la crise est née des conditions économiques et sociales et non pas de motifs «communautaires» ou linguistiques, c'est que, depuis le début d'octobre, la régionalisation est réalisée, sauf pour Bruxelles. Le statut de la capitale reste gelé jusqu'à nouvel ordre. Mais, par cette mesure, la solution de la crise a compliqué la tâche des présidents des partis. Il n'est pas en effet simple de choisir les ministres, mais aussi les cinq présidents d'assemblée (Chambre, Sénat, Conseil communautaire flamand et français, Conseil régional wallon), et à mettre en place une série de hauts fonctionnaires et de dirigeants d'organismes d'Etat.

Le dosage a atteint des proportions inconnues ailleurs et renforce la prédominance des appareils de parti. Chacun d'eux s'est vu attribuer au départ un certain nombre de points : tant par ministre, un peu moins par secrétaire d'Etat, un peu moins encore pour un haut fonctionnaire. Les points ont été distribués selon l'importance de chaque formation et son appartenance linguistique et régionale. Seul le premier ministre est considéré depuis 1970 comme «asacré linguistique».

L'utilisation de cette grille compliquée a abouti à la désignation de vingt et un ministres et onze secrétaires d'Etat, soit seize Flamands et seize francophones, outre M. Martens. Même si la constitution du cabinet en deux semaines représente un progrès, est-il assuré que la démocratie gagne à ce que le premier ministre soit pratiquement contraint de se plier aux volontés des présidents des partis?

Certes, à chaque crise, la majorité se constitue autour des sociaux-chrétiens, majoritaires en Flandre, et des socialistes, qui le sont en Wallonie. La recherche d'une majorité des deux tiers pour réaliser la régionalisation avait conduit à l'éclatement aux partis régionaux. Front des francophones, Volkswaard, mais la coexistence a toujours été en pratique sur des rivalités internes des différentes formations, bien plus que sur de grands enjeux de choix politiques. Ce qui rend le nouveau cabinet aussi précaire que les autres.

## Le P.C.I. et le cabinet Forlani

### Les communistes italiens vont définir leur «degré d'opposition» au gouvernement

Le nouveau chef du gouvernement italien, M. Arnaldo Forlani, présente, ce mercredi 22 octobre en fin d'après-midi, devant la Chambre des députés, le programme de son gouvernement quadripartite, composé de démocrates-chrétiens, de socialistes, de républicains et de sociaux-démocrates. Contrairement à la coutume, il ne répète pas son discours devant le Sénat afin d'alléger la procédure, mais le texte sera communiqué aux sénateurs. C'est en fonction du contenu de ce programme de gouvernement, pour la plus grande part consacré à l'économie, que le parti libéral choisira le soutien ou l'abstention.

Le parti communiste italien, pour sa part, attend d'en connaître les grandes lignes pour déterminer son «degré d'opposition». La direction du P.C.I., réunie le 21 octobre pour tirer le bilan du conflit Forlani et des rapports avec le parti socialiste, a chargé cet organe du jour de discuter du cabinet de M. Forlani, renvoyant l'étude des deux premiers problèmes à une réunion du comité central, qui se tiendra du 3 au 5 novembre prochain.

### L'ÉCHEC DE M. BERLINGUER

De notre envoyé spécial

Rome. — Les funérailles de Luigi Longo, président du parti communiste, ont connu une semaine grise et inquiète, celle où l'on aurait pu se retrouver sur des barricades aux grilles des usines Fiat, tandis que Rome s'envelopperait dans la tiédeur familière d'une crise ministérielle. Une semaine où, faute d'avoir été préparées par des événements spectaculaires, de grandes évolutions se sont peut-être amorcées sans être ressenties comme telles à leur élection. Secret de l'avenir, des silences qu'on peut entendre l'enterrement de Luigi Longo, au terme de journées où il réfléchissait à ses méditations la mort.

qu'il lui refusait, en sera le repère historique.

Comment ne pas évoquer, sur cette même place Saint-Jean-de-Latran, qui est la place de l'Église pour la grande bourgeoisie de Rome, les funérailles de Palmiro Togliatti, le 26 août 1964? Cinq cent mille personnes, quatre mille porteurs de couronnes, onze orchestres, un millier de malles commémoratives, les bannières de toutes les communes, trente mille drapeaux rouges. Un cortège de 3 kilomètres. M. Brejnev était là, et Mme Dolores Ibarruri, mais pas le président du conseil Aldo Moro.

JACQUES NOBÉCOURT.  
(Lire la suite page 4.)

### Un livre de la rédaction du «Monde»

#### L'ÉCONOMIE ITALIENNE

La rédaction du «Monde» publie ce jour aux Éditions Economica un nouveau livre, «L'Économie italienne», qui complète les deux précédents, parus dans la même collection, «Les grandes enquêtes économiques», sur «Vingt ans de réajustement allemand» et «La Nouvelle Économie anglaise».

Cet ouvrage de trois cent dix pages, illustré de quelques quarante graphiques et tableaux, analyse les succès remarquables — jusqu'au début des années 60 — d'une économie mal connue en France et cherche à expliquer les causes de ses difficultés.

\* En vente dans les kiosques et en librairie, 35 francs.

## FRICIONS INTER-ALLEMANDES

### «Un coup dans les gencives»

par ANDRÉ FONTAINE

En reconduisant Helmut Schmidt, les électeurs de République fédérale ont voulu d'abord, chacun le sait, manifester, contre l'inquiétant Franz-Josef Strauss, leur attachement à la détente. Les dirigeants de la R.D.A. n'ont pas perdu de temps pour les en remercier. Ils ont augmenté de 90 à 180 %, selon les cas, le montant de l'achat de devises imposé quotidiennement aux visiteurs ouest-allemands ou ouest-berlinois. Les relations, qui étaient jusqu'à présent dispensées de cette obligation, devront changer.

comme tout un chacun, environ 50 F par jour. Ce n'est pas le bout du monde, et on ne va pas faire la guerre ou la révolution pour ça. Mais la plupart des gens qui traversent

le mur ou le rideau de fer pour aller rendre visite à leur famille ne sont pas riches. Aussi le nombre des passages, qui était jusqu'à présent de huit millions par an, a-t-il dégringolé de plus de moitié.

(Lire la suite page 3.)

Helene  
Carrière d'Encausse  
Le pouvoir confisqué

Par l'auteur de l'Empire éclaté.  
Le pouvoir confisqué. Gouvernements et gouvernés en URSS. 336 pages.

FLAMMARION

### AU JOUR LE JOUR

#### En toute logique !

Qui d'autre qu'un opposant aurait pu déclarer : «En fondant sa politique sur un franc fort sans avoir préalablement brisé l'inflation, le gouvernement a inventé la roue carrée, ce qui explique que le char de l'Etat marche si mal...» ?

Et pourtant, c'est un membre de la majorité, M. Jean Méo, conseiller du R.P.R., qui a tenu ces propos viraux en présentant le livre *Atout France*, qui contient la doctrine économique de son parti, lequel, faut-il le rappeler, va, en votant le budget présenté par M. Barre, approuver la politique financière du gouvernement... et conduire ainsi le pays à la faillite.

MICHEL CASTE.

## Crise à Saint-Étienne

- La Société nouvelle Manufrance est mise en liquidation
- Dissensions dans la municipalité

M. Boutrand, président du tribunal de commerce de Saint-Étienne, a annoncé, ce mercredi 22 octobre, que la Société nouvelle Manufrance «était en état de liquidation de biens». Les juges ont fixé à ce jour l'état de cessation des paiements et nommé M. Portallier syndic de faillite et M. Bécard juge-commissaire.

Ce dernier aura comme première mission d'apposer les scellés sur les portes de l'entreprise. Une mission délicate dans la mesure où les locaux sont occupés par le personnel. Seul commentaire de M. Boutrand à la suite de la décision : «Nous avons déclaré la liquidation des biens à contre-cœur».

La liquidation de la Société nouvelle, qui devrait entraîner le licenciement des mille huit cent soixante-quinze salariés de la firme, permet «de facto» le retour au premier plan de l'ancienne Société Manufrance présidée par M. Tapie. Dans les jours à venir, cette dernière devra obtenir un concordat avec ses créanciers pour pouvoir espérer une reprise même limitée des activités. L'ancienne société est placée sous le régime du règlement judiciaire. Ses dettes s'élèvent à 480 millions de francs.

La décision judiciaire intervient au moment où de vives tensions se font jour au sein de la municipalité, entre élus socialistes et élus communistes.

De nos correspondants

Saint-Étienne. — Le tribunal de commerce de Saint-Étienne a donc tranché : la liquidation de biens de la Société nouvelle Manufrance a été prononcée ce mercredi à 11 h. 15. A la vérité, cette issue était prévisible dès la fin de la semaine dernière. M. Dumas, l'homme d'affaires bordelais qui s'était fait fort d'apporter 300 millions de francs pour sauver l'entreprise avait été dans l'impossibilité de faire face à ses engagements en dépit du délai qui lui avait été accordé, le sort de l'entreprise était scellé. Mais les dernières heures ont été agitées.

Qu'est devenu M. Dumas ? Apparemment, l'homme d'affaires bordelais a passé plus de temps, dans la journée de mardi, à préparer une conférence de presse d'auto-justification qu'à mobiliser son énergie et celle de ses conseillers pour trouver une solution financière de dernière minute. Mieux même, il a «oublié» de répondre à l'invitation du président du tribunal de commerce de Saint-Étienne, M. Boutrand, qui souhaitait, sous

la pression de l'intersyndicale, réunir une «table ronde» entre partenaires. Alors que M. Tapie, nommé récemment président de l'ancienne Société Manufrance, avait donné son accord pour venir à Saint-Étienne toutes affaires cessantes, M. Dumas, «surpris» par cette demande, avait promis de rappeler M. Boutrand une demi-heure après cette invitation. Trois quarts d'heure plus tard, un de ses collaborateurs annonçait à M. Boutrand et à Mme Garmier, secrétaire du comité d'entreprise, que «M. Dumas était parti à Bordeaux».

Cette attitude discordeuse ne contribue pas à redorer le blason de l'homme d'affaires bordelais. «Si M. Dumas était sûr de son montage financier, il aurait pu se déplacer», a conclu M. Boutrand.

En tout cas, cette «disparition» au moment décisif sera préjudiciable à tous ceux qui ont, de près ou de loin, soutenu l'opération. M. Sangnedolce, maire de Saint-Étienne, hausse le ton en «déclatant» les organes de presse (*Le Monde* et *Le Matin* étant cités) «d'apporter la moindre preuve» concernant un soutien de sa part à la solution Dumas. «Je ne l'ai jamais rencontré, répète-t-il. La question d'occupation des sols n'a jamais été l'objet de concertation municipale».

Sans entrer dans le jeu puéril des défis, on aimerait avoir une preuve, absente de l'absence de contact entre M. Dumas et M. Camy-Perret, directeur du cabinet du maire de Saint-Étienne. Quant au reste de cette polémique marginale, il suffit de rappeler la position (non démentie) de M. Sangnedolce au sujet du POS (*Le Monde* du 18 octobre).

PAUL CHAPPEL

et CLAUDE RÉGENT.

(Lire la suite page 38.)

### «LA RÉPUBLIQUE GISCARDIENNE», d'Alain Duhamel

## Anatomie ou photographie?

Tout le monde connaît le sourire attendrissant d'Alain Duhamel, qui tient le rôle du gentil dans les interrogatoires télévisés des grandes vedettes de la majorité ou de l'opposition, pendant que Jean-Pierre Elkabbach joue celui du méchant. Un gentil quelconque, d'ailleurs, dont la grille jaillit des palles de velours au moment où l'on s'y attend le moins. Comment tenir rigueur à un chat si vil? Qui a fait de tant s'amuser? Mais les auditeurs de la

radio du matin savent aussi que ses commentaires politiques sont sérieux sans devenir ennuyeux, subtils sans cesser d'être clairs.

On retrouve les mêmes qualités dans les 249 pages qu'il vient de consacrer à la République giscardienne, découpée en huit tableaux aérés, quatre pour les institutions, quatre pour les partis.

MAURICE DUVERGER.

(Lire la suite page 14.)

### LA SORTIE DU FILM «SHINING»

## Entretien avec Stanley Kubrick par la réalisatrice Patricia Moraz

(Lire «Le Monde des arts et des spectacles» pages 20 et 21.)



Le Monde

# RACISME

## idées

UNE VOIX CHRÉTIENNE :

### Le commandement d'amour

par J. DUJARDIN (\*)

Il a été dit et écrit tant et tant de paroles sur l'attentat de la rue Copernic qu'il est bon d'hésiter avant d'en prononcer à son tour.

Nul n'a le droit d'utiliser la mort des autres à son profit, au profit de l'idéologie qu'il défend. Mais avant de célébrer l'Eucharistie, avant de présenter son offrande à l'autel, le disciple de Jésus-Christ doit s'interroger sur la relation qui l'unit à son frère comme l'y invite l'Evangile.

Il se pourrait, en effet, que ceux qui ont commis ce crime aient été baptisés dans la mort et la résurrection de Jésus. Il se pourrait aussi qu'on leur ait appris, sur les bancs du catéchisme ou à l'église, le commandement de l'amour.

Nous avons cru trop vite que l'antisémitisme, c'était un événement du passé. Parce qu'il avait atteint, tristes sans doute, un « sommet » pendant la guerre, nous avons cru que ses fruits monstrueux dissuaderaient les hommes de recommencer. A nos yeux, l'histoire de l'antisémitisme était close. Nous le voulions, nous voulions l'oublier comme un mauvais cauchemar et nous pouvions presque, tranquilles, contempler l'holocauste comme un événement où s'étaient affrontés, loin de nous, le pauvre peuple juif et ces « méchants » allemands pris de folie. Aussi n'est-il pas étonnant que, il y a à peine quelques années, des jeunes aient pu dire sans inquiétude : « Hitler, connais pas » ou plus récemment, qu'on ait osé affirmer avec assurance l'irréversibilité des chambres à gaz.

Alors nous encore nous aveugler sur les signes des temps. Chrétiens, moi-même, nous n'avons le droit d'oublier, car l'antisémitisme a quelque chose à voir avec nous. Il n'est pas dans mon intention de ressembler en nous une conscience coupable. La culpabilité est personnelle et ne se transmet pas. Nous ne sommes donc pas coupables aujourd'hui de ce qui s'est passé hier. Mais la responsabilité est plus large et plus diffuse, elle s'étend dans le temps. On peut être responsable par omission.

Nous sommes-nous attaqués avec suffisamment de force et de conviction aux racines de l'antisémitisme ? Ne l'avons-nous pas « banalisé », « normalisé » en l'assimilant à toutes les formes de racisme, alors qu'il comporte, c'est trop clair historiquement, une dimension religieuse plus ou moins avouée et que pendant des siècles, il s'est nourri d'arguments théologiques erronés mais puissants justifiant l'indifférence, le rejet et la persécution. Une mauvaise graine a été semée, peut-on dire qu'elle a été déracinée par quelques déclarations comme toutes assez récentes ?

Chrétiens, est-ce trop nous demander de nous souvenir que Jésus était juif, qu'il s'est voulu un juif fidèle,

qui sont les Israélites, à qui appartenait l'adoption, la gloire, les alliances, la loi, le culte, les promesses et les pères ; aux enfants, de qui selon la chair, est issu le Christ qui est au-dessus de tout, Dieu béni, éternellement. Amen... Je demande donc : Dieu aurait-il rejeté son peuple ? Certes, non. Et il ajoute à notre adresse, nous qui venons du monde païen et qui avons bénéficié du salut : « Oubliez, s'il vous plaît, que vous êtes juifs, car vous êtes grafted parmi les branches restantes de l'olivier pour avoir part avec elles à la richesse de la racine, ne va pas faire le fier. Ce n'est pas moi qui portes la racine. Mais c'est la racine qui te porte. » (Romains 9, 4-5, 11, 1, 17b-18.)

Les dons de Dieu sont sans repentance. Le peuple juif aujourd'hui est donc toujours le peuple de Dieu. Et nous sommes devant une séparation plus profonde et plus incompressible que celle qui divise les chrétiens entre eux.

Mais en attendant, dans la suppléance, le jour béni où la lumière de Dieu nous illuminera, les événements et ceux qui viennent de se passer ces jours derniers nous en rappellent l'urgence, nous imposent un double devoir.

La conscience chrétienne pour être vraie s'appuie sur la mémoire et le souvenir. Apprendre, répondre aux générations présentes et à venir la langue et si souvent tragique histoire de nos rapports avec nos frères juifs est un impératif de foi. Mais plus encore, nous devons apprendre à nous connaître, ou plutôt à nous reconnaître comme les enfants d'un même Père, comme les frères de ce Jésus de Nazareth, juif parmi ses frères juifs, reconnu par nous comme Seigneur et Christ.

Or certes, la violence dont ces faits ne sont à bien des égards qu'un tragique épisode, ne disparaîtra pas si facilement. Le mal, on ne le sait que trop, peut s'emparer du cœur de l'homme à chaque instant. Mais nous devons nous en rendre compte, en commençant à nous reconnaître et à nous aimer, juifs et chrétiens, nous attestons à la face du monde que l'amour qui nous vient de Dieu est plus fort que la haine et que la mort.

(\*) Prêtre de l'Oratoire. Ce texte est celui d'une homélie prononcée le 5 octobre en la chapelle de l'école Saint-Martin de Pontoise.

(1) Citation du fascisme Jésus, fils d'Israël, par Jean Domenech, 1978-1979, Groupe scolaire. Faculté universitaire.

UNE VOIX JUIVE :

### Le territoire et le symbole

par ARIANE MISRACHI (\*)

FRANÇAISE, née en France de parents français et juive, la nouvelle de l'attentat de la rue Copernic m'a atteint comme un coup de couteau dans le dos. Marc Friedlén a reçu ensuite un coup de couteau dans la cuisse. Cela fait deux coups de couteau de trop. C'est le second que je mets en cause ici parce que, juive, on peut me l'imputer au seul titre de la solidarité.

Depuis les siècles des siècles, les juifs de la Diaspora — et jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, il n'y en eut point d'autres — ont toujours représenté le singulier face à l'ordre collectif. Le pied et l'épine. Cette image, ils ne se contentaient de l'endosser, ils la revendiquaient. Subir, avec orgueil, une situation humiliante, entretenir une tradition, s'enraciner dans la difficile voie de l'intolérable, subsister envers et contre tout, c'est ce qu'ils ont fait au nom des critères spirituels qui étaient les leurs, jusqu'à Auschwitz.

C'est la révolte du ghetto de Varsovie qui a, pour la première fois, fait surgir les contours de leurs gains du côté des juifs. Le monde a appris et leur image a commencé à changer. Israël lui a apporté une transformation plus radicale encore : c'est, aujourd'hui, dure et pure, celle du guerrier. L'opposée exacte de la précédente. Quoi que l'on puisse penser de la politique actuelle de cet Etat, il demeure un fait :

(\*) Journaliste, auteur avec Jacques Derogy de l'ouvrage *Le Cas Wallenberg* (Ramsay).

RÉPLIQUE A... MICHEL DEBRÉ

### Le racisme parle-t-il breton ?

par XAVIER GRALL

MICHEL DEBRÉ a des discours meurtriers. Ne disons pas qu'il a le ton de la rue Copernic, mais qu'il a le ton de la rue Copernic. C'est le caractère raciste des séparatismes (1). Cette dénonciation hâtive aura ravi, n'en doutons pas, les milliers de Québécois groupés derrière René Lévesque et tous ceux qui avaient applaudi au fameux cri de Montréal : *Vive le Québec libre !*

Aux yeux de Michel Debré, le racisme ne peut pas parler français. Après avoir parlé allemand, il parle breton, corse et basque.

Du moins, pour ce qui regarde la Bretagne, les choses sont-elles parfaitement claires avec Michel Debré et le courant qu'il représente. Elles sont infiniment plus troubles et plus ambiguës avec l'extrême droite française. Combien de fois n'avons-nous pas craint et tremblé de voir le fameux droit à la différence que nous proclamons depuis si longtemps servir d'alibi aux théoriciens du néo-paganisme, voire aux celtomanes qui guettent l'occasion de se faire entendre à l'heure de la fête de l'Armor.

Il s'agit de l'Armor, mais sans appel au débat en avançant ainsi, en clair, que sa propre doctrine est, à ses yeux, la seule qui ne saurait constituer un « endoctrinement ».

Or, la pluralité des opinions en même temps que la tolérance ne peuvent s'épanouir que dans la laïcité elle-même : elles ne peuvent, en aucun cas, être dans l'antagonisme rétrograde et la concurrence injuste, voulus et parvenus par les gouvernements, en ce domaine qui est source de toutes les ségrégations.

Car c'est l'éducation laïque, par l'échange, la rencontre, la compréhension mutuelle, l'apprentissage des exigences de la liberté — des enfants et dans la même école pour tous, respectueuse de tous, — qui constitue la prévention première et déterminante de l'intolérance et de toutes les ségrégations.

Puisse la tragédie que vient de vivre la France avoir, au moins, pour effet de faire reprendre conscience que c'est bien dans la laïcité, venue tout autant qu'indispensable rempart de toute société humaine contre les sectarismes, les exclusivités et les aliénations.

(\*) Secrétaire général du Comité national d'action laïque qui groupe la Fédération de l'éducation nationale, le Syndicat national des instituteurs, la Fédération nationale des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, la Ligue française de l'enseignement et la Fédération nationale des délégués départementaux de l'éducation nationale.

### UNE LETTRE DE M. BRUNO MÉGRET

M. Bruno Mégret, membre du club de l'Horloge, nous écrit, à propos de l'article de Michel Calet, le Vais des plaintes, dans lequel il est brièvement mis en cause (Le Monde du 15 octobre) :

Je tiens à préciser les trois points suivants : 1) Je n'appartiens pas et n'ai jamais appartenu au GRECE ; 2) Le club de l'Horloge, qui vise à promouvoir les valeurs républicaines, est parfaitement indépendant et a toujours refusé l'étiquette de « Nouvelle Droite » ; 3) La phrase qui m'est attribuée, et qui est sortie de son contexte, a été prononcée dans un colloque du Club sur le thème du droit à l'Europe. Elle exprime l'idée que le marxisme est un facteur de déstabilisation en Europe de l'Ouest et de totalitarisme en Europe de l'Est.

M. Pierre Vial, secrétaire général du GRECE, nous signale d'autre part qu'il est l'auteur du « référentiel » article paru dans le *Matin* sur l'attentat de la rue Copernic et que M. Calet attribue à M. Jean-Claude Valla.

1980 Année du Patrimoine

FIAC 80

découvrez l'art d'aujourd'hui, patrimoine de demain.

FIAC 80 PARIS  
23-29 octobre 1980 Grand-Palais

les js 12 h - 20 h. samedi, dimanche 10 h à 20 h.

nocturne vendredi 24 et mardi 28 12 h à 23 h.

مكتبة الجليل

Le Monde

EUROPE

Friction

Alain D...  
La république

Anatomie poé...

GRA...



EUROPE

# Frictions interallemandes

(Suite de la première page.)  
Autant dire que le bénéfice en devises que la R.D.A. tire de cette transaction a toutes chances d'être modeste, et qu'elle relève moins d'une finalité économique que de la fameuse tactique du salami, laquelle consiste à prendre tranche par tranche ce dont on n'a aucune chance de s'emparer en une seule fois.

La décision de Berlin-Est, que la *Frankfurter Allgemeine* s'est précipitée à décrire « sage », n'est, au demeurant, pas isolée. Erich Honecker, le chef du parti, ne s'est pas contenté, dans le discours qu'il a prononcé le 13 octobre à Gera, en Saxe, d'avertir les Polonais qu'il ne les laisserait pas « tourner à l'envers la roue de l'histoire ». Il a invité Bonn à prendre son parti de la séparation complète des deux Allemagnes (ce qu'implique la fameuse notion d'*Abgrenzung*), en reconnaissant une nationalité est-allemande distincte, en échangeant des ambassadeurs, au lieu des représentants permanents existant, en cessant de délivrer des passeports aux réfugiés de l'Est. Tout en reprenant à son compte, trois jours plus tard, ces revendications, le président du conseil, Willi Stoph, a présenté la République fédérale comme un « Etat capitaliste créé pour servir de bâillon contre les pays socialistes ».

Pour mesurer la portée des exigences est-allemandes, il faut savoir que l'acceptation par Berlin-Est du fait que les deux Allemagnes n'étaient pas étrangères (*Ausländische*) l'une à l'autre constituait l'une des clauses essentielles du traité signé le 21 décembre 1972, par lequel la R.F.A. et la R.D.A. s'entendaient sur les fondements de leurs relations. Elle fournissait la contrepartie, après négociation, de la renonciation par Bonn à sa prétention de représenter l'Allemagne « dans son ensemble ».

Il faut aussi que Willy Brandt, alors chancelier, avait fait de la conclusion de ce traité la condition *sine qua non* de la ratification par le Bundestag de l'ensemble des textes normalisant les relations entre la République fédérale et les pays de l'Est. Il faut enfin que, dans son esprit, l'Ostpolitik avait pour objet « le changement par le rapprochement » (*Wandel durch Annäherung*).

Personne n'a mieux résumé son

ambition que Renata Fritsch-Bornemann dans son livre sur l'Union soviétique et les Allemands (1) : « Il fallait accepter le statu quo pour éviter de le figer de façon définitive ». Ce que cherche aujourd'hui Erich Honecker, c'est précisément à figer ce statu quo, autrement dit à remettre en question toutes les concessions que le Kremlin l'avait obligé à faire en 1972 pour obtenir la reconnaissance par Bonn du statu quo territorial issu de la dernière guerre et l'admission de la R.D.A. aux Nations unies.

Si l'on ajoute que le chef du parti est-allemand a tranquillement accusé la R.F.A. d'impérialisme d'avoir contribué, avec ses alliés américains, à la « situation difficile » où se trouve la Pologne, alors qu'aucun pays ne lui a ouvert autant de crédits — le dernier en date, de quelque 3 milliards et demi de francs, remontant au 10 octobre, — on comprend que Helmut Schmidt, rentré précipitamment de vacances, ait dûment ressenti ce qu'il a appelé devant ses collaborateurs, selon l'ineffable *Frankfurter Allgemeine*, « un coup dans les genoux ».

La crainte qu'éprouvent tous les gouvernements de l'Est, et notamment celui de la R.D.A., d'une contagion des événements de Pologne, n'est évidemment pas étrangère au soudain durcissement de Berlin-Est, dont on ne saurait oublier le rôle militant, en 1968, dans l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais Erich Honecker ne tiendrait pas ce langage s'il ne pensait pas que le moment est opportun pour exercer une pression efficace sur la R.F.A., dont la séduction, par T.V. interposée, sur ses concitoyens l'agace au plus haut point.

Le cabinet de Bonn n'est certes pas dépourvu de moyens de pression : le crédit « swing » de 850 millions de deutschemarks, soit près de 2 milliards de francs, accordé à Berlin-Est pour contraindre, sans avoir à payer d'intérêt, les arriérés de ses dettes, expire en 1982. Helmut Schmidt a déjà fait savoir que sa reconduction était hors de question. Divers projets industriels, qui étaient à l'étude, ne sont pas prêts de voir le jour. La rencontre Schmidt-Honecker, qui devait avoir lieu l'été dernier, est renvoyée aux calendes grecques.

Il reste que le gouvernement fédéral ne montre aucune espèce de propension à jouer les matamoras ni même les durs, et qu'il

ne faut pas se faire d'illusion sur la « fermeté » et la « résolution » dont son chef a souligné la nécessité. Le ministre des affaires étrangères, le libéral Genscher, qui passe pour le plus antisoviétique des membres du cabinet, a demandé lui-même qu'on ne réplique pas à une séparation (*Abgrenzung*) par une autre.

Le chancelier ne veut rien faire qui puisse donner à Moscou une raison — ou un prétexte — pour intervenir en Pologne.

Au parti social-démocrate, la tendance qui veut la détente à tout prix reste très forte. Même si elle voit singulièrement s'estomper l'espoir que le rapprochement (*Annäherung*) puisse conduire un jour, fût-ce au prix de la neutralisation, à la réunification. M. Wilmer, le ministre fédéral des affaires étrangères, doit bien comprendre maintenant que ce que l'O.R.S.S. recherche, c'est la neutralisation, ou, si l'on préfère un mauvais mot d'usage courant, la finlandisation, sans la réunification.

Ce que ces attitudes reflètent, comble du paradoxe, chez la troisième puissance industrielle du monde, dont la terre entière recherche les crédits et la technologie, c'est un sentiment de faiblesse, de la triple dépendance qu'a choisis de se placer la République fédérale.

**Dépendance militaire.** D'abord, vis-à-vis des Etats-Unis, seuls en mesure de la protéger de la menace soviétique. Or le fait est qu'à la lumière de ce qui s'est passé, du Vietnam à l'Iran et à l'Afghanistan, depuis sept ans, Bonn met de plus en plus en doute la résolution américaine.

**Dépendance politique.** ensuite, comme l'avaient pressenti aussi bien Georges Pompidou qu'Henry Kissinger, vis-à-vis du bloc de l'Est, qui tient en otage la population de la R.D.A. et, au-delà, compte tenu de l'incertitude sur les intentions américaines, celle de Berlin-Ouest. Helmut Schmidt redoute qu'un durcissement de sa part n'ait d'autre effet que de couper à nouveau les liens de toute nature qui ont été établis entre l'Ostpolitik et les citoyens des deux Allemagnes, du sort desquels il se sent également responsable.

**Dépendance économique.** enfin, même si elle n'atteint pas l'importance qu'a pu lui être attribuée pendant la campagne électorale. En trois ans, la R.D.A. a acheté à la R.F.A. des machines pour un total de 3,2 milliards de deutschemarks, et l'on estime que 400 000 à 500 000 travailleurs ou est-allemands tirent leur subsistance des ventes à l'Est : chiffre qui doit évidemment être corrigé pour tenir compte de l'importance croissante des ventes est-allemandes à la R.F.A. A l'heure actuelle, leur volume l'emporte sur celui des importations. Il ne faut pas oublier non plus que le vice-chancelier Schmidt, à Moscou, en juillet dernier, a été l'occasion d'un accord sur l'accroissement des livraisons de gaz naturel à Bonn.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, la brutale déstabilisation venue de l'Est coïncide avec le moment où le fameux miracle économique allemand commence à se ternir. Le déficit de la balance des comptes ne cesse de s'aggraver, l'endettement intérieur a atteint des chiffres énormes, les augures s'attendent à un taux de croissance de l'ordre de 1 % seulement en 1981. Le taux de l'inflation reste faible en comparaison du nôtre, mais il atteint tout de même 5 %, soit 2 % de plus que celui auquel, selon ce que disait le chancelier il y a quelques années, aucun gouvernement allemand ne pourrait survivre. Le pays se démobilise, ne rêve que de sécurité en tout genre, glisse donc de la prospérité béate à la monotonie, tandis que ses dirigeants économiques s'attachent les cheveux devant la hausse du pétrole et l'irrésistible ascension du géant japonais.

C'est un Allemand, Oswald Spengler, qui avait prophétisé, au moment de la première guerre mondiale, le déclin de l'Occident. A ce déclin, son pays appartenait, n'échappe pas pour le moment, en dépit de son énorme puissance matérielle. Comment croire pourtant qu'il pourrait s'y résigner durablement, alors qu'il s'est montré capable pour le meilleur et pour le pire, tout au long de sa longue histoire, de tels efforts ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Un vol. aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1978.

## Union soviétique

### LA SESSION D'AUTOMNE DU SOVIET SUPRÊME

#### LA PRODUCTIVITÉ A AUGMENTÉ NETTEMENT MOINS QUE PRÉVU

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les députés du Soviet suprême, qui examinent le projet de plan 1981 — première année du onzième quinquennat, — vont pouvoir nourrir leurs réflexions des résultats économiques des neuf premiers mois de 1980. Le tableau qu'ils suggèrent, après leur publication par la *Pravda* du 21 octobre, n'est pas très encourageant. Bien que l'office des statistiques indique sans plus de précision que « le plan a été rempli », l'examen des chiffres sectoriels montre qu'il n'en est rien.

Les objectifs proposés pour cette année étaient pourtant modestes. Alors que le plan annuel — il faut mieux oublier le projet initial du plan quinquennal 1976-1980, qui fixait la production à un rythme plus grand — prévoyait une croissance de 4,5 % de la production industrielle, celle-ci n'a augmenté que de 3,9 % en ce début d'année pour la productivité du travail, dont la hausse n'atteint que 2,9 % contre un objectif de 3,5 %.

La production de pétrole et de gaz devrait, en revanche, correspondre aux prévisions, mais ce n'est pas le cas pour le charbon dont l'extraction a même légèrement baissé en valeur absolue par rapport à 1979, et pour l'électricité. D'après l'agence Tass, certains députés se sont étonnés de cette situation lors des discussions du plan en commission. Ils ont souligné que des usines de l'Oural, du Kazakhstan et de la Sibirie orientale éprouvent des difficultés pour leur approvisionnement en courant électrique. Aussi ont-ils proposé d'accélérer la construction de centrales dans ces régions. Cependant, ce vœu sera difficile à réaliser, car la production de turbines et de générateurs électriques a baissé de 8 % aux cours des premiers neuf mois de 1980.

Parmi les secteurs qui n'ont pas accompli le plan, se trouvent les industries pétrolières et chimiques, la métallurgie lourde, les machines-outils, l'industrie du bois et du papier, les matériaux de construction. Par rapport à la période correspondante de 1979, la production a baissé en valeur absolue dans plusieurs branches de l'industrie alimentaire (conditionnement de la viande, beurre, huile, conserves), conservée, elle, pour la production de wagons de marchandises a aussi diminué, alors que les transports restent faibles de l'économie. — D. V.

## Pologne

### LES AUTORITÉS VEULENT QUE LE RÔLE DIRIGEANT DU PARTI FIGURE DANS LES STATUTS DE SOLIDARITÉ

Varsovie (A.F.P., Reuters). — Le juge du tribunal régional de Varsovie chargé d'organiser les débats des syndicats a convoqué pour vendredi 24 octobre les dirigeants des syndicats indépendants Solidarité pour leur enregistrement. Le juge a précisé qu'il avait pris contact lundi soir avec les experts de Solidarité après la réunion houleuse en Silésie, au cours de laquelle les représentants de différentes branches nationales de ce syndicat n'avaient pu se mettre d'accord sur l'opportunité ou non de présenter une nouvelle grève et avaient décidé de remettre leur décision au lundi 27 octobre, date de leur réunion hebdomadaire à Gdansk.

La convocation du juge n'implique pas que Solidarité sera enregistrée dès vendredi. En effet, le magistrat a fait savoir que l'enregistrement « pourrait se faire », mais à prix des syndicats de M. Walesa d'envoyer « à la séance habituelle d'enregistrement » des représentants habilités à « négocier » les différends avec les entreprises. M. Miocyslaw Rakowski, rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti polonais *Polityka*, a donné, mardi soir, à la télévision, une précision importante : l'attribution d'une personnalité juridique à Solidarité dépend d'une inscription dans les statuts de l'article 2 des accords de Gdansk qui, entre autres, fait référence au rôle dirigeant du parti ouvrier unifié (communiste) et aux alliances de la Pologne. Il a dit que l'inscription du paragraphe incriminé « léverait » les autres points de désaccord portant sur les modalités de l'exercice du droit de grève et le cumul des responsabilités syndicales et des fonctions politiques ou administratives importantes.

Avant la déclaration de M. Rakowski, M. Tadeusz Mazowiecki, l'un des principaux experts de Solidarité, avait déclaré que le syndicat n'entendait pas céder.

### M. Brejnev met l'accent sur la nécessité d'améliorer le niveau de vie

Le Soviet suprême a ouvert, ce mercredi 22 octobre, sa session d'automne consacrée au plan et au budget pour 1981. Les projets soumis aux députés ont déjà été approuvés, mardi, par le comité central du parti. Dans son discours, M. Brejnev a constaté les défaillances de l'économie, notamment de l'agriculture, et préconisé une réforme de la planification. Il a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer le niveau de vie du peuple.

Le comité central a promu au rang de membre titulaire du bureau politique M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire du comité central et spécialiste des questions agricoles, qui n'était jusqu'à présent que membre suppléant de la direction suprême. M. Tikhon Kiselev, nouveau premier secrétaire du parti en Biélorussie, est nommé membre suppléant du bureau politique.

### L'ombre de la Pologne

De notre correspondant

Moscou. — L'ombre de la Pologne a plané sur la session du comité central : non qu'il en ait été ouvertement question, en tout cas dans les informations parcamionneusement rendues publiques, mais il est indéniable que le ton du discours de M. Brejnev a été comme un écho aux revendications matérielles des ouvriers polonais. Parant des problèmes de l'économie soviétique, le chef de l'Etat et du parti a déclaré : « Je ne commencerai pas par le métal, les transports, les combustibles ou l'énergie — si importants soient-ils, — mais par des questions dont les solutions ont une influence beaucoup plus directe sur le niveau de vie des Soviétiques ». Ou encore : « L'amélioration de la condition matérielle du peuple est au centre de l'activité du parti dans le domaine économique. (...) Une attitude attentive à l'égard de l'homme doit imprégner tout le style du travail des organisations du parti, de l'administration et de l'économie, et, bien entendu, des syndicats. (...) Il n'y a pas de place pour le bureaucratisme, l'insensibilité, la morgue dans notre mode de vie soviétique ».

Sans doute n'est-ce pas la première fois que M. Brejnev dénonce les insuffisances de l'économie, l'adaptation des mécanismes de planification aux exigences modernes, le ralentissement des rythmes de croissance. L'année dernière, déjà, il s'était montré préoccupé par le manque de fil et d'aiguilles à coudre, de langes pour bébés et de savon dans les magasins. Mais cette année il a mis l'accent sur ces soucis matériels quotidiens, traitant en second lieu seulement de l'industrie lourde. Le développement des biens de consommation, a-t-il dit en substance, est important pour la progression générale de l'économie, le renforcement des stimulants au travail, la consolidation de la situation monétaire : « En bref, il n'est pas exagéré de dire que la croissance rapide des branches du groupe B (biens de consommation) revêt une signification politique et économique de premier plan ».

### Logements

#### et biens de consommation

M. Brejnev a admis que, malgré le travail énorme accompli depuis 1965 (l'ensemble de son arrivée au pouvoir), il existe encore, dans les villes et les centres industriels, des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires, comme la viande et le lait, et que des biens de consommation courants faisaient défaut. Il n'a pas annoncé le chiffre de la récolte de céréales pour cette année, mais a indiqué que la récolte moyenne de tout le quinquennat se situe au-dessus de 200 millions de tonnes. Il a demandé que la croissance de la production des biens de consommation durables ne diminue pas au cours du prochain plan, alors que, cette année, la production de réfrigérateurs, par exemple, a baissé en chiffre absolu. Une autre priorité est la construction de logements dans les villes, alors que 20 % de la population ne disposent pas encore d'appartements indépendants et vivent dans des appartements communautaires ou cohabitent à plusieurs générations.

Comme d'habitude, le secrétaire général a insisté sur la nécessité de poursuivre le passage à un développement intensif de l'économie, sur l'importance de branches comme la chimie ou les machines-outils, sur la nécessité d'appliquer les réformes économiques décidées l'année dernière. Il a proposé une amélioration de la planification par la définition de « programmes intégrés » avec comme objectif final, un contrôle de réalisation à chaque étape (« Sans cela, il n'y a pas de programme, il n'y a qu'une somme de vœux pieux », a-t-il déclaré) et il a demandé un renforcement, dans

la dialectique centralisation-démocratisation, de l'initiative de la base, des collectifs de travailleurs et des dirigeants économiques, afin que les décisions puissent être prises rapidement.

Il est vrai que toutes ces réflexions et propositions ne sont pas nouvelles, et leur répétition, chaque année, n'inclut pas à l'optimisme, tant il apparaît que les précédents discours de M. Brejnev sont restés sans effet, ou peu s'en faut.

### L'irrésistible ascension de M. Gorbatchev

Mais le prénom a été aussi marqué par l'irrésistible ascension de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui fait beaucoup penser à celle de M. Tcherniakov. Agé de quarante-neuf ans seulement, M. Gorbatchev est passé en deux ans du poste de premier secrétaire du territoire de Stavropol à celui de membre à part entière du bureau politique, en franchissant chaque année une étape : secrétaire du comité central en 1978, suppléant du bureau politique en 1979. Le voilà enfin membre titulaire. Au secrétariat, il avait succédé, comme responsable de l'agriculture, à M. Fédor Koulikov, un autre jeune homme plein d'avenir, mort prématurément.

De la conduite d'un tracteur à la gestion de l'agriculture soviétique : le raccourci serait pertinent pour caractériser la carrière de M. Gorbatchev si le travail comme « aide-conducteur de moissonneuse-batteuse » dont le crédit sa biographie officielle n'avait pas été simplement une occupation pour potache en vacances. Petit, râblé, le frère d'égérie, M. Gorbatchev est né en 1931. Il a fait toute sa carrière à Stavropol, où M. Kousikov a été premier secrétaire de 1959 à 1964. Après des études à l'université de Moscou et à l'Institut d'agriculture de Stavropol, il entre dans l'appareil du parti et au Komsomol. Il est le représentant type de la génération d'après guerre qui a commencé sa vie active seulement dans les dernières années du règne de Staline. Il a adhéré au parti en 1952. Chef de section au comité du parti du territoire de Stavropol en 1963, premier secrétaire de la ville, deuxième puis premier secrétaire du territoire en 1970, il conforte sa réputation de spécialiste de l'agriculture dans une région qui passe pour le « grenier de l'U.R.S.S. ».

Dans un long article publié en juillet dernier par la revue *Kommunist*, il a développé son programme agricole, qui ne brille pas par son originalité : intensification du travail, bonification des terres, priorité à l'élevage, coordination entre les enclos individuels et les exploitations collectives, et surtout hommage appuyé à M. Brejnev, dont « les rapports, les articles, les discours, le livre *Les Terres vierges* et d'autres œuvres constituent l'arsenal idéologique-politique de nos cadres ».

M. Gorbatchev est-il l'étoile montante du bureau politique ? Il occupe un poste risqué où se sont usés politiquement et physiquement beaucoup de ses prédécesseurs. Mais il tranche par son âge et par son profil dans une direction dominée encore par les septuagénaires.

DANIEL VERNET.

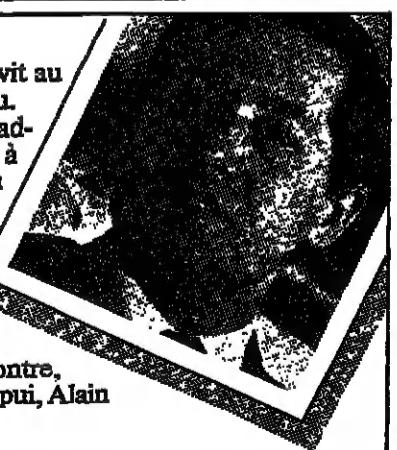
(M. Tikhon Kiselev, qui vient d'être nommé membre suppléant du bureau politique — en même temps que M. Gorbatchev devient membre titulaire — est né en 1937. Pro-fesseur, puis directeur d'école, il a fait ensuite une carrière politique en Biélorussie, devenant en 1968 président du conseil des ministres de cette république. Membre du comité central en 1976, il avait été nommé vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. en 1978. Il vient d'être appelé à remplacer comme premier secrétaire du parti en Biélorussie M. Macherov, lui au début de ce mois dans un « coldest de la circulation »).

## Le Monde

publiera demain

- IDÉES : La peine de mort : l'horreur du crime et celle du châtiment.
- L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : M. Barre n'entend pas être « stérilisé » durant la campagne (A. Rollet).
- ENQUÊTES : Les contradictions de l'enseignement supérieur (J. Vincens) ; Afrique du Sud : le vent du sur-place (J.-C. Pomonti).
- LIVRES : Un penseur arabe dénonce les orientalistes européens ; histoire : le siècle le plus long.

La France politique vit au rythme d'un souverain élu. Les Partis, du P.C. "l'adversaire le plus précieux" à l'UDF "l'ombre portée du Président" le confortent chacun à sa manière. Une classe dirigeante exceptionnellement homogène — les 5.000 — le soutient. C'est ce que démontre, portraits et exemples à l'appui, Alain Duhamel.



## Alain Duhamel

### La république giscardienne

Anatomie politique de la France

GRASSET



# EUROPE

## Tchécoslovaquie

### Les autorités continuent à harceler les dissidents

Avant la conférence de Madrid sur la C.S.C.E., les autorités tchécoslovaques continuent à harceler les dissidents et surtout les signataires de la Charte 77 et les membres du VONS (comité pour la défense des personnes injustement poursuivies).

Ainsi, l'ingénieur Rudolf Batěk, maintenu en détention provisoire depuis le 14 juin dernier (détention renouvelée chaque mois), n'a pu obtenir d'être mis en liberté provisoire bien que l'instruction de l'affaire le concernant (outrage à agent public) soit terminée. La porte-parole de la Charte 77, d'habitude, il ne reçoit même pas les soins nécessaires qui pourraient le soulager. Il a dû subir un examen psychiatrique qui s'est révélé négatif.

Cette affaire a été montée de toutes pièces. Au début de juin, la voiture de M. Batěk avait été volée ; on le convoqua, le 14 juin, au poste de police le plus proche dans le quartier de Karlín. Après plusieurs heures de vaine attente, il décida de s'en aller. Un policier tenta de le retenir par la manche. M. Batěk fit un mouvement brusque pour se dégager, ce qui fit tomber la casquette du policier, selon le rapport de police. Il risque pour cela trois ans de prison.

L'Internationale socialiste a été tenue au courant et les P.S. français, autrichiens et allemands se sont déjà élevés contre de tels procédés. Les cotiers de la Charte 77 et le Comité entraine et action ont adressé, le 20 octobre, sous la signature de M. Pierre Emmanuel, de l'Académie française, des télégrammes à

Prague pour demander la libération immédiate de M. Batěk.

Une autre affaire concerne M. Josef Danis, privé du droit d'exercer son métier d'avocat pour avoir défendu des membres du VONS. Il a été interpellé à deux reprises, le 6 octobre et le 20 octobre. La police l'a interrogé pendant plusieurs heures sur ses éventuelles relations avec une ressortissante française expulsée récemment de Prague après cinq jours d'interrogatoires et qualifiée par la police « d'émisserie de la IV<sup>e</sup> Internationale ». L'intéressé, qui nous a téléphoné et souhaite garder l'anonymat, ne appartient à la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle précise qu'elle s'est rendue comme touriste à Prague et que la police lui a reproché « d'avoir rencontré des membres de la Tchécoslovaquie ». Elle est prête à se rendre à nouveau à Prague, si cela était nécessaire, pour témoigner en faveur de M. Danis.

La première fois, M. Danis avait été emmené à la police avec sa femme (fille d'Edouard Goldsucker, président de l'Union des écrivains en 1968) et leur bébé de trois mois. De plus, la police est allée « cueillir » le fils du premier mariage de Mme Danis, Martin Grusa, à son école et l'a longuement interrogé dans une voiture banalisée. Un camarade qu'il avait prié d'aller prévenir sa mère a vu un homme sortir de l'appartement des Danis et qui lui a interdit de dire qu'il l'avait vu. Les cotiers se sont fait passer à tabac.

M. Danis a adressé au procureur militaire de Prague, dont dépend la police, une lettre protestant contre tous ces faits.

## Un appel d'intellectuels

### à l'approche de la conférence de Madrid

Des intellectuels viennent de lancer un appel à l'approche de la conférence de Madrid, de la réunion qui fait suite à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dans le but d'examiner l'application de la Déclaration de Helsinki le 1<sup>er</sup> août 1975.

Le principe d'une détente réelle n'est autre que la réciprocité, déclarent-ils. Dans tous les domaines, ce principe est bafoué par les Soviétiques avec un cynisme désarmant. Leur conception est manifestement celle d'une détente « à sens unique », qui, par exemple, les autorise à intensifier la lutte idéologique quand elle l'intéresse aux pays démocratiques. A quoi servirait donc d'obtenir de nouveaux engagements « humanitaires » de l'Union soviétique quand elle n'a pas respecté les précédents et qu'elle présente à chaque conférence des bilans sans cesse démentis par la permanence des répressions et la souffrance de nouvelles victimes ?

La dignité, aujourd'hui, exige la lucidité et la fermeté. C'est à ceux qui ont violé les accords, c'est à ceux qui font la guerre, de recréer les conditions d'un dialogue acceptable et utile. Pour qu'une conférence comme celle de Madrid ait un sens, il faudrait préalablement :

- 1) Que les troupes soviétiques se retirent d'Algérie ;
- 2) Que cesse la répression arbitraire de Sakharov, symbole du combat pour les droits de l'homme ;

3) Que soient annulés tous les précédents politiques incartés pour avoir déclaré l'application des accords d'Helsinki, signés par leurs gouvernements.

Si ces conditions n'étaient pas remplies, cette conférence ne serait guère qu'un paravent et un brevet d'honorabilité international pour le système soviétique. Il faut appeler les gouvernements d'Europe occidentale et méditerranéenne, ceux d'Amérique du Nord, à le dire clairement et à poser ces questions pour ce qu'elles sont : des préalables à toute discussion utile.

Ont signé cet appel : Marcel Ariand, Raymond Aron, Fernando Arrabal, Alexandre Astruc, Louis Arcoeur, Paul Bascio, Paul Bédaride, Billelout, Étienne Borne, Robert Bresson, Jean-Claude Carrière, Maria Casarini, Henri Charbonnier, Michel Cressier, Jean-Louis Gaudin, Pierre Gault, Anatole Dauman, Jean Dejean, Jean-Marie Domenach, André Dumais, Jean Kleinmann, Jacques Sili, François Fejto, Léonor Fini, Max Gallo, René Girard, Julian Guerin, René Huyghe, Roger Puzos, Lucien Jassé, Philippe Jaccottet, Alain Laurent, Emmanuel Le Roy Ladurie, Léonard Lévy, Michel Lonsdale, Maria-Antonietta Macciocchi, de Maria Maubian, Jean Messagier, René de Ghaila, Claude Pégibet, André Pignatelli, Claude Pignatelli, Arthur Robinstein, Joel Santoni, Pierre Schneider, Philippe Solera, Olivier Todd, Lino Ventura, Paul Valéry, Zdeněk Wolf, Hans Harburg, Edgar Morin.

Les signatures sont reçues au : C.E.S. (Comité des intellectuels pour l'Europe), 20, rue Saint-Dominique - 75007 Paris.

# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

VERS UN RÈGLEMENT DU CONFLIT FRONTALIER AVEC LE CHILI. — L'Argentine aurait accepté « dans les grandes lignes » la proposition du Saint-Siège de régler le conflit frontalier qui l'oppose au Chili au sujet de la région australe du canal de Beagle, a-t-on appris mardi 21 octobre, de sources militaires à Buenos-Aires. La proposition comprendrait la cession au Chili de la souveraineté sur deux des trois îles en litige (Picton et Lennox) et sur une partie de la troisième (Nueva). L'Argentine souhaiterait obtenir, en contrepartie, la souveraineté sur les îles d'Escondido et de Barrenito, situées au sud des trois îles en litige, et qui paraîtraient à Buenos-Aires « liées à une zone économique de 200 milles nautiques. — (A.F.P.)

## Chine

LE GENERAL NE WIN, chef de l'Etat birman, qui séjourne à Pékin depuis le lundi 20 octobre, a eu des entretiens mardi avec M. Hua Guofeng, président du P.C. chinois, et M. Deng Xiaoping, vice-président. Ce dernier a mis l'accent sur les vives « similitudes » de la Chine et de la Birmanie sur de nombreuses questions internationales dans la situation « turbulente » prévalant actuellement. — (A.F.P.)

## Hongrie

CONdamnATION DE DEUX AUTRICHIENS HONGROIS. — Ils avaient été arrêtés pour avoir tenté de faire passer clandestinement à l'Ouest un chèque est-allemand à bord d'une Mercedes. Ils ont été condamnés par le tribunal régional de Győr (Hongrie occidentale) à des peines de prison d'un an et deux mois. Les sentences rendues sont sans appel. — (A.F.P.)

## Irlande

INTRODUCTION PROCHAINE D'UNE COUVERTE « LOURDE » en Irlande en raison de l'inflation galopante (80 %). A partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, la nouvelle couronne vaudra 100 couronnes actuelles (soit environ 130 franc français). Pour habituer la population, les prix seront affichés en couronnes « lourdes » et « légères ». — (U.P.I.)

## Suisse

DECOUVERTE D'UNE BOMBE DANS L'EXPRESSION PARIS-INTERLAKEN. — Une bombe de 500 grammes a été découverte le 20 octobre dans l'Express Paris-Berne-Interlaken, une heure avant le moment prévu pour l'explosion. Cette tentative d'attentat a été revendiquée mardi 21 octobre, dans un coup de télé-

(Suite de la première page.)

La ville étouffait sous le soleil moite d'août. L'Italie entière portait en terre un des pères fondateurs de la République. Et Luigi Longo révélait dans son discours funèbre que Togliatti avait « une nouvelle unité » des forces socialistes et démocratiques. Le rite de base des futurs tourments.

Déjà, il y avait des silences et des rectifications discrètes dans la biographie publiée par l'Unità : Togliatti ne figurait plus parmi les fondateurs du parti communiste. Il était, non sans torsions de l'histoire, donné comme héritier de Gramsci plus que comme initiateur. Et le samedi 18 octobre, déjà dans le portrait de Longo dessiné par M. Enrico Berlinguer, s'estompaient les traits jusqu'aux lignes de la biographie officielle : « l'histoire nationale : « Il fut le Garibaldi de ce siècle », de fortuites citations de Gramsci et Togliatti, la mise en place de Longo comme lieutenant comme animateur des « nouvelles pratiques de l'internationalisme », comme « dirigeant politique de grande stature ». Un discours sans passion, sans excès de rhétorique, destiné à rappeler que le dissident, la discussion, le contraste ne doivent conduire ni aux déchirements ni aux ruptures.

Cinquante mille personnes l'écoulaient, beaucoup de jeunes, de militants qui, en tout cas, n'avaient pas pris part aux combats de Longo. Les dirigeants des partis étaient là, le chef du gouvernement et le chef de l'Etat, M. Sandro Pertini. Et M. Boris Ponomarev, qui ne rendit pas d'hommage dans la grille d'un samedi après-midi régalé à la sensation que la page marquée par la disparition de cet homme avait été tournée depuis longtemps. Que la relève des fondateurs de la République avait été faite sans qu'on y prit garde et qu'une

phase de l'évolution du communisme italien devenait désormais un souvenir sans témoins.

Souvenir aussi des funérailles de Giorgio Amendola, le 7 juin dernier. Un autre grand acteur de cette évolution. Mais sa dévouée mortelle n'avait pas été honorée, dans une chapelle ardente, au siège du P.C.I. Le cortège était, parti de la clinique. Dans les rites rigoureux des funérailles populaires que le parti communiste réserve à ses dirigeants, cette différence avait-elle un sens ? Avant-elle été voulue, et par qui ? A Rome, ou le relevait, à tort ou à raison, comme le signe d'une distance que Giorgio Amendola aurait voulu marquer jusqu'au bout.

## Un article prémonitoire

Cette interprétation d'une nuance devenant un geste politique, délégué est fidèle à l'esprit d'un homme qui aimait rappeler, avec Togliatti, qu'une révolution n'est pas d'avis n'avait pas, et le combat politique marquait tous leurs actes. Mais, de son désaccord, Amendola a laissé un document qui, en ces journées, précieusement, prend figure de testament et de déclaration. C'est un long article publié, le 9 novembre 1979, dans *Rinascita*, dénonçant vigoureusement les erreurs des syndicats et du parti dans l'analyse de la stratégie du « cas Fiat », et cela depuis une vingtaine d'années. L'attaque fut grand bruit à l'époque (le Monde des 14, 18 et 20 novembre 1979), puis fut oubliée. Les milieux socialistes se sont chargés, aujourd'hui, de la rendre à l'actualité.

Tous les points qu'incriminaient alors Giorgio Amendola, se sont retrouvés, au centre des débats et de l'effacement que Turin a connus depuis le début de septembre : le débordement des syndicats par les conseils d'usine, par les éléments d'extrême gauche, leur incapacité de lutter contre le terrorisme et toutes les formes de

violence, le développement incontrôlé des revendications et de « l'égalitarisme exaspéré », l'incapacité d'imposer la ligne d'austérité, la tendance à réclamer tout et le contraire de tout, jusqu'à la mise en cause implicite de l'autonomie excessive laissée aux syndicats par le parti communiste.

Ce sont ces thèmes mêmes, ces avertissements que les événements de Turin ont transformés en réalité dans la dernière semaine, provoquant une certaine consternation et le début d'une autocritique qui ne risque guère d'être aisée. On n'a pas fini d'analyser la signification du cortège de quarante mille employés et travailleurs de Fiat, mis en chômage forcé sans traitement, et réclamaient de reprendre le travail contre les piquets de grève formés d'ouvriers qui, eux, percevaient 80 % de leur salaire.

Censure de la classe ouvrière, manifestation de l'impuissance des centrales syndicales, échec, surtout de la stratégie amorcée par M. Berlinguer quelques semaines auparavant, tels ont été les premiers commentaires venus de gauche. Le secrétaire général du parti communiste avait, le 3 octobre, prononcé un discours à Turin où il assurait les ouvriers de l'appui du parti, s'ils occupaient les usines Fiat.

S'était-il laissé emporter par le verbe ? De sa part, le fait est peu vraisemblable. Mais alors, pourquoi donner une assurance aussi grave, se rattachant à toutes les traditions de Turin, aux moments cruciaux de l'histoire des années 30 et aux échecs du socialisme — alors qu'aucune des conditions nécessaires pour soutenir une pareille épreuve n'était posée ? Pas de mobilisation des masses, pas d'agitation dans le reste de l'Italie, pas d'engagement assez fort pour susciter le feu du jour au lendemain.

Des remarques acerbes, et plus que des remarques, se sont exprimées nettement à tous les échelons du P.C.I., même de la part de personnalités spontanément

réservées pour critiquer le secrétaire général. Le malaise s'avoue devant ce qui semble un pas de plus, survenant après plusieurs années d'une stratégie mal comprise de dialogue avec la démocratie chrétienne.

De façon significative, la seule explication positive que nous ayons entendue à Rome venait de l'entourage de M. Andreotti : il ne convenait pas, nous dit-on, de majorer l'importance du défilé des quarante mille à Turin, simple mouvement de mécontentement de cadres moyens. Et M. Berlinguer, en avançant sa promesse de solidarité, voulait seulement couper l'herbe sous le pied des éléments extrémistes qui risquaient d'aggraver le mouvement de protestation.

## Un parti qui se « francise » ?

Les difficultés auxquelles fait front M. Berlinguer, et d'abord l'insuccès de la ligne dite du « compromis historique » — terme qui devient désuet, — suffisent à expliquer les phénomènes de raidissement du P.C.I. sans qu'il faille recourir à des assimilations trop rapides avec d'autres situations. On a, par facilité, employé le mot de « francisation » du P.C.I. ou estimé qu'il n'était du parti communiste français, il est allé sur les positions de la politique étrangère soviétique. M. Bettino Craxi, notamment, secrétaire général du parti socialiste, a dit récemment à Venise devant le groupe socialiste européen, que les différences étaient minces entre P.C.I. et P.C.F.

Il est vraisemblable que l'Union soviétique a toléré plus que souhaité la vocation de parti de gouvernement que réclame le P.C.I. et que le retour à une opposition dure soit plus utile, dans la mesure même où elle a toujours été soutenue par des fractions internes avec lesquelles M. Berlinguer devait compter.

Basta qu'à Strasbourg, les positions du P.C.I. demeurent proches de celles des sociaux-démocrates, que l'analyse du concept de Communisme européen rejoigne celle de tous les partis italiens et que, d'une façon générale, les interventions du P.C.I. en politique étrangère n'aient jamais sérieusement gêné le gouvernement italien, même si quelques franc-tireurs se sont manifestés dans son groupe parlementaire lorsqu'il s'est agi, voilà quelques mois, de voter une motion commune à tous les partis.

La différence du P.C.F., M. Enrico Berlinguer n'est pas engagé — et ne l'a jamais été — dans une campagne présidentielle menée comme une guerre, et il n'a pas à redouter que les partisans délégués des émissions proposer en réunions publiques d'autres images idéales d'un parti communiste. En privé, c'est une autre affaire.

En second lieu, l'alternative à la ligne officielle du compromis historique existe bel et bien. Au pragmatisme qui mesure les avantages concrets d'un dialogue avec les catholiques, la politique, fait pendant la formule d'une grande alliance de gauche (laque, dont Giorgio Amendola fut le constant défenseur. Le ponton historique était en actes depuis près de quinze ans, mais surtout depuis 1969, dans l'étroite association des centrales syndicales. Le vétéran contestation que leurs dirigeants ont subi à Turin, et la réaction dans le même sens de la bourgeoisie éclairée italienne — explicitement manifestée par les commentaires lucides du quotidien *Repubblica* dont le développement est un phénomène politique majeur — constituent à cet égard un rejet de l'idéologie qui l'inspire.

Quant à la tactique, voilà plusieurs mois que le secrétaire général du P.C.I. a, en plusieurs occasions, pris de front les centrales syndicales lorsque leur politique économique les amenait à négocier avec le pouvoir. En remettant en lumière la primauté du parti sur le syndicat, c'est à dire celle de l'analyse politique, la ligne Berlinguer et la ligne Amendola se rejoignent. Aujourd'hui, la première est en place, approuvée par le dernier Congrès. La seconde, qui fut longtemps celle d'un homme isolé, trouvera-t-elle après les événements de Turin des avocats déclarés ?

JACQUES NOBECOURT.

## Espagne

CRISE PARMI LES GRADES DE LA POLICE. — M. Pablo Sanchez, président du Syndicat professionnel de la police, qui affirme regrouper 80 % des inspecteurs et des commissaires, ainsi que plusieurs autres dirigeants du syndicat, ont été suspendus de leurs fonctions, a-t-on appris mardi 21 octobre à Madrid. Le ministère de l'Intérieur reproche aux dirigeants syndicaux d'avoir tenu lors d'une conférence de presse l'idée d'un référendum au Pays basque sur le maintien ou non de la police nationale et d'avoir affirmé que « l'administration est responsable de la démolition de la police espagnole ». — (A.F.P.)

## Pays-Bas

### Le gouvernement va ouvrir une large consultation sur l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Amsterdam. — Plusieurs milliers de manifestants (30 000 selon les organisateurs, 5 000 selon la police) ont bloqué, le dimanche 19 octobre, les accès à la centrale nucléaire de Borssele, près d'Arnhem, dont ils réclament la fermeture. Le ministre de l'Industrie, M. Gijs van Aardenne, avait vainement tenté de dissuader les antinucléaires de recourir à ce genre d'action, en précisant que le gouvernement avait décidé d'ouvrir au début de l'année prochaine un « large débat » sur l'énergie auquel tous les Néerlandais seront invités à participer.

Des « groupes de sages » ont été constitués qui recueilleront dans tout le pays l'opinion de la population sur la politique énergétique. Cette période de consultation doit durer environ dix-huit mois et donnera lieu à un bilan. STI apparaissait que la majorité des Néerlandais sont opposés à

l'énergie nucléaire, le gouvernement pourrait envisager l'annulation des projets de construction de nouvelles centrales. Le Parlement se prononcera en dernier ressort sur cette question.

Les Pays-Bas comptent actuellement deux centrales nucléaires de faible puissance : celle de Dodewaard (100 mégawatts) et celle de Borssele, près de Middelburg (300 mégawatts). En vertu de la loi sur l'énergie, les centrales nucléaires prises il y a quelques années sous le gouvernement de M. Den Uyl, aujourd'hui chef de l'opposition socialiste, trois nouvelles centrales de 1 000 mégawatts chacune devaient être construites dans un proche avenir. Le parti socialiste (P.V.D.A.) est entre-temps revenu sur ses positions et s'oppose désormais à ces projets. Quant au premier ministre, M. Van der Stoep, il a montré à plusieurs reprises un farouche partisan de l'énergie nucléaire.

## TRAVAIL DE ROME

Rome (A.F.P.). — Les employés des ministères romains travaillent en moyenne deux heures par jour, et 55 % d'entre eux assurent n'avoir « parlé rien à faire ». Indique un rapport du Centre d'études économiques et sociales effectué à la demande du ministère de la fonction publique. Les « bonnes feuilles » du dossier, publiées par le quotidien *Il Messaggero*, chiffrant, pour la première fois, l'absentéisme dans l'administration. Seulement 34 % des employés fonctionnaires déclarent avoir travaillé quelque chose à faire. Près de 10 % assurent n'avoir jamais rien à faire.

Les employés grignotent le temps à la fois au début et à la fin de leur journée de travail. Retardataires et « maîtres » du départ avant l'heure accomplissent jusqu'à deux heures de non-présence. Le reste du temps est partagé entre la lecture du journal (34 % des employés interrogés), les appels téléphoniques (28 %), les conversations (27 %), les courses à l'extérieur (20 %) et le trafic (8 %).

# DIPLOMATIE

## POUR LA PREMIERE FOIS

### Un membre du gouvernement albanais a été reçu officiellement au Quai d'Orsay

Le désir de la France et de l'Allemagne de développer leurs relations dans un commun souci d'indépendance et de souveraineté a été souligné, mardi 21 octobre, au cours d'un bref offert par M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en l'honneur de M. Esnol Nushi, vice-ministre albanais des affaires étrangères, qui fait une visite officielle en France, et auquel assistait aussi son collègue de la culture, M. Anastase Kondo (le Monde du 22 octobre).

C'est la première fois, a rappelé M. Stirn, à l'issue du dîner, qu'un membre du gouvernement albanais est reçu officiellement au Quai d'Orsay. Le secrétaire d'Etat a rappelé que son interlocuteur l'avait invité à faire à son tour une visite officielle en Albanie, invitation acceptée et qui sera, elle aussi, une « première » dans les relations franco-albanaises.

Ce qui caractérise l'Albanie, plus peut-être que les pays d'Europe, a dit M. Stirn, c'est son désir viscéral d'indépendance. La France, a-t-il ajouté, « apprécie cette foi profonde du peuple albanais dans son indépendance » et se félicite de la « coopération sans nuages entre les deux pays, qui se fait dans le respect de l'indépendance de chacun », tant en matière économique que culturelle.

Pour sa part, M. Nushi a parlé de l'influence qu'avait exercée sur les progressistes albanais, dès le dix-neuvième siècle, la Révolution française ainsi que de l'impact de la culture et de la langue française en Albanie.

« Nous sommes résolus, a-t-il dit d'autre part, à défendre jusqu'au bout notre indépendance et notre souveraineté nationale. On dit que l'Albanie est isolée. Pour nous, elle n'est pas isolée puisque nous avons des relations diplomatiques avec quatre-vingt-quatre pays. Si nous n'acceptons pas que tout le monde vienne en Albanie, c'est parce que nous avons beaucoup d'ennemis ».

M. Nushi a aussi souligné que le nombre d'étudiants albanais en France augmente, notamment dans les disciplines scientifiques. Le vice-ministre des affaires étrangères, arrivé dimanche soir à Paris, devait se rendre ce mercredi à Lyon pour y visiter les laboratoires Marius. Il regagnera son pays jeudi.

La première visite officielle albanaise en France, qui vient d'avoir lieu à l'initiative de Tirana, fait suite aux entretiens qu'avaient eus, il y a une semaine, M. Nushi et M. Jean François-Poncet, lors d'une escale à Paris du ministre albanais des affaires étrangères.

Un forum pour le Chancelier Schmidt dirigeant son influence de ses frontières opinions intérieures mieux informées. En accordant TIME, il a rejoint

مكثان الأصيل



## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

## M. Reagan essaie de convaincre les électeurs de ses intentions pacifiques

De notre correspondant

Washington. — Habilement, M. Jimmy Carter a réussi à orienter la campagne électorale dans le sens qu'il désirait. Ce n'est plus son bilan économique qui est au centre du débat, mais le programme de politique étrangère de M. Ronald Reagan. Le président sortant n'y va pas de main morte. A l'en croire, les Etats-Unis risqueraient une guerre nucléaire si la candidate républicaine entrait à la Maison Blanche. M. Reagan craint les effets de cette « litane de la peur ». Le 19 octobre, il a occupé l'antenne de C.B.S. pendant une demi-heure, moyennant 800 000 francs, pour convaincre les téléspectateurs de ses intentions pacifiques. « J'ai connu quatre guerres, je ne veux pas d'une cinquième », est contraint de répéter le candidat républicain, qui s'est montré lundi 20 octobre en compagnie de deux anciens secrétaires d'Etat, MM. Rogers et Kissinger.

Pour résumer la politique étrangère de M. Reagan, il ne suffit pas de mettre des citations bout à bout. On arriverait d'ailleurs à un tableau contradictoire, car l'ancien gouverneur de Californie n'arrête pas de rectifier ses déclarations précédentes. Il se montre à la

fois plus modéré et plus vague. Le florilège remis récemment à la presse par les adjoints de M. Carter est-il encore valable ? On y retrouve, entre autres, une citation du 25 janvier 1968 à propos de la capture du *Pueblo* par les Nord-Coréens. M. Reagan déclarait alors : « Je ne comprendrai jamais pourquoi (...) le président des Etats-Unis n'a pas dit : « Ce bateau devra être rendu dans les vingt-quatre heures, sinon nous viendrons le chercher. »

La personnalité de l'ancien acteur mérite autant d'attention que ses discours. On sait qu'il travaille peu, connaît mal les dossiers de politique étrangère et délègue volontiers ses pouvoirs. Le choix de ses collaborateurs serait donc déterminant. On prévoit davantage une « présidence rhétorique » que des coups de poing sur la table. M. Reagan n'est pas un homme complexe, désireux de prouver sa puissance à tout prix. Mais c'est un séducteur qui cherchera à plaire au public américain — même si on ne l'imagine pas brigrer un second mandat à soixante-quatorze ans, — aux alliés des Etats-Unis,

peut-être même aux Soviétiques. Cet enjôleur laisse un peu sceptique lorsqu'il affirme que « l'Amérique ne doit pas chercher à être aimée, mais respectée ».

La vision du monde de M. Reagan semble être antérieure à la guerre du Vietnam. Vision en noir et blanc, exprimée par des formules lapidaires qui semblent être destinées d'avantage aux meetings électoraux qu'au bureau ovale de la Maison Blanche. « Nous devons bâtir la paix à travers la puissance », déclarait-il le 19 octobre. Il n'y a pas d'autre voie. « Ou encore (discours d'acceptation à la convention républicaine) : « La guerre ne survient pas lorsque les forces de la liberté sont fortes, mais lorsqu'elles sont faibles. » Il ne suffit pas d'être fort, il faut le montrer : l'ancien gouverneur de Californie insiste beaucoup sur la puissance visible dans cette tentative de « rendre l'Amérique grande à nouveau ». Et il appelle ses concitoyens au « réalisme ».

### Développer les relations avec la Chine

L'Union soviétique est, selon lui, en train de s'armer avec acharnement alors que les Etats-Unis réduisent leur effort. M. Reagan s'oppose au traité SALT II sur la limitation des armements stratégiques, qu'il veut remplacer par une formule « réaliste » sur une base « équitable ». Jusqu'à ces derniers jours, sa position semblait être : « on se renforce d'abord, on négocie ensuite », mais le candidat républicain a déclaré le 19 octobre qu'il « ouvrirait immédiatement des négociations pour un traité SALT III ». Préses de questions, ses collaborateurs n'ont pas été en mesure d'expliquer. M. Reagan aurait-il abandonné l'idée d'une supériorité américaine préalable ?

La Chine est présentée désormais comme un pays « ami » avec lequel il faut « développer rapidement » des liens commerciaux et culturels, ainsi que « d'autres arrangements » (non précisés). Il n'est plus question de Taiwan, pour laquelle M. Reagan réclame « à quelques semaines un rétablissement des relations officielles » avec les Etats-Unis. La Proche-Orient donne lieu à des propos plus clairs. Israël est « l'allié le plus stable » des Etats-Unis dans la région. Il ne faut lui contester ni Jérusalem ni les implantations dans les territoires

occupés. C'est sur l'Etat hébreu qu'il faut s'appuyer avant tout pour constituer au Proche-Orient une puissance militaire vraiment dissuasive.

Le continent américain ferait l'objet de deux sortes d'actions. D'une part, un solide accord entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. D'autre part, une aide économique intensive aux pays amis des Caraïbes pour empêcher la zone de devenir « rouge ». Le blocus naval de Cuba n'est plus cité.

M. Reagan manifeste des idées très classiques sur les alliés occidentaux qui réclameraient « un leadership » des Etats-Unis ; sur la défense des droits de l'homme, qui ne doit pas avoir pour effet d'affaiblir les gouvernements pro-américains ; sur les investissements privés dans le tiers-monde.

Pour mettre en œuvre cette politique, il veut renforcer la défense américaine sous ses aspects conventionnel et nucléaire, améliorer les conditions de vie des militaires pour faciliter le recrutement et se passer de la conscription. Il serait mis fin, d'autre part, à la cacophonie qui caractérise la politique étrangère américaine : le secrétaire d'Etat serait « le principal porte-parole et conseiller du président ». M. Reagan envisage aussi de mieux défendre les diplomates américains en poste à l'étranger, de « restaurer les capacités de la C.I.A. et d'autres agences de renseignement » pour amener les Etats-Unis à jouer « un rôle de leadership dans la lutte contre le terrorisme international ». Enfin, la propagande — radiophonique notamment — serait développée.

ROBERT SOLÉ.

UN 2 PIÈCES  
245 000 F  
AU LIEU DE 330 000 F

**CHANTONIX SUD**

Pour un confort sur la nouvelle propriété, remplacez les 2000 à 2500 F de l'ancien par 245 000 F de l'ancien. 10000 F de l'ancien. 10000 F de l'ancien.

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

**Le Monde**  
classés et documents

Numéro d'octobre

**LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE**

**LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE**

Le numéro : 4 F

Abonnement un an (dix numéros) : 40 F

UN 2 PIÈCES  
245 000 F  
AU LIEU DE 330 000 F

**CHANTONIX SUD**

Pour un confort sur la nouvelle propriété, remplacez les 2000 à 2500 F de l'ancien par 245 000 F de l'ancien. 10000 F de l'ancien. 10000 F de l'ancien.

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_



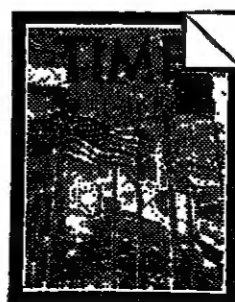
### Un forum pour les dirigeants du monde.

Le Chancelier d'Allemagne Fédérale Helmut Schmidt dirige une nation prospère et puissante et son influence dépasse largement les limites de ses frontières. On comprend donc que ses opinions intéressent au plus haut point les milieux informés du monde entier.

En accordant une interview exclusive à TIME, il a rejoint les autres grands de ce monde

tels que Deng Xiaoping, Margaret Thatcher ou Brejnev qui eux aussi avaient choisi d'exprimer leur point de vue dans les colonnes du premier magazine d'information.

La réputation de TIME qui ne connaît ni frontières ni barrières linguistiques en a fait un forum de choix pour les dirigeants du monde. C'est pourquoi TIME a, de par le monde, bien plus de lecteurs qu'aucune autre source d'information.



**L'esprit ouvert  
sur le monde.**



## AMÉRIQUES

# La politique et l'argent : l'exemple des États-Unis

## II. — Financer les campagnes électorales plutôt que les partis

par MICHEL AURILLAC

Au retour d'une mission d'information aux États-Unis, pour le compte de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Michel Aurillac, député R.F.S. de l'Indre, a exposé (« le Monde » du 22 octobre) comment sont contrôlées, dans ce pays, les dépenses liées à l'activité politique. Il envisage ci-dessous les leçons qui pourraient être tirées, en France, de l'exemple américain.

Le financement public aux États-Unis ne concerne pour le moment que l'élection présidentielle. Il s'applique à tous les niveaux de l'élection : la primaire, la convention et l'élection proprement dite.

Pour l'élection primaire, il s'agit de fonds que le candidat peut obtenir du budget fédéral à égalité de chaque contribution privée qu'il reçoit, à concurrence de 250 dollars. Comme les versements privés sont plafonnés à 1 000 dollars, cela veut dire que la part supérieure à 250 dollars d'une contribution individuelle n'ouvre pas droit au concours de l'État ou encore que le candidat a intérêt à recevoir des versements inférieurs à 250 dollars, intégralement compensés par le budget fédéral. Les versements anonymes, obligatoirement inférieurs à 100 dollars, n'ouvrent pas droit au concours de l'État, ce qui en limite l'intérêt et décourage la fraude. Ce mécanisme de fonds de concours ne peut mécaniquement aboutir à un concours de l'État fédéral supérieur à la moitié du coût plafonné de l'élection primaire, soit aujourd'hui de l'ordre de 7,5 millions de dollars.

L'élection primaire désigne les délégués des candidats à la convention de leur parti, qui, à son tour, choisira le candidat officiel du parti à l'élection présidentielle. Il est donc logique que les conventions soient subventionnées par l'État fédéral. C'est

le seul exemple de financement public direct d'une activité des partis américains. L'explication la plus couramment admise est la méfiance du législateur américain qui ne souhaite pas alourdir l'emprise des partis sur les candidats et veut laisser à l'élection un tour aussi personnel et individualiste que possible.

Troisième phase, l'élection présidentielle proprement dite. Elle est prise en charge intégralement par le budget fédéral dans la limite des 30 millions de dollars, indexés depuis 1976 (aujourd'hui, près de 30 millions de dollars). Il est désormais interdit au candidat d'ajouter le moindre financement personnel, fut-ce sur sa fortune personnelle, au financement public de la campagne.

L'acte majeur de la vie politique américaine est donc purgé de toute pression financière extérieure.

La participation des citoyens au financement des campagnes bénéficie d'une double incitation fiscale. D'une part, les contributions aux campagnes et aux partis sont traditionnellement déductibles du revenu imposable dans la limite de 100 dollars. C'est l'un des nombreux exem-

ples de déduction fiscale de dépenses d'intérêt général qui font l'originalité du système américain. Les montants des entrées dans les principaux musées, qui sont laissés à l'appréciation des visiteurs, sont, eux aussi, déductibles. La vie politique est donc assimilée à la vie culturelle et aux contributions aux œuvres sociales.

La seconde incitation est plus récente. Tout contribuable peut, sur sa déclaration, indiquer qu'il entend affecter 1 dollar (ou 2 dollars pour un couple) de ses impôts au financement public de la campagne présidentielle, quels que soient les candidats en présence pour les primaires ou l'élection finale. Cette contribution « volontaire » n'est acceptée que par la moitié environ des contribuables et ne suffit pas, de beaucoup, à payer la contribution de l'État fédéral à la campagne électorale, qui doit puiser dans les recettes normales du budget. Elle n'a qu'une signification symbolique en attirant l'attention du contribuable sur l'élection.

### Le développement des radios locales et des télévisions régionales

De ce foisonnant exemple américain, la France peut tirer la première leçon qu'elle n'est pas aussi américanisée qu'on le dit. Trait-elle, s'américaniser quelle devrait éviter le style publicitaire des campagnes américaines, si coûteuses pour un résultat peu convaincant. La radio et la télévision publiques devraient, en France, s'orienter vers un style de participation aux campagnes électorales assez différent de celui des États-Unis, mais s'en rapprochant sur un point, la personnalisation des

par les cahiers des charges des sociétés de radios et de télévision.

Une telle évolution de l'audiovisuel permettrait de corriger les inconvénients propres à la situation politique française où l'existence d'une importante presse d'opinion interdit en fait à de nombreux journaux, notamment en province, de participer avec équité à la campagne électorale de tous les candidats, comme il en va de fait aux États-Unis. L'égalité de la campagne radiotélévisée compenserait l'inégalité de la campagne par voie de presse. Elle contribuerait à la démocratisation de ces médias qu'Alvin Toffler présente comme l'une des nécessités du proche futur.

La seconde leçon à tirer de l'exemple américain est celle de l'efficacité de la désignation des financements de campagnes électorales. La France, où l'argent ne joue pas encore le même rôle qu'aux États-Unis, aurait tout avantage à se prémunir contre l'invasion de l'argent en obligeant les candidats à déclarer ce qu'ils reçoivent et ce qu'ils dépensent, en obligeant aussi ceux qui les soutiennent à déclarer ce qu'ils donnent au-delà d'un certain plancher (100 F ou 200 F par exemple) et sous un plafond pour une année de l'ordre de 1 000 à 2 000 F. En contrepartie, les donateurs devraient pouvoir déduire les sommes versées de leurs revenus imposables aux mêmes conditions que pour leurs contributions à des œuvres d'intérêt général.

Les déclarations devraient être faites devant une commission de type quasi-judicatoire composée de personnalités indépendantes et non pas de représentants des partis — ce système, concevable avec deux partis aux États-Unis,

ne le serait pas en France. Des magistrats de la Cour des comptes, assistés de magistrats des tribunaux judiciaires ou des tribunaux administratifs, pourraient être investis de cette mission.

Faut-il aller, en France, jusqu'à la publicité intégrale des déclarations ? Ce serait, certes, un moyen radical de faire participer l'opinion publique au contrôle de la moralité des campagnes électorales. Mais, en

contrepartie, ce serait fournir, à l'occasion d'élections dont l'enjeu politique est un choix de société, de redoutables moyens de pression sur les électeurs pour les dissuader d'aider les candidats de leur choix. C'est ainsi, par exemple, qu'un patron pourrait avoir la liste de ses collaborateurs engagés politiquement. C'est pourquoi, dans une première étape, on peut imaginer une sorte de quibus donné par la commission de contrôle qui publierait uniquement le montant total des fonds collectés et des dépenses effectuées par le candidat.

### La part de l'État

Reste enfin la question du financement public. Ce n'est pas en France une nouveauté. Le remboursement de ses dépenses au candidat qui a obtenu 5 % des suffrages est même aussi vieux que la République. Mais, en réfléchissant, le principe s'est racorni, car les dépenses prises en compte, même si le plafond vient d'en être relevé (deux affiches, les circulaires, les bulletins et l'autonomie des réunions par affichettes), n'ont plus guère à voir avec les réalités d'une campagne qui dure bien plus que les trois semaines officielles et fait appel à quelques moyens supplémentaires : envoi de journaux électoraux, tournées en automobile, lettres à diverses catégories socio-professionnelles, location de salles.

Pour éviter que l'argent privé des particuliers, des groupes de pression, socio-professionnels ou économiques ne s'enfouisse dans les campagnes électorales, il faut augmenter la prise en charge par l'État et plafonner simultanément le coût des campagnes, au moins pour les présidentielles et les législatives. Pour fixer un plafond et l'indexer correctement, il faudra procéder à des études de budgets-types et les publier. Il faut enfin que le gouvernement, seul maître de l'initiative budgétaire, accepte de traduire en propositions de dépenses un changement d'échelle de la participation de l'État au coût des campagnes électorales.

L'opinion publique, bien que peu soucieuse de voir augmenter le coût des dépenses budgétaires, serait sensible à une action de l'État qui mettrait plus d'équité et de clarté dans le jeu politique à un niveau où la participation des citoyens est, en droit, universelle et, en fait, aux alentours de 80 %. Bien qu'il s'agisse d'un gadget publicitaire, on pourrait imaginer une participation volontaire des contribuables au

coût des campagnes électorales prises en charge par l'État, sous la forme du franc symbolique précompté sur l'impôt sur le revenu. Il resterait à justifier que, seuls, les citoyens imposables à l'impôt sur le revenu pourraient ainsi manifester leur intérêt pour la vie politique.

Dernière variante du financement public, celui des partis politiques. L'exemple américain l'écarte, et pour de bonnes raisons. En France, il ne saurait venir avant le financement des campagnes électorales qui est la première nécessité. Restera-t-il de l'argent public à dépenser en faveur des partis politiques ? C'est douteux, en fait, car la difficulté à justifier, car si le fait électoral est universel, le militantisme politique est nécessairement le choix d'une minorité de volontaires dévoués. La grande masse des citoyens et des contribuables qui votent sans militer n'ont aucune appétence à financer des partis pour lesquels ils ont souvent une méfiance légitime. Le financement forcé des partis, loin d'être une école de démocratie, pourrait se retourner contre les intentions de ses inventeurs.

PIN

**SPECIAL**  
**DÉCISIONNAIRES :**  
**DIRECTIONS DU PERSONNEL,**  
**COMMERCIALES, MARKETING... ETC.**

# Apprenez 25 mots pour commander tout seul à nos ordinateurs.

Dans leurs rapports avec l'ordinateur, de nombreux responsables (directions du personnel, directions financières, directions commerciales, directions marketing, etc.) se heurtent à une irritante barrière de langage. Cette barrière, IBM Service Bureau vient de la renverser avec une innovation (Application System, A.S. pour plus de simplicité) qui permet de commander à l'ordinateur au moyen d'un nombre très réduit de mots-clés. Désormais, les cadres des entreprises qui souhaitent une réponse immédiate à leurs questions vont pouvoir se tirer d'affaire tout seuls. Avec, sur leur bureau, un terminal connecté aux ordinateurs du Service Bureau IBM. Démonstrations tous les mercredis au Service Bureau. Pour prendre rendez-vous, appelez SVP 787.33.33 ou le numéro de votre agence régionale.

**IBM**  
**Service Bureau**

**DÉMONSTRATIONS**  
**TOUTS LES MERCREDIS**  
**AU SERVICE BUREAU,**  
**POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS,**  
**APPELEZ (1) SVP 787.33.33.**  
**OU BIEN :**  
**BORDEAUX : (56) 08. 84. 85.**  
**LILLE : (20) 06. 92. 54.**  
**LYON : (7) 833. 81. 70.**  
**MARSEILLE : (91) 76.50. 60.**  
**NANCY : (8) 396. 50. 22.**  
**NANTES : (40) 47. 39. 00.**

**Service Bureau IBM. L'information instantanée.**

**HOMMES**  
**FORTS**  
BIEN HAUTS  
A DES PRIX  
RAISONNABLES CHEZ  
**RAFAL3**  
15, place du Havre  
face gare St-Lazare

**Psychanalyse**  
**Structurale**  
Week-end de formation  
**I. S. H. A.**

(Institut de Sciences Humaines d'Avignon) après la préfecture de région pour la formation permanente.  
Conditions :  
— Formation universitaire, ou  
— Sans d'une activité professionnelle.  
L'I.S.H.A. est fondé sur l'hypothèse de travail selon laquelle la psychanalyse est plus qu'une thérapie : il la perçoit comme une méthode de remise en cause des connaissances et un instrument de recherche, en particulier pour le Droit, la Littérature, les Sciences politiques, la Médecine, l'Étologie, la Religion, l'Art... (Art. 2 des statuts).  
Renseignements :  
I.S.H.A. - 3, rue Nicolas-Boret, 75013 - T. : 533-71-74 (14/18 h.).  
I.S.H.A. - 8, place Saint-Dider, Avignon, 84000 - (09) 82-19-16.

Palme d'or de la Haute Fiabilité  
**Sansui**  
HI-FI

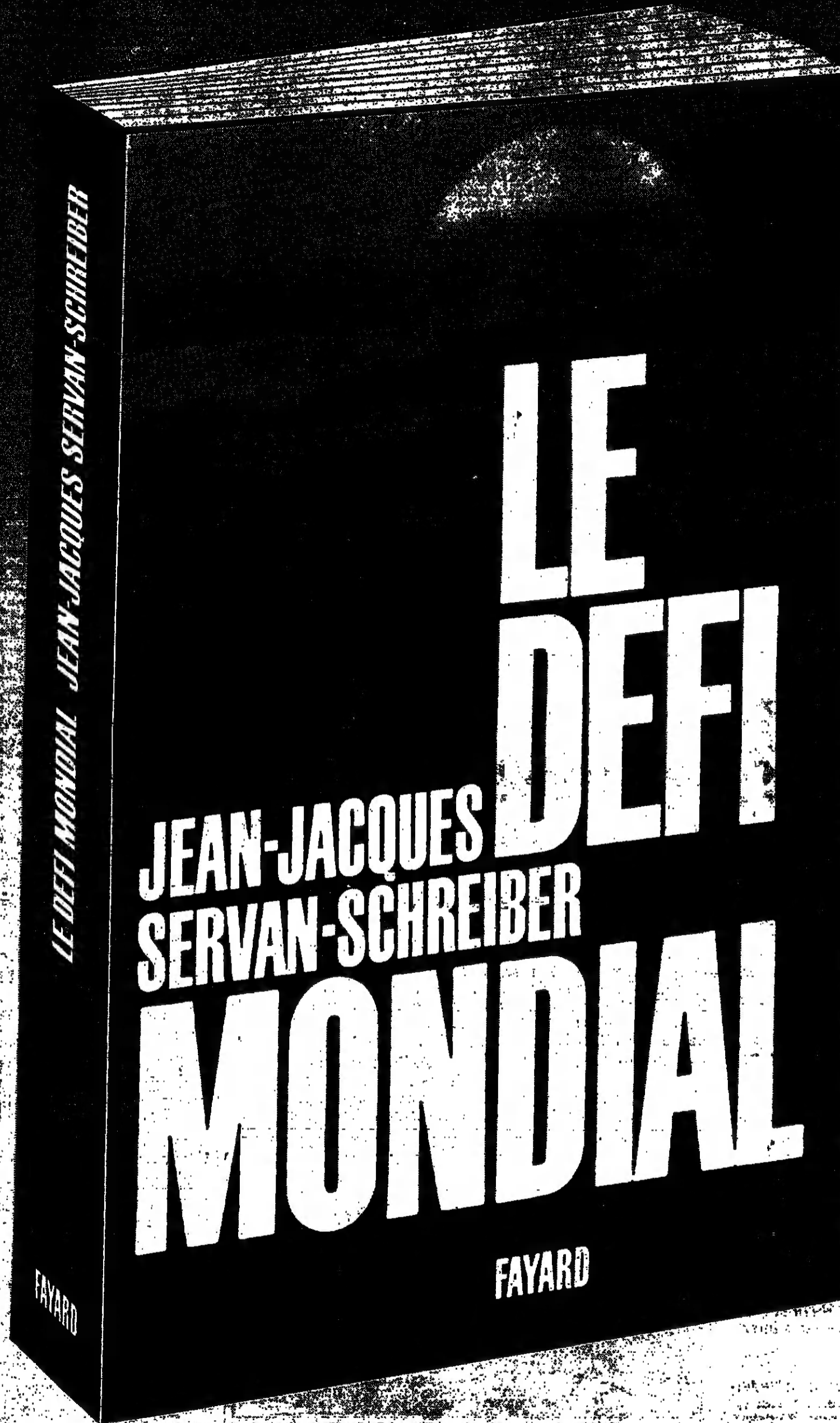
**Berdy**  
**le prêt-à-porter des grands**  
(1 m 85 à 2 m 15)  
**... et des costards**  
Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc...  
A PARIS : 80 av. Jean-Roulin - 12<sup>e</sup> - Tél. : 628.18.24  
Métro : Jean-Roulin / Gare de Lyon  
79 av. des Terres - 17<sup>e</sup> - Tél. : 574.35.13  
Métro : Terres / Étoile  
Nouveau magasin Berdy : 26 cours Gambetta, LYON 7<sup>e</sup> - 861.13.83  
Royaume BERDY : AU BARRON DE REZ, 1 bis c. Voltaire, NANTES  
Métro : 4<sup>e</sup> c. de la République, NANTES

مكازم الأصل



مكتبة الأحرار

# UNE ÉPOPÉE A L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE



Le Défi Mondial réveille l'espoir.

Il est publié en allemand, anglais, arabe, espagnol,  
finnois, français, hébreu, hindi, italien, japonais, néerlandais,  
norvégien, portugais, suédois.

**Fayard**



## AFRIQUE

# TANZANIE : le socialisme en pointillé

## III. — Une aide étrangère bien employée

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le régime « socialiste » tanzanien a échoué dans son projet le plus ambitieux, la mise en place de villages « ujamaa » cellulaires de base d'un collectivisme autogéré. Il a, en outre, connu beaucoup de mécomptes dans le domaine agricole. Toutefois, sous l'impulsion du président Nyerere, il n'a rien perdu de ses préoccupations égalitaires et, dans une situation de pénurie, reste attaché à son refus de la corruption et de la répression politique (Le Monde des 21 et 22 octobre).

Dar-Es-Salaam. — « Nyerere est le petit chouchou de tout le monde », lance un diplomate. La remarque est légitime. Jugez plutôt : pendant l'année budgétaire 1980-1981, la Tanzanie recevra de l'étranger 625 millions de dollars. Les trois cinquièmes de cette aide sont des dons purs et simples. Celles-ci finissent 70 % du budget de développement. Et ce pourcentage ne cesse de croître au fil des ans. Trente gouvernements et neuf organisations internationales alimentent ce pactole. Les Scandinaves et la Banque mondiale y contribuent aux deux tiers. La Suède, à elle seule, débourse chaque année un sixième de l'assistance extérieure totale (100 millions de dollars). Chiffre impressionnant, même de la part d'un pays prospère. Au chapitre de l'aide, la Tanzanie est également le partenaire préféré des Norvégiens. Tous les bailleurs de fonds, du reste, ne roulent pas sur l'or. La petite Yougoslavie verse aussi son écot, à la mesure de ses moyens et au nom de la solidarité entre deux pionniers du développement. Décidément, oui, le président Nyerere a beaucoup d'amis.

Faut-il s'en étonner ? Si la Tanzanie est devenue un réceptacle privilégié de l'aide au développement, c'est aussi parce qu'elle y a mis du sien. Elle a le « profil » idéal du bon candidat à l'assistance, du pays digne d'être aidé, avec qui l'on ne traite pas à fonds

perdus. La personnalité de son président y est évidemment pour quelque chose. Son autorité morale et son intégrité à toute épreuve peuvent désarmer bien des préventions. Aux yeux de ceux qui conçoivent les programmes d'aide, la Tanzanie n'est pas un « panier percé ».

Ce n'est pas tout. Une revue d'affaires américaine s'étonnait un jour que l'« échec tanzanien » fascine tant l'étranger. A ce verdict sévère, on pourrait opposer que l'expérience tanzanienne est un projet politique cohérent, au service du plus grand nombre, en dépit même de ses faiblesses et de ses détours provisoires (« Revenir en arrière permet souvent de consolider l'acquis », affirme M. Nyerere). Les dirigeants de Dar-Es-Salaam ont d'ailleurs l'art d'identifier leurs propres erreurs — plus rarement de les corriger — vertu fort appréciée chez les donateurs.

### L'ouverture sur l'extérieur

Sans oublier bien sûr que l'« ujamaa » est le grand dessein d'un antimarxiste convaincu, une sorte de pari qu'un développement communautaire est réalisable en milieu rural sans faire appel aux dogmes du « socialisme doctrinaire ». Les diplomates soviétiques ne s'y trompent pas qui relèvent, avec un brin de condescendance, le caractère « non idéologique » de ce socialisme « africain ». A l'inverse, on conçoit que les sociaux-démocrates européens aient cru reconnaître l'un des leurs en Nyerere. Ce président catholique, aux propos empreints de moralisme, et qui assiste à la messe chaque dimanche a de quoi les séduire.

Son pragmatisme et un certain esprit de tolérance ont dicté à M. Nyerere l'indépendance, une politique de large « ouverture » sur l'extérieur, d'ailleurs conforme aux préceptes du non-

alignement dont il se réclamait. Dar-Es-Salaam abrite une cinquantaine de missions diplomatiques, chiffre exceptionnellement élevé en Afrique. L'accroissement régulier de l'aide étrangère illustre la justesse du choix initial. Les volontaires américains du « Peace Corps » furent, en 1962, les premiers coopérants à servir en Tanzanie. Accusés en 1969 de travailler pour la C.I.A., ils furent expulsés mais ont été autorisés à revenir l'année dernière.

### Le rôle prépondérant de l'Occident

On oublie souvent que la Tanzanie, au début des années 60, appliqua une « stratégie de la transformation des campagnes » — reposant notamment sur la création de « fermes modèles » — inspirée par la Banque mondiale. M. Nyerere renoua ensuite à cette approche au profit de l'« ujamaa ». Mais l'intérêt de la Banque mondiale pour la Tanzanie ne s'est jamais démenti depuis. Ni son influence auprès des dirigeants. Certains principes de l'« ujamaa » lui-même sont empruntés aux recommandations d'une importante firme de « consultants » américains. Le régime n'a, par ailleurs, jamais restreint le rôle des missionnaires. Sept cents prêtres catholiques étrangers travaillent encore dans le pays, la plupart auprès des villageois. Tout en conservant leur liberté de parole, ils jouent le jeu d'un « socialisme à visage humain » et en sont parfois les meilleurs propagandistes. M. Nyerere a eu l'habileté de ne refuser aucun concours. Ainsi, tous lui sont acquis.

Ni la présence pendant cinq ans (1970-1975) de plusieurs milliers de Chinois venus construire le chemin de fer Tazara, ni les livraisons de matériel militaire soviétique (Mig-21 et batteries de missiles notamment), ni le « combat sacré » de M. Nyerere pour la libération de l'Afrique Australe, faisant de lui un « allié objectif » du camp anti-impérialiste n'ont effacé le rôle prépondérant de l'Occident en Tanzanie. Tous les ministres de l'actuel gouvernement — sauf deux — y ont d'ailleurs été formés. De l'Occident, la Tanzanie attend l'argent et la technique. C'est à lui qu'elle a lancé un S.O.S. au printemps dernier, pour prévenir de graves pénuries céréalières. La Grande-Bretagne — de très loin — devant l'Allemagne fédérale et le Japon sont les premiers partenaires commerciaux. Dix mille Européens, dont mille cinq cents Britanniques, vivent en Tanzanie.

L'accroissement de l'aide accordée par la C.E.E., la conclusion récente avec la France de deux protocoles financiers sont des signes supplémentaires de l'« ancrage » économique à l'Occident. En contrepoint, l'assistance financière des pays socialistes européens apparaît dérisoire. La Tanzanie, qui souffre tant de l'inflation pétrolière, ne semble guère nourrir d'illusions sur les mérites de la coopération arabo-africaine. Les riches Etats musulmans — et conservateurs — du Golfe méconnaissent ce pays qu'ils tiennent plus ou moins pour « communiste ».

Entre la Tanzanie et ses partenaires capitalistes règne parfois quelque méfiance. Dar-Es-Salaam suspecte l'Occident de rouvrir en Afrique une stratégie néocoloniale. Seuls les Scandinaves paraissent échapper à ce soupçon. Ils mènent, il est vrai, une politique de coopération hardie. La Suède, par exemple, accorde — dans le cadre d'une opération triangulaire — des bourses aux étudiants tanzaniens

pour leur permettre d'aller étudier en Inde, Stockholm a annulé, en 1978, toutes les dettes tanzaniennes contractées à son égard. Plusieurs capitales européennes l'ont ensuite imité.

La longue et rude négociation avec la Fonds monétaire international illustre bien ces rapports tumultueux. En novembre 1979, la Tanzanie rejeta avec éclat les conditions mises par le F.M.I. à l'octroi d'un crédit « stand-by » de 200 millions de dollars : réduction du déficit budgétaire par la compression des dépenses publiques, levée du contrôle sur la plupart des prix, amélioration de la rentabilité des sociétés nationales, dévaluation substantielle de la monnaie, hausse des taux d'intérêt bancaires, etc. Ce plan, « à prendre ou à laisser » n'était pas du goût de M. Nyerere, qui haussa le ton : « Ceux qui pensent que la Tanzanie modifiera sa charte politique ujamaa à cause de difficultés actuelles perdent leur temps. Nous ne changerons pas ».

Et pourtant. Sans revenir en détail sur le fond du problème — et de la polémique, — (Le Monde du 15 juillet), force est de constater que la Tanzanie, tout en ayant de solides arguments pour mettre en doute l'efficacité et le réalisme politiques de certaines mesures proposées par les experts du F.M.I. n'a pas les moyens de se priver d'un concours financier indispensable au redressement de sa balance des paiements. Elle a beau protester contre ce « ministre international des finances », qui prétend dicter sa loi et imposer ses modèles, il lui faut, après le sursaut d'orgueil national, rechercher à tout prix un compromis. Pour au moins une raison, mais de taille : plusieurs exigences du F.M.I. conditionnent implicitement la poursuite de certaines aides bilatérales et l'attribution par la Banque mondiale d'un « prêt d'ajustement structurel » dont dépend le développement de l'agriculture et des transports.

### Une indépendance ombrageuse

Les dirigeants tanzaniens n'en restent pas moins fort chatoûlleux sur le chapitre de l'indépendance nationale. Un exemple : le ministre des finances, M. Jamal, assure refuser, en cas de temps de rigueur et d'austérité, « une politique de facilité qui aboutirait à accepter des prêts de tout le monde et à n'importe quelle condition ». Pas question de passer sous les fourches caudines d'un consortium d'aide qui porterait atteinte à la souveraineté du pays — comme ce fut le cas au Zaïre — ou enverrait des experts internationaux mettre le nez sur place dans les dossiers et les comptes des entreprises publiques. Fort bien. Mais cette susceptibilité nationaliste — pour légitime qu'elle soit — comporterait plus nettement la conviction de l'aide étrangère, conçue à l'origine comme un palliatif temporaire, n'était devenue peu à peu l'un des « moteurs » du système, indispensable à sa survie.

Si le non-alignement existe encore, la Tanzanie est l'un de ses derniers adeptes. Lors des grandes crises internationales, M. Nyerere tient à conserver sa liberté de jugement. Or, l'a constaté une nouvelle fois après le coup de Kaboul. La Tanzanie fut le seul pays de la « ligne de front » à voter la résolution de l'ONU demandant le retrait d'Afghanistan des « troupes étrangères » (même le Botswana préféra s'abstenir). Elle avait pourtant une bonne raison d'hésiter. Car il pouvait passer pour paradoxal qu'un Etat entretenant la présence de dix mille soldats en Ouganda dénonce l'agression militaire soviétique (même si les contextes politiques sont différents). Le ministère des affaires étrangères avait d'ailleurs prudemment abstenu de l'abstention. Mais le motif en était autre.

« Nous refusons les expéditions soviétiques » assure aujourd'hui le ministre des affaires étrangères, M. Benjamin Mkapa, tout en regrettant que M. Carter ait été trop loin, en décidant le boycott des Jeux olympiques. Comme beaucoup d'autres athlètes du tiers-monde, les Tanza-

niens ont été transportés gratuitement à Moscou par les soins de l'Aéroflot. L'affaire fait sourire les responsables politiques, dépourvus d'illusions. La Tanzanie ne parait pas non plus disposée à reconnaître le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. De la part d'un président Nyerere, qu'on a souvent présenté comme le « conscience de l'Afrique », ces prises de position ont du poids.

Enragée à fond aux côtés des nationalistes noirs d'Afrique australe — surtout depuis l'installation à Dar-Es-Salaam du comité de libération de l'O.A.S. — la Tanzanie estime avoir payé son tribut à la cause anti-colonialiste. Sa solidarité est acquise à la SWAPO, le mouvement de lutte armée en Namibie, mais elle ne cache pas sa préférence pour une solution négociée. D'où son soutien au plan de l'ONU et aux initiatives du « groupe de contact » en faveur d'un cesse-le-feu suivi d'élections sous contrôle international.

### L'hypothèque ougandaise

Trop longtemps parent pauvre au sein de l'ensemble colonial est-africain, la Tanzanie indépendante a toujours regardé vers le Sud. Il n'est pas sûr pourtant qu'elle soit la principale bénéficiaire du regroupement économique qui s'ébauche entre les pays de la région désireux d'échapper à l'emprise du colosse sud-africain. Avec sa position-clé, l'allemand mosambicain semble mieux placé pour recueillir les fruits de l'indépendance du Zimbabwe. Si les difficultés de fonctionnement du « Tazara » persistent, le vol du sud pourrait aussi recevoir une partie du trafic empruntant actuellement la voie ferrée tanzano-mozambicaine. M. Mkapa ne dissimule pas son inquiétude à ce sujet.

Dans l'immédiat pourtant, le souci principal de la Tanzanie vient du nord. Le président Nyerere nourrit un espoir raisonnable de voir son vieil ami, M. Milton Obote, reconquérir — lors des élections prévues en théorie du moins, pour le 30 septembre — le pouvoir perdu en 1971. Ordonnera-t-il aussitôt le retrait de ses troupes d'Ouganda, mettant fin ainsi à une aventure qui a sérieusement entamé son prestige en Afrique ? Résistera-t-il à la vieille tentation de mettre en place un « axe anti-kenyan » annonciateur de nouvelles querelles ? A s'engager dans les rivalités régionales, la Tanzanie est à coup sûr perdante. M. Nyerere pousse sa force, au contraire, dans ces « grands dessein » où l'utopie devient peu à peu réalité. A l'image de ce qui se passe à Dodoma, cette ancienne bourgade perdue en pleine brousse, au centre du pays, qui, dans dix ou quinze ans, sera la nouvelle capitale.

FIN.

# Voici pourquoi vous devriez consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.

La Rabobank Nederland est à la tête d'une organisation de banques coopératives qui compte 3100 établissements répartis sur les 41.000 km<sup>2</sup> de la Hollande. C'est donc l'assurance d'un service adapté à travers tout le pays.

C'est la banque qui octroie le plus grand volume de crédits au secteur agricole hollandais; elle joue un rôle-clé dans le financement de l'industrie agro-alimentaire tant en Hollande qu'à l'étranger.

Les importateurs et les exportateurs bénéficient de son expérience et de sa connaissance constamment mises à jour, du financement du commerce international.

La Rabobank Nederland est également très active sur le marché des Euro-monnaies et des Euro-obligations, des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

Elle fait partie de l'Unico Banking Group, qui

réunit 6 grandes banques coopératives européennes, lesquelles disposent de 36.000 établissements. Le total de leurs bilans dépasse 400 milliards de dollars U.S.

Un bilan total qui dépasse 86 milliards de florins

hollandais (environ 45 milliards de dollars U.S.) place la Rabobank parmi les 25 plus grandes banques du monde.

Voilà de solides raisons pour consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.



Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.

Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs-d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Pour plus de renseignements: Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharijnensingel 30, 3511 GB Utrecht, Pays-Bas. Téléphone: (0)30-36 23 39.

Représentant à Frankfurt, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt am Main 1, R.F.A. Téléphone: (0)611-751076/751077.

**Rabobank**

Le Maître Hollandais en matière de Banque.

• Membre du UNICO BANKING GROUP.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 027-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

222 F 374 F 524 F 676 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

387 F 701 F 816 F 1.138 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

254 F 366 F 516 F 666 F

2. - SUISSE - LUXEMBOURG

254 F 366 F 516 F 666 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements

doivent bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse détaillés

ou provinciaux (deux semaines

avant leur départ).

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

répondre sous les deux semaines

à l'adresse ci-dessus.

## LES FOURRURES MALAT

FOURREUR  
FABRICANT  
GARANTIE  
DE CONFIANCE

Promotion sur tous les visons.  
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.  
Vison, loup, renard. Choix de chapeaux.  
Grand choix de fourrures pour intérieur de  
manteaux.  
Service après-vente. Tél. : 578-66-67.

41, rue La Fayette, 75009 PARIS - Métro : LE PELETIER

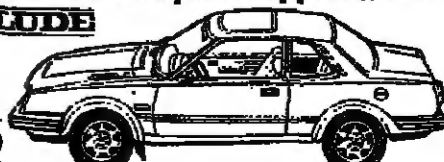
5 vitesses - 8 CV ou Automatique 3 rapports/6 CV

HONDA PRELUDE

Toit ouvrant électrique

JAPAUTO

Concessionnaire exclusif: 27, av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51



مكازم الأصل



AFRIQUE

Somalie

Le président Syaad Barre décrète l'état d'urgence

Mogadiscio (A.F.P.). — Le président Syaad Barre de Somalie a décrété mardi 21 octobre l'état d'urgence et pris les pleins pouvoirs pour une durée indéterminée, justifiant ces décisions par la poursuite des « agressions » de l'éthiopien pour des raisons de sécurité intérieure. Dans un discours radiodiffusé à l'occasion du onzième anniversaire de son arrivée au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire, le chef d'Etat somalien a également annoncé le rétablissement du Conseil révolutionnaire suprême (S.R.C.), qui avait été aboli à la suite de la création, en juillet 1976, du parti révolutionnaire somalien.

Le président Barre a dénoncé les « agressions persistantes » menées contre son pays par son voisin éthiopien et ses « alliés ». Il a également mis l'accent sur la montée, en Somalie même, « du banditisme, des rivalités tribales, et de la subversion ». « Les aspirations et objectifs du régime somalien ont été déviés et beaucoup de gens qui désignent des postes officiels n'ont pas tenu compte des intérêts du peuple somalien », a-t-il déclaré, ajoutant que l'état d'urgence serait maintenu tant que ces raisons ne seront pas éliminées.

Le comité central du parti et l'Assemblée du peuple (Parlement) continueront leurs activités jusqu'à nouvel ordre, a-t-il précisé, tout en demandant aux Somaliens ainsi qu'aux communautés étrangères se trouvant dans le pays de se conformer à ces décisions sous peine d'avoir « affaire à la loi ».

Le président somalien a également annoncé que des augmentations de salaires allaient être accordées à tous les fonctionnaires qui, a-t-il dit, ont des conditions de vie difficiles à cause « des voleurs et des profiteurs ».

Le pouvoir avant tout

Dans les premières années de son règne, le général Syaad Barre avait donné l'impression de doter d'une volonté véritable le petit Etat somalien, dénué de ressources et, trop souvent, victime, comme aujourd'hui, de longues périodes de sécheresse. Tout en armant son pays, avec l'aide des Soviétiques, il avait su surmonter la famine de 1973-1974 et lancer plusieurs programmes de développement.

En 1977-1978, la deuxième guerre d'Ogaden a bouleversé cet ordre apparent. Le « grand frère » soviétique ayant choisi le camp de l'adversaire éthiopien, la Somalie a dû admettre sa défaite, faite d'avoir pu, à l'époque, « vendre » à ses amis arabes ou aux puissances occidentales la « cause » de l'Ogaden. Mais, en dépit de cet échec militaire, de la famine qui menaçait plus d'un million de réfugiés sur son territoire et du mécontentement d'une partie de l'armée, le régime de Mogadiscio n'a pas renoncé, depuis, à appuyer en Ogaden une guérilla somalienne d'extrême droite.

Pour demeurer au pouvoir, le président Barre, on le voit aujourd'hui, est contraint de prendre des mesures extrêmes et d'admettre que la « subversion » et les « rivalités tribales » existent. En fait, l'assise du régime a toujours été minée par la lutte que se livrent des clans rivaux depuis l'indépendance. Entre le clan ogaden — auquel le président somalien est étroitement lié — et celui des Mijerteins, qu'il a chassés du pouvoir en 1969, l'opposition demeure toujours forte. En 1978, dix-sept officiers mijerteins avaient été fusillés à la suite d'un putsch avorté (le Monde du 27 octobre 1978).

Le président Syaad Barre, habile manœuvrier qui sait se montrer impitoyable avec ses ennemis, a réussi l'exploit de survivre à son échec militaire de 1978. La proclamation de l'état d'urgence semble confirmer que la note est élevée. La guerre d'Ogaden ne serait-elle que la préface choisie par une junte militaire pour se maintenir au pouvoir à Mogadiscio ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Maroc

LA VISITE DU CHEF DE LA DIPLOMATIE ESPAGNOLE Madrid et Rabat adoptent un « calendrier précis » pour régler leur contentieux

Rabat. — La récente visite du ministre des Affaires étrangères espagnol, M. José Pedro Pérez-Llorca, aura marqué un nouveau départ dans les relations bilatérales maroco-espagnoles. Sans doute les prises de position de plus en plus fermes de Madrid sur la question des pêcheurs espagnols « enclavés » par le Polisario au large des côtes marocaines et comment en Algérie ne sont-elles pas étrangères à cette amélioration de l'atmosphère.

Le ministre espagnol a fait état d'un « entendement » pour le règlement des deux principales questions qui divisent les deux pays : le problème de la pêche au large des côtes marocaines et celui du transit des aggraves marocaines à travers l'Espagne en direction de la France et d'autres pays du Marché commun. Le ministre a cité la date du 23 octobre pour la reprise des négociations sur la pêche, qui doivent s'engager, selon lui, « dans le cadre d'une coopération moderne ».

Les Marocains assistent avec plus en plus d'impatience au pillage de leurs côtes par des centaines de chalutiers, surtout espagnols, et citent volontiers le chiffre de 1 500 millions de francs de prises annuelles par la seule flotte des chalutiers espagnols, alors que les redoutables pes 40 millions de francs.

Jusqu'ici, les Espagnols entendaient nier les deux problèmes — la pêche ou la présence en position de faiblesse et les aggraves ou ils s'estiment mieux placés. Dorénavant, les Espagnols ont accepté de parler d'accord à la pêche. Aussi bien l'accord actuel n'a-t-il été conclu que pour six mois et vient-il à expiration le 31 janvier.

En ce qui concerne les aggraves, la partie espagnole s'est déclarée d'accord sur le principe du droit des Marocains de faire transiter leurs fruits à travers l'Espagne : les Espagnols s'ont d'ailleurs moins fondés à refuser ce droit aux Marocains qu'ils le réclament eux-mêmes aux Français pour leurs fruits quand ils franchissent la frontière franco-espagnole.

Madrid a accepté aussi de fixer une date limite pour un accord global dont le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il devrait être au point avant la fin de l'année, de manière à permettre la réunion d'une commission mixte maroco-espagnole à la mi-décembre ou au début de janvier. La signature d'un tel accord précéderait alors la visite du roi Hassan II en Espagne.

ROLAND DELCOUR.

République Sud-Africaine

ARRESTATIONS A SOWETO. — Le troisième anniversaire de l'interdiction de dix-huit organisations noires opposées à l'apartheid a donné lieu, dimanche 19 octobre, à des manifestations dans l'ensemble de l'Afrique du Sud. Des services religieux ont été célébrés sous les auspices de l'organisation de la « conscience noire » et de l'AZAPO (Organisation d'opposition du peuple d'Asanie). Selon plusieurs témoins, la police a procédé à Soweto, à quatre arrestations, dont celles de trois membres du comité exécutif du Congrès des étudiants noirs d'Afrique du Sud. D'autre part, le président d'un mouvement anti-apartheid et un ancien étudiant, tous deux noirs, ont été condamnés à huit ans de prison chacun. — (A.F.P.)

Le conflit namibien

Nouveau raid sud-africain en Angola

Au cours d'un raid perpétré lundi 20 octobre dans le sud de l'Angola, des commandos sud-africains ont tué vingt-huit partisans de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et militaires angolais, a annoncé mardi un porte-parole militaire dans la capitale namibienne. Il s'agit de la première opération entreprise officiellement en territoire angolais depuis juin par les troupes de Pretoria. Selon Windhoek, un important stock d'armes et de munitions a été détruit dans une base arrière de la SWAPO. Le général Meyer, commandant adjoint des forces sud-africaines en Namibie, a déclaré : « Ceci est la coopération » entre les troupes angolaises et les maquisards de la SWAPO. Ayant coincé avec l'ouverture, à Pretoria, de négociations entre une délégation des Nations

unies et les autorités sud-africaines sur le règlement du conflit (le Monde du 21 octobre), cette opération jette un nouveau doute, selon les diplomates en poste dans la capitale sud-africaine, sur la volonté d'aboutir du gouvernement de M. Pieter Botha. Les discussions portent, notamment, sur l'établissement d'une zone démilitarisée sur la frontière commune entre la Namibie et l'Angola.

De son côté, dans un communiqué diffusé lundi, l'ambassade d'Angola à Paris a accusé les « troupes racistes sud-africaines » d'avoir procédé, pendant le troisième trimestre de 1980 dans le sud angolais, à « pas moins de 175 vols de reconnaissance, 5 minages de route, 22 bombardements aériens, 23 débarquements hélicoptères et 7 bombardements terrestres ». — (A.F.P., Reuters.)

Ouganda

Aux yeux de la cour d'appel

M. YUSUF LULE DEMEURE PRÉSIDENT

Kampala (A.F.P.). — La cour d'appel de Kampala a déclaré, mardi 21 octobre, que la déposition du professeur Yusuf Lule, éphémère successeur du maréchal Amin à la tête de l'Etat, avait été inconstitutionnelle. Cette décision signifie que M. Lule demeure le président légal de l'Ouganda. Mais ce jugement restera sans doute lettre morte, étant donné les changements politiques intervenus depuis le départ de M. Lule voilà plus d'un an.

Le professeur Lule avait été écarté du pouvoir seize-huit jours après sa prise de fonction, à la suite d'une décision du Conseil consultatif national — le Parlement intérimaire — qui avait contesté plusieurs nominations décidées à l'époque par le chef de l'Etat, lequel vit aujourd'hui en exil à Londres. Les cinq juges de la cour d'appel ont estimé que le président avait le pouvoir de nommer des ministres sans ratification par le Conseil consultatif national. Cet avis, ont-ils précisé, est définitif et aucun appel ne sera possible. M. Lule avait été remplacé, en juin 1979, par M. B. Nsubuga, lui-même écarté du pouvoir par l'armée.

ÉNERGIES 80: LE JOURNAL D'ELF AQUITAINE

L'aventure de la mer de Chine à l'Arctique.

Les «bourlingueurs» d'Elf Aquitaine courent le vaste monde.

Elf Aquitaine est le premier prospecteur français dans le monde. Le groupe est opérationnel sur les cinq continents : présent dans 45 pays, prospecteur dans 34, producteur dans 15. Pour réussir dans la compétition internationale, Elf Aquitaine dispose d'une technologie d'avant-garde et de spécialistes hautement qualifiés. Près de 2.500 ingénieurs et techniciens sont engagés en permanence dans la recherche et l'exploitation hors du territoire.

Alain Jérôme, grand reporter, a rencontré deux de ces «bourlingueurs» d'Elf Aquitaine.

Voici deux des bourlingueurs d'Elf Aquitaine, deux ingénieurs «vétérans» de l'aventure du pétrole : Roger Prin, quarante et un ans, et Jean-Paul Nicot, même âge, aujourd'hui en poste à Paris, après avoir couru, pendant près de vingt ans, le vaste monde.

Ils se sont connus au Nigeria en 1965. Roger Prin était spécialiste du forage, Jean-Paul Nicot du Génie Civil. Bien sûr l'un et l'autre étaient déjà sortis, comme on dit, de leur trou : le Sahara, quelques pays d'Europe et, pour Roger Prin, un bref séjour dans l'Arctique où les travaux de prospection sont menés dans un petit matin gris par moins 20 degrés centigrades. Mais l'aventure, la grande aventure, c'est bien pour eux au Nigeria qu'elle allait commencer !

A Fort Harcourt exactement, où les deux ingénieurs débarquent avec femmes et enfants. Fort Harcourt, c'est à l'époque, une sorte de Far West pétrolier dans le delta du Niger, à proximité de nombreux forages. 2.500 Européens travaillent là au milieu de 100.000 Africains.

Roger Prin vient à peine d'arriver. Vingt-quatre heures plus tard éclate la révolution.

Rapidement, la crise s'aggrave. De longs mois de troubles aboutissent à la sécession et à la création du Biafra.

Pourtant, pendant plus de deux ans, malgré le tumulte grandissant, les hommes de Elf Aquitaine, imperturbables, restent solides au poste. Accrochés à la tâche jusqu'au bout de leur mission.

Courtes vacances en France et c'est un nouveau départ. Pour l'Irak, cette fois. Roger Prin et Jean-Paul Nicot prennent ensemble à Orly, le 14 juillet 1968, l'avion qui les dépose à Bagdad peu avant minuit. Le lendemain, au réveil, Roger Prin jette un coup d'œil par la fenêtre. Les rues sont étrangement vides. Dans le hall du « Bagdad Hotel », les portraits des autorités en place la veille ont été décrochés. Une simple banderole prévient : « Couvrez-vous. Personne ne sort ! »

Le Président Bakr remplace le Président Arif. Le calme revient. Après 48 heures de séjour forcé à l'hôtel, les deux ingénieurs gagnent librement les champs de prospection où ils travailleront ensemble pendant trois ans dans des conditions tout à fait normales... Si ce n'est fin 1968 une affaire qui fait grand bruit : le rapt à la frontière irano-irakienne, par des éléments iraniens plus ou moins contrôlés, d'une équipe de la Compagnie Générale de Géophysique : 3 Français et 20 Irakiens, travaillant pour Elf Aquitaine. Il faudra plus d'un mois pour obtenir la libération des Français et palabrer plus d'un an pour que les Irakiens puissent rentrer chez eux.

Mais l'un comme l'autre sont maintenant basés à Paris. Il le fallait sans doute. Pour reprendre contact avec la France. Pour les études des enfants aussi.

Alors, finie l'aventure ? Quand on leur pose la question, Roger Prin et Jean-Paul Nicot ont le même sourire : « Repartir ? Dans deux ou trois ans. Pourquoi pas ?... »

Ennemis principaux des foreurs du Labrador : les icebergs !

Les zones de prospection les plus difficiles pour les foreurs sont l'Arctique et le Labrador. Le principal danger au Labrador, par exemple, est constitué par les icebergs. Ces énormes montagnes de glace se déplacent à la vitesse de 5 km/heure, mais les vents et les courants rendent leurs mouvements assez imprévisibles.

Ils sont guettés en permanence par hélicoptère et radar. A la première alerte il faut décrocher la sonde à toute allure, s'éloigner et... revenir la menace passée.

Les bénéfices (4 milliards en 1979) servent à trouver du nouveau pétrole.

Elf Aquitaine fait des bénéfices. 4 milliards de francs environ en 1979, après déduction d'une provision pour risques d'environ 2 milliards de francs. Le chiffre d'affaires du groupe est de l'ordre de 55 milliards de francs et la marge brute d'autofinancement de 14 milliards.

A quel service les bénéfices ? Essentiellement à investir dans l'exploration, la prospection et la production. Les coûts ne cessant d'augmenter, il est bien évident que les bénéfices du groupe ne suffisent pas à répondre aux énormes besoins du financement. La recherche coûte de plus en plus cher. Les zones d'opération sont de plus en plus difficiles et souvent de plus en plus éloignées. Par exemple, s'il suffit d'une dizaine de cents pour produire un baril de brut au Moyen-Orient, 12 dollars sont nécessaires au mer du Nord, 25 dans l'Antarctique et il en faudra 50 pour extraire l'huile des schistes bitumineux.

Le programme d'investissement d'Elf Aquitaine est d'ailleurs énorme : 80 milliards de francs pour les cinq prochaines années dont 10 milliards entièrement autofinancés pour 1980. Cet effort devrait permettre à la Société Nationale d'attendre d'ici à quelques années une production d'au moins 25 millions de tonnes de pétrole et de 30 millions de tonnes après 1985 (le tiers de la consommation française).

**SOS MATH**  
Etablissement d'enseignement privé  
Session Toussaint  
3 jours de révisions intensives  
du 12 au 14 novembre inclus  
**MATH - PHYSIQUE**  
à rue de Montparnasse, 75008 Paris  
563-61-24



# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE ET L'AFFAIRE DES OTAGES

### Les forces irakiennes s'installent au Khouzistan dont Bagdad proclame le caractère « non iranien »

P.C. irakien près d'Ahvaz. — L'armée irakienne s'installe au Khouzistan. Pour elle, il s'agit de l'« Arabistan », et son objectif est de « préserver le caractère arabe » de cette province. Ces évidences se sont imposées à nous tout au long des cinq heures de pistes qui nous ont conduit, en Landcruiser, de Qurna — à 80 kilomètres au nord de Bassorah — au village de Chuwaib, et de là, une fois franchie la frontière, au P.C. de l'armée irakienne.

« Nous sommes à 10 kilomètres d'Ahvaz », nous dit le colonel commandant le camp, qui nous reçoit dans son Q.G. belle pièce souterraine protégée par un char, à laquelle on accède par cinq marches entourées de sacs de sable. « Nous sommes la force principale la plus avancée, mais nous disposons d'unités qui sont encore plus près de la ville. Nous pourrions nous en emparer en quelques heures », ajoute-t-il, tandis que la conversation se poursuit, ponctuée par le bruit des tirs d'artillerie.

« Puisque c'est si simple et que, selon vous, l'ennemi n'a pas bon moral, pourquoi ne l'avez-vous pas encore fait, après un mois de guerre ? »

« Nous avons gagné toutes les batailles que nous avons livrées, et nous donnons des bilans exacts, contrairement à l'ennemi. Nous réalisons les plans fixés par la direction politique. Nous avons avancé de 120 kilomètres, plus vite que vous ne le pensez. Nous avons traversé le désert et franchi deux rivières, mais nous concentrons nos attaques sur les positions militaires et tentons d'épargner les populations civiles qui sont dans la ville d'Ahvaz et dans

les villages. Il s'agit d'ailleurs principalement de populations arabes. — Mais vous donnez l'impression d'avoir installé ici votre camp seulement et de vous être « arrêtés ». — Je ne me suis pas arrêté. Hier encore, nous avons pris cinq chars et un canon. Au total, nous avons détruit cent vingt chars, sans parler de l'importante quantité de matériel en bon état abandonné par l'ennemi, dont vous avez pu voir une partie le long de la route. Au cours des combats, toute la gamme des armes les plus modernes — de l'artillerie à l'aviation, — a été engagée des deux côtés. La plupart des lignes d'approvisionnement de l'ennemi sont coupées. Nous tenons la route qui va jusqu'à Mohammara (Khorramchahr) mais vous ne pouvez l'emprunter pour des raisons de sécurité.

**Des centaines de bulldozers**

« Quels sont vos objectifs ? — Ils sont fixés par le pouvoir politique. L'Irak a violé tous les accords internationaux et nous a pris nos terres. L'Arabistan est une terre arabe. Dans les villes, il y a beaucoup d'Arabes mais aussi des habitants appartenant à d'autres peuples opprimés, comme les Kurdes. A part les Perses, tous ne pourront que soutenir l'armée arabe d'Irak qui vient les libérer. »

Sur le plan politique, une certaine évolution semble s'être produite. Elle est perceptible dans les propos tenus mais aussi au niveau de la presse et sur le terrain. Dans un premier temps, les dirigeants irakiens ont affirmé : « Nous n'avons

pas de revendications territoriales. » Puis M. Ramadan, premier vice-premier ministre, nous a dit que l'Irak a des « revendications historiques et nationalistes sur l'Arabistan » (le Monde du 22 octobre). Depuis quelques jours, les journaux soulignent que cette province « n'est pas iranienne » et ils multiplient les articles attestant son arabité.

Dans cette expédition au milieu d'une tempête de sable jusqu'au P.C. irakien d'Ahvaz, on ne peut qu'être impressionné par l'ampleur des travaux de génie civil entrepris. De Chuwaib — où un pont franchit le Chatt-el-Arab — au poste frontière d'El Ghazal, puis à la position fortifiée de Chabab et à la gare routière irakienne d'Hamda, une quantité stupéfiante — sans doute des centaines — de bulldozers, de rouleaux compresseurs de type différent, de camions-citerne et d'autres engins énormes, dament des pistes et surtout tracent une large route surélevée. Certes, cet axe qui rejoint la route nationale iranienne reliant Ahvaz à Khorramchahr évite les marais et traverse des terres désertiques qui risquent d'être détrempées à la saison des pluies, de sorte qu'il sera principalement destiné à faciliter les communications de l'armée. Toutefois, on ne se lance pas dans des travaux d'ens

sement des prises de guerre. Ce matériel étant en grande partie américain est examiné par des spécialistes de l'armée jordanienne. Une partie des armes intactes ou récupérables sont, en effet, données à la Jordanie pour la remercier de son aide, l'autre est transportée dans la capitale pour y être exposée.

Avec le temps il est apparu que la lenteur apportée par les Irakiens à s'emparer des villes est certes due à la résistance iranienne, mais aussi à deux autres facteurs : éviter trop de pertes en hommes dans les villes du Khouzistan, surtout celle du Sud où vivent les chiites, qui fournissent la plus grande partie des fantassins ; ne pas faire trop de victimes civiles dans les villes du Khouzistan — frères arabes —. La tactique des Irakiens consiste donc à faire précéder toute offensive par un intense tir d'artillerie concentré sur les positions militaires adverses, puis à avancer prudemment en évitant au maximum les corps à corps. En outre les forces de Bagdad cherchent, et elles y ont en grande partie réussi depuis qu'elles ont franchi le fleuve Karoun, à encercler les agglomérations et à couper les voies de communication en espérant que les villes assiégées finiront par capituler.

A l'inverse, l'absence de raids sur Bassorah, maintenant que les principaux objectifs pétroliers ont été touchés, ne s'explique pas seulement par le désir de l'armée irakienne, qui manquerait d'essence, de concentrer ses attaques aériennes sur le front — elle a commencé à bombarder le port de Khorramchahr occupé par les Irakiens — mais aussi par le souci de ne pas indisposer la population de la ville, qui est presque exclusivement chiite. En revanche l'aviation de Téhéran continue épisodiquement à bombarder les environs de Bagdad, où se trouvent des centres industriels avec une majorité sunnite, et les villes du Kurdistan irakien pour les « punir » — selon certaines sources — de l'aide apportée aux rebelles kurdes.

PAUL BALTA.



### LE BRÉSIL EST PARTICULIÈREMENT AFFECTÉ PAR LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT

Le Brésil, qui est le plus grand acheteur de pétrole du tiers-monde (850 000 barils par jour), est l'un des pays les plus atteints par la guerre au Proche-Orient : 43 % du pétrole qu'il acquiert vient de l'Irak et, plus généralement, 80 % de ses achats d'hydrocarbures sont effectués au Proche-Orient.

La situation est d'autant plus délicate pour le Brésil que son principal partenaire commercial au Proche-Orient, joue un rôle clef dans la grande stratégie de coopération « horizontale » (entre nations du tiers-monde) que Brasilia développe dans cette région. Plusieurs milliers de techniciens brésiliens travaillent en Irak, dont trois mille cinq cents à la construction d'une voie ferrée qui reliera Bagdad à la frontière syrienne en longeant l'Euphrate. Ce sont également des techniciens brésiliens qui ont joué le rôle principal dans la découverte d'un grand gisement pétrolier irakien, celui de Majnoon, près de Bassorah. Par ailleurs, malgré la concurrence des pays industrialisés, Brasilia a vendu à Bagdad deux cents chars T-72, de type amphibie, et deux cents blindés de reconnaissance Casacavel, entièrement fabriqués au Brésil.

La guerre entre Bagdad et Téhéran a provoqué une vive polémique à Brasilia : les milieux proches du secteur privé reprochent au gouvernement et à la Petrobras, la compagnie pétrolière d'Etat, d'avoir agi imprudemment en mettant tous leurs œufs dans le même panier.

A la Petrobras, on rétorque, sans raison, que la politique de

contact direct d'Etat à Etat jusqu'ici suivie a permis au Brésil d'échapper à l'intermédiaire des sept grandes trusts pétroliers mondiaux, et d'obtenir d'importants réductions au marché libre de Rotterdam, où les prix sont bien plus élevés. On fait valoir aussi qu'une diversification des sources d'approvisionnement n'est guère facile : malgré toutes leurs déclarations sur la « solidarité latino-américaine », les pays exportateurs voisins du Brésil restent tournés de préférence vers le marché nord-américain, et se montrent peu réceptifs aux requêtes de Brasilia pour augmenter ses achats. Les importations brésiliennes de pétrole depuis le Venezuela et le Mexique ne représentent toujours que 10 % à peine du total de ses acquisitions.

En attendant, le conflit du Proche-Orient exerce un coup dur sur la tâche déjà ardue des responsables de l'économie brésilienne. Le pays dispose certes de stocks pour une centaine de jours. Mais, il devait finalement en disposer pour une centaine de jours (on espérait encore en 1979 rétablir l'équilibre cette année-là), s'en trouverait grevée d'autant. Le gouvernement a décrété une nouvelle hausse du prix de l'essence, qui a déjà doublé en dix mois. Par ailleurs, le Conseil de sécurité nationale a élaboré, à tout hasard un plan de rationnement, mesure impopulaire que le gouvernement préfère toutefois éviter aussi longtemps qu'il sera possible.

THIERRY MALINIAK.

#### Israël

### Les maires d'Hébron et de Khalkoul entament une grève de la faim

De notre correspondant

MM. Fahd Khasmah et Mohamed Milhem, maires d'Hébron et de Khalkoul ont entamé, mardi 21 octobre, une grève de la faim pour protester contre la décision, prise la veille par le gouvernement militaire israélien de Cisjordanie, de ne pas les autoriser à regagner leur pays.

Jérusalem. — M. Begin a reçu mardi soir pendant une heure et demie les maires de Bethléem et de Gaza, MM. Elias Freij et Rachad Chawra, qui venaient lui demander d'annuler l'expulsion des maires d'Hébron et de Khalkoul. Mais le premier ministre ne leur a pas donné de réponse. M. Begin a seulement déclaré qu'il convenait d'attendre la décision de la Cour suprême d'Israël, de nouveau saisie de l'affaire. Dans une dernière tentative, l'avocat des deux maires expulsés devait présenter à cet

effet la requête ce mercredi 22 octobre. Après leur entretien avec M. Begin, MM. Freij et Chawra n'ont pas voulu faire de commentaires tant qu'il leur reste un espoir d'être finalement entendus. Mais dans les milieux politiques de Cisjordanie on ne se fait plus guère d'illusions, on est même très pessimiste et l'on envisage déjà les mesures à prendre en cas de refus du maire d'Hébron ou de Khalkoul, toujours détenus à proximité du pont Allenby sur le Jourdain, seraient expulsés définitivement. On étudie notamment le projet d'une nouvelle démission collective des conseils municipaux de Cisjordanie. Un tel mouvement avait eu lieu il y a un an — avec succès — lorsque le maire de Naplouse, M. Bassam Chakaa, avait fait l'objet lui aussi d'un arrêté d'expulsion. Les autorités israéliennes, après cette manifestation, avaient annulé leur décision. — F. C.

telles envahissements et alors que l'élargissement de la route de Bagdad à Bassorah a été interrompu à partir d'El Amara — sans doute pour libérer le matériel — lorsqu'on n'entreprend qu'une simple incursion.

Entre les différents fronts occupés maintenant par les Irakiens, les positions de défense irakiennes, composées de chars et de canons antiaériens disposés à intervalles réguliers, ont été abandonnées intactes. A proximité, mais en de nombreux autres points, les Irakiens installent maintenant leurs propres camps. Là encore, un nombre incalculable de bulldozers aménagent des positions entières pour les chars et les camions et effectuent les travaux nécessaires à la vie des militaires, même dans les positions les plus avancées.

Un mois après le début du conflit les Irakiens donnent l'impression de s'installer dans la guerre, et de nombreux indices laissent penser qu'elle risque d'être longue. Si l'on additionne les chiffres figurant dans tous les communiqués militaires publiés par l'état-major irakien concernant les pertes ennemies, on arrive à 300 chars pris ou détruits, 228 avions abattus, dont près de la moitié au cours des trois premiers jours du conflit. Il y aurait 620 prisonniers et un peu plus de 1 700 morts, dont 615 au cours des trois premières semaines et 1 100 entre le 19 et le 23 octobre. Les chiffres sont évidemment approximatifs : il semble en effet que les bilans des premiers jours aient été gonflés et qu'ils sont devenus par la suite plus précis ; par ailleurs, nombre de communiqués signalent des pertes ennemies sans les chiffrer.

#### La tactique irakienne

Il apparaît que les Irakiens ont pratiquement renoncé aux combats aériens au bout de la première semaine, après avoir constaté la supériorité des Phantom sur les Mig. Ils réservent donc leurs appareils aux raids sur l'Iran. En outre, la D.C.A. irakienne n'est pas aussi efficace qu'on aurait pu le penser contre les attaques aériennes iraniennes.

En revanche les blindés, l'artillerie et l'infanterie irakiens ont une nette supériorité. Sur la route de Bassorah à Bagdad, on voit maintenant remonter des convois : ce

### Le premier ministre iranien se dit « certain » que Washington a accepté les quatre conditions mises à la libération des otages américains

An cours d'une conférence de presse donnée mercredi matin, le premier ministre iranien, M. Ali Radjail, s'est déclaré, selon l'A.P.F., « certain que les Etats-Unis sont prêts à satisfaire aux quatre conditions posées en principes par l'imam Khomeiny » pour la libération des cinquante-deux otages. Ces conditions sont l'engagement de non « limitation » des affaires intérieures de l'Iran, la restitution à Téhéran des fonds gelés par les banques américaines sur l'ordre du président Carter, la reconnaissance par les Etats-Unis à toutes poursuites légales ou à toutes réclamations, et la restitution à l'Iran de la fortune du chah (le Monde du 14-15 septembre et du 18 septembre).

Sur ce dernier point, toutefois, M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, a déclaré que « les Iraniens sont étonnés d'être d'accord sur un retour rapide de leurs avoirs ».

Sans expliquer les raisons de sa « certitude », M. Radjail a cependant précisé que la date de libération des otages dépend exclusivement de la procédure engagée par le Parlement iranien et n'a aucun rapport avec les élections américaines.

A Téhéran, le Majlis (Parlement) s'est réuni ce mercredi matin ; son ordre du jour n'a pas été précisé. Mais l'ayatollah Rasfandjani, président du Majlis, a déclaré dès lundi que la question des otages serait examinée dimanche.

La question des otages américains est revenue au premier plan à la suite de l'initiative de M. Ronald Reagan d'en faire un thème majeur de sa critique contre l'administration Carter. Dans une déclaration faite mardi, à Louisville (Kentucky), le candidat républicain à la Maison Blanche, a dénoncé la responsabilité du président Carter dans ce qu'il a appelé « une humiliation et une honte », et a vivement critiqué les méthodes de M. Carter, qui « mène toute la négociation dans la presse ». Le président américain a aussitôt réagi, à Orlando (Floride), en « exprimant que M. Reagan ait rompu sa promesse » de ne pas utiliser l'affaire des otages dans le débat électoral : « Le destin des otages est trop important pour qu'on en

fasse un enjeu politique », a ajouté M. Carter.

Poursuivant sa tournée électorale en Floride, le président américain a déclaré à Miami que la guerre Irako-iranienne n'avait pas augmenté le danger pour les otages. De son côté, M. Edmund Muskie a rappelé, dans une conférence de presse tenue à Saint-Louis (Missouri), les avantages de la « diplomatie tranquille » qui avait permis, en 1968, la libération des quatre-vingt-deux survivants de l'équipage du navire-espion and-cain Pueblo après onze mois de captivité en Corée du Nord. Le secrétaire d'Etat a estimé que les Iraniens « doivent en cette période de guerre commencer à ressentir les effets des sanctions » imposées par M. Carter en janvier 1980, et a ajouté : « J'ai le sentiment, mais aucune garantie, que nos efforts en vue d'obtenir la libération des otages finiront par aboutir ». Cet optimisme mesuré a été confirmé par M. Carter dans une interview à la chaîne de télévision A.B.C. : « Nous sommes plus près que jamais d'une libération, mais il n'y a pas d'issue en vue dans l'immédiat ».

La réunion, mardi 10 octobre, à New-York, du Comité de coordination des pays non alignés a permis un premier accord entre les représentants de l'Irak et de l'Iran, porteur sur la désignation d'une commission au niveau ministériel chargée de « contribuer à la recherche d'une solution pacifique du conflit » et d'effectuer une mission d'information dans les deux capitales. Cette réunion, tenue à l'initiative du président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a rassemblé les représentants de trente-six pays, sous la présidence de M. Raúl Roa Kouri, ambassadeur de Cuba auprès des Nations unies.

● Kenta Mourad, envoyé spécial en Iran du Nouvel Observateur, a été expulsé pour la deuxième fois en trois mois, lundi mardi un communiqué de l'hebdomadaire. Le mardi 14 octobre, précise le communiqué, la police est venue chercher Kenta Mourad à son hôtel et l'a conduit au centre de police chargé des étrangers, où on lui a annulé son visa en lui intimant de quitter l'Iran dans les trois jours.

**VIEN DE PARAITRE**

**L'INDEX 1968 DU "MONDE"**

UN VOLUME DE 1320 PAGES

REPERTORIENT TOUTES LES INFORMATIONS PARUES DANS LES 8000 PAGES DU "MONDE" DE 1968.

L'index analytique est un dictionnaire-catalogue où chaque information est résumée, analysée et classée chronologiquement suivant l'ordre alphabétique.

PRIX EXCEPTIONNEL DU VOLUME : 695 F.

Ce prix sera maintenu jusqu'au 31 décembre 1980.

Index actuellement disponibles : 44-45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58.

Cette publication est complémentaire de la réédition du journal "Le Monde" en mini-format (12 années déjà parues, dont 1968).

**OFFRE SPÉCIALE : INDEX ANALYTIQUE 68 + MONDE EN MINIFORMAT AU PRIX EXCEPTIONNEL DE 2 300 F (au lieu de 2 695 F).**

En vente au journal "Le Monde", 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Chez l'éditeur : en lui adressant le bon de commande ci-dessous.

**Editions R.P.L.**

8-10, Place de la Mairie, 89330 Saint-Julien-du-Sault. Tél. (86) 63.21.57 - Tél. 801.193

Je désire recevoir :

☐ exemplaire(s) de l'Index 1968, au prix exceptionnel de 695 F (jusqu'au 31.12.80).

☐ exemplaire(s) combinés de l'Index 1968 et du "Monde" en mini-format 1968, au prix exceptionnel de 2 300 F.

☐ une documentation complète de l'index analytique du "Monde" du "Monde" en mini-format.

☐ Trouvez ci-joint un chèque de F.

Une facture me sera envoyée à réception de ma commande.

Nom \_\_\_\_\_ Sociétés \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

مكتبة المصلح























## Le comité d'urgence antirépression appelle à une manifestation

## LOUIS ARAGON : UNE LIBERTÉ ESSENTIELLE

Le 16 octobre, le **tribunal** de la majorité a permis l'enterrement (l'Assemblée nationale et le Sénat **ont** dorénavant d'accord) des droits démocratiques des homosexuels et des lesbiennes que

Danièle Apert, **secrétaire** adjointe  
Gaulle, **secrétaire** adjointe  
Aron, Lucien, **secrétaire** adjointe  
Hugues, **secrétaire** adjointe  
Membre **du P.S.U.** : **secrétaire** adjointe  
La Résistance : Yvette Bourgeois, **secrétaire** adjointe  
Bani-Guckmann : André Cayatte, **secrétaire** adjointe  
Chénier, **secrétaire** adjointe  
Pierrot, **secrétaire** adjointe  
Serge Desnoël, **P.S.U.** : **secrétaire** adjointe  
Dessaigne, **secrétaire** adjointe  
Pracrosne, **secrétaire** adjointe  
Ducot, **secrétaire** adjointe  
psychologie : Claudette  
Kilienstein, **secrétaire** adjointe  
Emmer, **secrétaire** adjointe  
Gall-Pied, **secrétaire** adjointe  
réducteur **du P.S.U.** : **secrétaire** adjointe  
Jacques Fontenot : Dany Guérin, **secrétaire** adjointe  
Gérard, **secrétaire** adjointe  
général : Huguette  
Mère, **secrétaire** adjointe  
Guy Boudin, **secrétaire** adjointe  
Dominique Jourdain, **secrétaire** adjointe  
Krivine, **secrétaire** adjointe  
Jens, **secrétaire** adjointe  
directeur **de publication** du **P.S.U.** : **secrétaire** adjointe  
Viviane Lucine, **secrétaire** adjointe  
Marty, **secrétaire** adjointe  
Mazas, **secrétaire** adjointe  
Merleau, **secrétaire** adjointe  
Poaty, **secrétaire** adjointe  
Yves, **secrétaire** adjointe  
Bernard Monod, **secrétaire** adjointe  
Généraliste, **secrétaire** adjointe  
la troupe **du P.S.U.** : **secrétaire** adjointe  
Légit, **secrétaire** adjointe  
Jean-François Frel, **secrétaire** adjointe  
Fronze, **secrétaire** adjointe  
P.S.U. : **secrétaire** adjointe  
Simone Signorini, **secrétaire** adjointe  
Spire, **secrétaire** adjointe  
Tournier, **secrétaire** adjointe  
Viviane, **secrétaire** adjointe  
Geste, **secrétaire** adjointe  
manifestation  
Jean-Jacques de Péline, **secrétaire** adjointe  
Goulding, **secrétaire** adjointe  
Fivier, **secrétaire** adjointe  
Fleury, **secrétaire** adjointe  
Gérard, **secrétaire** adjointe  
Gérard, **secrétaire** adjointe

## Acquitté pour le meurtre d'un enfant de treize ans

Il était mort le [REDACTED]. Son jeune complice, âgé de douze ans, avait [REDACTED] remis en liberté et présenté au juge des enfants. Le pâtissier avait été écroué [REDACTED] dant dix jours et inculpé de

L'avocat général, M. Jacques  
Stamm, pourait regretter  
le ne [ ] - le  
regret [ ] bouche. Le  
roy - il avait [ ] aux jurés  
de donner un solennel aveu-  
tissement - pût-il - et  
tous [ ] qui [ ] fimer  
le. Le jury a préféré écouter  
l'avocat en défense, [ ] paroles  
plus convaincantes dans  
o t m [ ] d'insécurité  
Etes-vous sûr, leur avait-il  
demandé, qu'à le place au Le-  
roy vous n'auriez pas eu peur,  
vous ne vous seriez pas sentie  
en danger ? Oui, bien sûr.  
le jury [ ] su [ ] Et  
[ ] en danger. [ ] Si. Sg.

## Vive le projet Peyrefitte !

[illegible]

De nouvelles critiques contre le projet Regeffitte... — Mais, au « Pau », nous nous sommes adressés aux organisations de magistrats et d'avocats ont notamment estimé que le projet « sécurité et liberté » a « abouti sous couvert de sécurité à une véritable insécurité judiciaire dont les victimes sont les victimes désignées ». Ces organisations critiquent les dispositions sur les contrôles... et les nouvelles incriminations que le projet a introduites. Elles craignent que le projet ne soit trop vague ». Il s'agit de l'Union nationale des magistrats, du Syndicat de la magistrature, du syndicat des avocats de France, de la Fédération nationale des juges de jeunesse... et de la Fédération syndicale... au CN.

## par YVES LEMOINE (\*)

Quatre ans après que M. G. nous a appris à [ ] la description [ ] par [ ] du témoignage, [ ] en [ ] la distinction [ ] primaire : politique, pas politique. Il en résulte donc l'utilisation [ ] du « politique » pour [ ] politiciennes [ ] pour [ ] homosexuelles comme [ ] ceux qui se [ ] de [ ] de démocratie, la [ ] d'une « conduite du malheur ».

MSI Ecole Suisse de Graphologie, dep.3 Weiermatt 64, CH-3327 Berne

Depuis le 9 ■■■■ 1980, le dossier Leguay ■■■■ inexplicablement bloqué par M. le  
Garde ■■■■ Scaux. C'est à ■■■■ date, ■■■■ effet, le Parquet de Paris a achevé de rédiger  
à l'intention ■■■■ Chancellerie ses réquisitions ■■■■ ou sujet ■■■■ la recevabilité ■■■■ portées  
civiles juives qui se sont constituées à l'encontre ■■■■ l'ancien délégué en ■■■■ occupée du  
chef de la police de Vichy.

Fils et  des Déportés Juifs de France,  gardons imprimé  notre  
mémoire et dans notre sensibilité le souvenir tragique des persécutions   parents  
et nous-mêmes avons été l'objet.

Trente-huit ans après ces douloureux événements, il est inadmissible qu'aucun manuel scolaire d'histoire ne mentionne les suivants :

■ la très grande majorité des 900 Juifs ■ France déportés ont été arrêtés ■ la police de ■ Laval, ■ a fait le travail que les nazis allemands ne pouvaient faire eux-mêmes ;

que, pendant la grande rafle parisienne du « Vel d'hiv », les Juifs, le 17 juillet 1942, ce sont les responsables de la police française, parmi eux Jean Leguay, qui ont déporté les Gesteos et déportés les enfants Juifs français, et leurs parents étrangers ou apatrides : plus de 4 000 d'entre eux, irrémédiablement séparés de leurs parents par la police, furent déportés vers Auschwitz quelques semaines plus tard : — que, pendant l'été 1942, plus de 11 000 Juifs étrangers ou apatrides ont été envoyés par Vichy dans la zone « libre » et livrés à la Gestapo en zone occupée, à Drancy, antichambre de la mort, selon des plans soigneusement élaborés par Jean Leguay ; que plusieurs milliers de Juifs étrangers ont été envoyés en zone « libre » dans des camps d'internement du Front de Vichy, dans des conditions inhumaines de détention et de surmenement.

Pourtant, jusqu'en novembre 1978, ■■■■ à laquelle ■■■■ avons porté plainte ■■■■ lui, Jean Leguey n'avait jamais ■■■■ inquiété. En ■■■■ 1978 ■■■■ information ■■■■ ouverte: En mars 1979, Jean Leguey a été inculpé ■■■■ crimes ■■■■ l'humanité. Son appel contre la compétence du juge d'instruction a été rejeté en octobre 1979 par la Chambre d'accusation et son pourvoi a été repoussé par la Cour de cassation en novembre 1979.

Entretemps, M. le Ministre des Affaires Etrangères a su, en juillet 1979, l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, votée en décembre 1947 à l'unanimité par le Parlement français, a été confirmée par les accords internationaux liant la France.

Entre-temps, nous avons pu obtenir également la justice allemande qu'elle condamne à de lourdes peines la prison Lischka les complices, principaux responsables allemands, jusqu-là impunis, de la déportation des Juifs de France.

Puisque le Parquet dans ses réquisitions du 9 mai 1980 a admis la recevabilité des parties civiles, nous, fils et filles des Déportés Juifs de France, nous comprenons pas pourquoi depuis plus de cinq mois les réquisitions sont bloquées par le Ministère de la Justice. Nous ne pouvons croire que l'on puisse empêcher l'instruction à suivre.

C'est pourquoi, Fils et Filles de **FFF** martyrisés par la coopération de Vichy de la Gestapo, nous prions M. le Ministre. **J** Justice débloquent le dossier Leguay.

## Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France

Association régie par la loi de 1901

Pour ADHÉRER à l'Association des Fils et Filles des Déportés Juifs de France et  
APPORTER VOTRE SOUTIEN moral et financier à son action, correspondance à  
adresser à : F.E.D.J.E. / B.P. n° 104 / 75722 PARIS CEDEX 15.

## L'affaire Revelli-Beaumont

Après la publication, dans le Monde du 19 septembre, de l'article sur l'affaire de l'enlèvement M. Revelli-Beaumont, M. Albert Chandon, ambassadeur de France, nous écrit :  
Je ne suis intervenu dans cette affaire, qu'à la demande de M. Revelli, lequel, après plus de deux ans de détention, craignait pour sa vie de porter à mon domicile, par l'un de mes rivaux, une lettre à me menaçant d'intervenir.

C'est grâce à mes bons offices que la libération de M. Revelli a pu être obtenue.

Mon inculpation, après la libération de M. Revelli, a toujours été dissociée de tout dossier de l'affaire dans laquelle elle-même, mon inculpation, en effet, suivie d'un non-lieu, m'avait été signifiée.

Après la non-déclaration des magistrats, les renseignements personnels mêmes remis par les ravis-seurs m'ont permis d'établir l'évidence qu'en avertissant la police, je disais la vérité et en perçai la vie de l'ami qui m'avait été confié.

En tout état de cause, dès le début et dès que j'ai eu la possibilité, j'avais averti de hautes instances administratives et judiciaires que j'avais été, ainsi, associé à un meurtre.

● **Hector Triarte**, quarante-cinq ans, de nationalité argentine, accusé d'avoir participé à l'enlèvement, le 13 avril 1977, de M. Luchino Ravelli - Beaumont, **ancien directeur général de Fiat France**, a été retrouvé dans la prison romaine de Regina Coeli, où il était incarcéré depuis plusieurs mois sous une fausse identité.

Triarte, qui fait l'objet d'un **avis** d'arrêt international, avait été condamné par contumace le 17 septembre dernier par la cour d'assises de Paris à la réclusion criminelle à perpétuité (le **Monde** du 19 septembre). Les autorités françaises ont amorcé une procédure de demande d'extradition.

(\*) Membre du Syndicat de la magistrature.

مكزامن الأصيل



## Les ravisseurs de M. Galle seraient des malfaiteurs lyonnais

### De notre correspondant

**Lyon.** — Les recherches entreprises pour retrouver Bernard Gallie, enlevé le 22 septembre, ont été jusqu'à présent données aucun résultat malgré la mise en place d'un impressionnant dispositif de surveillance systématique qui a été effectué dans la banlieue est de Lyon par sept cent cinquante C.R.S. et gendarmes. Depuis samedi 18 octobre, environ mille personnes ont été interrogées par les policiers. Le soir, 21 octobre, le préfet de police de Lyon reconnaissait que les résultats et que les enquêtes ne disposaient pas de pistes bien nettes. La diffusion des renseignements a été permise et retenu une quarantaine de témoins intéressés.

ressants, qui sont tous en cours de vérification. Mais les **na** ne sont pas faciles, surtout l'une d'elles, l'égérie du **na** locale **na** par le chef du S.R.P.F. de Lyon, M. René Meslin. Ce **na** s'est déclaré convaincu au cours d'une conférence de presse qu'il n'y avait pas de **na** 21 octobre en compagnie du préfet de police de Lyon, du préfet de région et du procureur de la République, que les auteurs de ce rapt **na** sont douteux au nombre de deux, et qu'absolument rien n'y **na**. Ils connaissent en effet bien le terrain, comme l'ont confirmé les péripéties de la remise de rançon par M. Guy Rousseau. **na** a été indiqué que, selon lui, cet **na** est **na**.

# LE PROCÈS DES QUATRE JEUNES MANIFESTANTS DE MARSEILLE EST REPORTÉ

Quatre des manifestants qui avaient été interpellés le lundi 26 octobre, après la manifestation à Marseille, ont été présentés au parquet et demandent à leurs avocats, les **francs** Gonzalez, Christian Lesjournelle et Demon, le tribunal des **francs** le 10 octobre, de renvoyer l'affaire sur le fond le 5 novembre. Deux d'entre eux, Diamela Brel Nabeha, dix-neuf ans et Christian Seed, dix-huit ans, ont été complètement libérés. Les autres, remis en liberté, sont : **francs** autres, Abdelhakim Filali et Philippe Kasandina, inculpés, eux, de violence à agents par **francs** et **francs**. Les autres **francs** en prison.

D'autre part, un rassemblement a eu lieu samedi, mardi 11, au palais consulaire des **francs** dans la quartier de la **francs** au grand **francs** de Jean Maghrebi. Il a réuni près de quatre cents personnes : M. Guy Herault, député (P.C.) de Bouche-de-Rhône, a pris la parole. Les manifestants se sont dispersés sans incident.

poursuivre jusqu'à jeudi soir et non jusqu'à mercredi, comme il était prévu normalement. Elles étaient donc arrivées à la veille de l'agglomération lyonnaise. Cependant, les enquêteurs sont persuadés que les malfaiteurs étaient installés dans la banlieue est, aux environs de Décines. Plusieurs appels téléphoniques ont en effet été donnés de ce secteur et la remise de rançon s'est également déroulée dans cette zone.

Le notaire choisit comme intermédiaire étai, également, de Décines. « Il y a des exemples de *Méfiance* perdus », a conclu le magistrat. « Les malfaiteurs savent que ses hommes n'ont pu être discrètement présents lors de la remise de rançon... » (Interim.)

## Le maire d'une commune de Gironde est condamné pour corruption

### De notre correspondant

Bordeaux — Le tribunal correctionnel de Périgueux a condamné, lundi 20 octobre, M. Guy Clovis (M. Guy gauche), maire de Castelnau-de-Médoc (Gironde), à huit mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis et 40 000 francs d'amende pour corruption. M. Courbis était accusé d'avoir reçu en 1974, par l'intermédiaire d'un de ses anciens employés, une somme personnelle de 10 000 francs à l'occasion de l'achat d'un terrain par la commune. L'affaire avait été commencée le 22 septembre dernier (le Monde des 24 mars 1978 et 24 septembre 1980). M. Courbis a immédiatement fait appel.

M. Couhiné avait été dénoncé par vote de tracta à la veille des élections municipales de mars 1977. Leur auteur, M. Georges Pichon, directeur de la revue, avait ensuite rétracté. Mais l'affaire avait été reprise par l'hebdomadaire *Méfists* avec d'autres griefs. Le 22 mars, le directeur du journal avait été condamné le 23 décembre 1977, par la dix-septième chambre de la cour d'appel de Paris, à l'instance de Paris considérée que le seul témoin à charge n'avait pas « fourni d'explication bien

Les magistrats parisiens précisait : « Le tribunal ne peut accueillir ces témoignages qu'avec la plus extrême prudence ».

Les déclarations qui paraissent inspirées par la passion politique ne sont « d'aucun élément matériel probant qui pourrait en renforcer la validité ».

Le tribunal de Périgueux disposait, en outre, d'éléments matériels et n'est, un nouveau revirement du témoin à charge, que la confirmation, lors du procès en diffamation, qu'il avait été, des pressions persistantes à « porter tort à M. Courbis pendant sa campagne électorale », des ministres de 1977. Périgueux. Le prélat est revenu sur cette déclaration en affirmant qu'il avait, lors du procès à Paris, été des mauvais traitements d'insultes contre lui des envoyés du maire de Castelnau-de-Médoc.

Le tribunal de Périgueux a cependant considéré que M. Pélapat n'avait jamais varié dans ses déclarations, que les négociations sur l'achat du car de ramassage scolaire n'ont jamais véritablement cessé par M. Guy Coubris, enfin que la société Vauriau-Durix, tout en considérant que la vente de la propriété

## Faits et jugements

## Trois ans de prison pour un médecin revendeur de drogue.

La sixième chambre du Tribunal de la Seine, présidée par Mme Armand, a jugé, le vendredi 17 juin, l'affaire Perichon, un médecin à Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), et trois ans de prison ferme et six mois d'interdiction d'exercice. Il lui était reproché d'avoir versé de la drogue à des détenus. Les dix autres affaires jugées le 21 juin, les dix jeunes femmes qui fournissaient chez le médecin ont été condamnées à des peines de prison (trois à quatre mois) parti-

Fils d'ouvrier, issu du milieu ouvrier, qu'il n'était qu'un « petit vicieux », le jeune Perrichon n'a pas eu de problèmes d'orientation sexuelle. À l'origine, pour lui, des « vicieux » qu'il a connus pour avoir eu des relations et d'autres. « Je suis un marginal comme une jeune paumée qui se fait harceler dans les rues », dit-il, froubs, après avoir dit qu'il n'a pas de problèmes de santé sexuelle. « J'ai une belle

L'alde héroïne par le docteur Perichon coûtait à l'époque 40 francs les huit grammes de morphine ou 180 francs la gramme d'héroïne prélevée dans la masse laissée par son prédécesseur. Les seringues étaient gracieusement mises à la disposition des clients, qui avaient droit à une première dose - pour goûter -.

Le jeune homme acceptait  
whisky, il était en train de boire  
bouteilles d'alcool dans un supermarché  
surpris et le dénonçèrent. Toutefois,  
M. Perrichon est  
comme un excellent médecin. Environ  
deux cents de ses patients avaient  
écrit, le 17 octobre, pour  
leur liberté et le remettre en  
liberté - le bon médecin a dû  
être si généreux avec ceux qui  
souffrent ».

**La commission européenne  
des droits de l'homme  
donne raison  
au juge de Gand.**

Bruxelles. — La commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg vient de déclarer que le procès de M. Guy Jespers, juge d'instruction à Gand, avait été faussé parce que le dossier avait été « dépollu » de certaines pièces favorables à l'accusé. Le 28 janvier 1978, le Jespers a été condamné à vingt ans de travaux forcés pour tentative d'assassinat contre sa femme, effraction d'un coffre de banque et vol chez un couple âgé (le Monde du 11 janvier 1978).

M. Jaspers a toujours nié. Quand une femme, plusieurs mois après la tentative d'assassinat, s'était noyée dans sa baignoire, il avait été accusé de meurtre, mais le jury l'avait acquitté pour cette affaire. Le procès avait duré neuf semaines. M. Jaspers a toujours affirmé que les droits de la défense n'avaient pas été respectés et que certaines pièces, qui lui étaient favorables, avaient été « retenuës ».

La commission de Strasbourg s'est fait remettre les pièces incriminées et les a estimées importantes. Le fait que la plainte de M. Jespers ait été déclarée recevable n'entraînera nécessairement une action procès, sur laquelle la Cour de Strasbourg devra se prononcer ultérieurement. — (Corresp.).

*Listes de  
Mariage*  
260.36.90—poste 233  
**AUX TROIS  
QUARTIERS**

**LES COMMISSAIRES DE POLICE  
SOLIDAIRES  
DE M. MARCEL LECLERC**

... syndicat des commissaires  
... hants  
... police nationale  
... ) des déclarations du Sy  
... des commissaires  
... du 23 ... reprochant  
... Bonnet, ministre de l'inté  
... rieur, de ne pas avoir sanction  
... la brigade criminelle de la préfec  
... ture de police de Paris, après la  
... publication d'une lettre de M. Guy  
... sult, juge d'instruction, qui  
... le  
... sult s'est suivi sans que  
... d'aucun des enquêteurs am  
... l'expression  
... qui exprime  
... M. Leclerc, le juge qui s'appe  
... l'expression du Syndicat de  
... magistrats, la contredisant  
... avec ses positions antérieures  
... déclare d'un jour  
... orientation ». D'autre part, ajout  
... magistrats, qui représentent la  
... fonctionnaires, on attend da  
... magistrats qui représentent la  
... magistrats, la contredisant  
... adaptés à leur caractère

**LE MONDE**  
met chaque jour à la disposition de  
ses lecteurs des rubriques d'Annonces  
Immobilières  
Vous y trouverez peut-être  
**LES BUREAUX**  
que vous recherchez

# “Elle en voulait. Moi pas.”

**ELLE.**  
 "Quand au Crédit Agricole, ils m'ont  
 proposé ■ prendre ■ carte  
 Eurocard, l'idée m'a plu ■ de ■  
 Pensez, régler mes ■ les  
 commerçants ■ sortant simplement  
 un petit rectangle de plastique, j'ai  
 trouvé la chose tout à ■ moderne ■  
 séduisante.

Et puis ■ soit, à la maison, quand j'ai demandé son avis à Michel ■ ne sais pas s'il avait eu une mauvaise journée ■ quoi, ■ il a fait la tête immédiatement.

Pourtant je travaille, je gagne ma vie et pour la fête des Pères, quand il lui offrirai le cachemire jaune qu'il n'a jamais eu le courage de s'offrir, je parie qu'il sera ravi. Mais non, vous savez comment les hommes. Il suffit qu'ils soient les premiers à penser à quelque chose, et automatiquement, ils sont contre. Mais à mon avis, ça ne pas durer."

LUT.  
"L'autre soir, je rentre à la maison et  
Françoise qui m'annonce tout à  
-trac : "ça est Michel, j'ai pris une  
carte Eurocard!"

Mais je suis tolérant, je suis pour le progrès, je suis Françoise. Je suis ce qu'elle veut. D'une manière générale, je lui fais confiance, mais enfin cette Eurocard, franchement, je n'en voyais pas l'utilité.

Je ~~me~~ allé ~~à~~ voir, au Crédit Agricole. J'ai ~~parlé~~ à Monsieur Buclet, mon responsable ~~du~~ compte, ce que c'était que ~~ma~~ histoire. Alors il m'a expliqué.

Dans les magasins, au restaurant, il suffit de sortir sa carte de paiement Eurocard et sans rien remplir, sans attendre de monnaie, vous êtes payé.

Très bien, formidable, j'ai dit. **Alors** comment **le** contrôle, lui ai-je demandé pour le coincer. Aucun problème; il m'a répondu. A chaque fois, **il** te remet un reçu. Ah bon! j'ai fait, soulagé d'un **tel** coup. **Alors** pourquoi elle m'avait rien expliqué?

Du coup, il me fallait à  
Françoise que je suis d'accord. J'ai  
trouvé la façon la plus élégante de  
le c'est de l'inviter  
de régler la ma propre  
carte Eurocard toute neuve. Et puis  
comme ça, comme elle a la sienne, ça  
lui sera plus facile m'offrir  
cachemire jacquard bleu rouge  
dont j'ai toujours rêvé.

Les établissements qui acceptent Eurocard en leur disposition dans le but, ou de [ ] Agence.

**Eurocard du Crédit  
Agricole, tout compte fait  
c'est très bien.**





# ÉDUCATION

## LE PROJET DE BUDGET DU MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS

### Aucune création d'emploi d'enseignant n'est prévue

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981, qui sera examiné vendredi 14 novembre à l'Assemblée nationale, s'élève à 17 835 millions de francs. Ce chiffre ne reflète pas la croissance réelle des crédits puisqu'il tient compte des transferts effectués l'année du budget de l'éducation au budget des universités pour la gestion de 1981. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

La recherche (4 milliards et 30 millions) est la seule à bénéficier d'une augmentation de 2,5 % par rapport à 1980. Les dépenses de fonctionnement, qui représentent 14,4 % du budget, sont en baisse de 0,5 % par rapport à 1980. Les dépenses de personnel, qui représentent 17,2 % du budget, sont en baisse de 0,5 % par rapport à 1980.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %. Le projet de budget du ministère des universités pour 1981 est de 17 835 millions de francs contre 17 588 millions en 1980, soit une augmentation de 1,4 %.

# RELIGION

## Trois aperçus sur les cultes en U.R.S.S.

Le rapport secret du Comité central de l'Église orthodoxe russe, publié à Paris, le 23 octobre 1980, vient de paraître en français. Il s'agit d'un rapport confidentiel rédigé par le conseil pour les affaires religieuses du parti communiste de l'Union soviétique, qui a pour but de donner une vue d'ensemble de la situation des cultes en U.R.S.S. et de proposer des mesures pour leur développement.

Le rapport secret du Comité central de l'Église orthodoxe russe, publié à Paris, le 23 octobre 1980, vient de paraître en français. Il s'agit d'un rapport confidentiel rédigé par le conseil pour les affaires religieuses du parti communiste de l'Union soviétique, qui a pour but de donner une vue d'ensemble de la situation des cultes en U.R.S.S. et de proposer des mesures pour leur développement.

Le rapport secret du Comité central de l'Église orthodoxe russe, publié à Paris, le 23 octobre 1980, vient de paraître en français. Il s'agit d'un rapport confidentiel rédigé par le conseil pour les affaires religieuses du parti communiste de l'Union soviétique, qui a pour but de donner une vue d'ensemble de la situation des cultes en U.R.S.S. et de proposer des mesures pour leur développement.

Le rapport secret du Comité central de l'Église orthodoxe russe, publié à Paris, le 23 octobre 1980, vient de paraître en français. Il s'agit d'un rapport confidentiel rédigé par le conseil pour les affaires religieuses du parti communiste de l'Union soviétique, qui a pour but de donner une vue d'ensemble de la situation des cultes en U.R.S.S. et de proposer des mesures pour leur développement.

Le rapport secret du Comité central de l'Église orthodoxe russe, publié à Paris, le 23 octobre 1980, vient de paraître en français. Il s'agit d'un rapport confidentiel rédigé par le conseil pour les affaires religieuses du parti communiste de l'Union soviétique, qui a pour but de donner une vue d'ensemble de la situation des cultes en U.R.S.S. et de proposer des mesures pour leur développement.

Le rapport secret du Comité central de l'Église orthodoxe russe, publié à Paris, le 23 octobre 1980, vient de paraître en français. Il s'agit d'un rapport confidentiel rédigé par le conseil pour les affaires religieuses du parti communiste de l'Union soviétique, qui a pour but de donner une vue d'ensemble de la situation des cultes en U.R.S.S. et de proposer des mesures pour leur développement.

# SCIENCES

## INAUGURÉ A NANCY

### Le Centre de recherche sur la géologie de l'uranium fournira des données scientifiques aux prospecteurs

Nancy. — Les bâtiments du Centre de recherche sur la géologie de l'uranium (CREGU) ont été inaugurés le 23 octobre à Nancy (Meurthe-et-Moselle) par le directeur de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, M. Jean-François Frejciegues. L'organisme a été créé par le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et par l'État.

Le Centre de recherche sur la géologie de l'uranium (CREGU) a été inauguré le 23 octobre à Nancy (Meurthe-et-Moselle) par le directeur de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, M. Jean-François Frejciegues. L'organisme a été créé par le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et par l'État.

Le Centre de recherche sur la géologie de l'uranium (CREGU) a été inauguré le 23 octobre à Nancy (Meurthe-et-Moselle) par le directeur de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, M. Jean-François Frejciegues. L'organisme a été créé par le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et par l'État.

## L'Agence spatiale européenne est invitée à réduire ses effectifs de 10 %

L'Agence spatiale européenne (ESA) doit réduire ses effectifs de 10 % d'ici à la fin de l'année 1981. Cette mesure est imposée par le Conseil de l'Europe, qui a décidé de réduire les dépenses de l'Agence de 10 %.

L'Agence spatiale européenne (ESA) doit réduire ses effectifs de 10 % d'ici à la fin de l'année 1981. Cette mesure est imposée par le Conseil de l'Europe, qui a décidé de réduire les dépenses de l'Agence de 10 %.

**ANGLAIS COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE**  
15 heures — 15 semaines  
du 12 novembre 1980 au 1<sup>er</sup> avril 1981  
**ANGLAIS GÉNÉRAL** : sessions de 60 heures  
du 13 novembre 1980 au 3 février 1981  
Renseignements et inscriptions :  
UNIVERSITÉ DE PARIS-VIII  
11, rue de la Liberté, 93328 SAINT-DENIS CEDEX 2.  
Tél. : 59-09-01, 59-13-27.

**STAGE FORMATION PERMANENTE**  
**EXPRESSION ORALE ET ÉCRITE**  
Organisé par le Département Sciences et l'Éducation,  
ce stage se déroulera du 16 janvier au 20 mars 1981  
(40 heures d'enseignement)  
UNIVERSITÉ DE PARIS-VIII  
(Vincennes - Saint-Denis)  
2, rue de la Liberté, 93328 SAINT-DENIS CEDEX 2.  
Tél. : 59-09-01, 59-13-27.

**STAGE DE FORMATION PERMANENTE**  
**LA LECTURE ACTIVE**  
Méthode nouvelle basée sur la pratique de la lecture  
compréhensible. Organisé par le Département Sciences et  
l'Éducation, ce stage se déroulera du 16 janvier au 20 mars 1981  
(30 heures d'enseignement).  
Renseignements et inscriptions :  
UNIVERSITÉ DE PARIS-VIII  
(Vincennes - Saint-Denis)  
2, rue de la Liberté, 93328 SAINT-DENIS CEDEX 2.  
Tél. : 59-09-01, 59-13-27.

**STAGE DE FORMATION PERMANENTE**  
**LA LECTURE ACTIVE**  
Méthode nouvelle basée sur la pratique de la lecture  
compréhensible. Organisé par le Département Sciences et  
l'Éducation, ce stage se déroulera du 16 janvier au 20 mars 1981  
(30 heures d'enseignement).  
Renseignements et inscriptions :  
UNIVERSITÉ DE PARIS-VIII  
(Vincennes - Saint-Denis)  
2, rue de la Liberté, 93328 SAINT-DENIS CEDEX 2.  
Tél. : 59-09-01, 59-13-27.



























U.G.C. OPÉRA

### 3ème ANNÉE

UGO TOGNAZZI MICHEL SERRAULT

## la Cage aux Folles

Produce la pièce de JEAN POIRET



THEATRE de la POTINIERE

201-46 16

### maison rouge

En raison du prolongement UN SPECTACLE A NE PAS MANQUER

Au 15<sup>e</sup> siècle, un italien, dans un couvent, une histoire d'amour entre un jeune et bel orphelin et la mère supérieure.

LE MONDE : Images mirées d'une singularité forte, fugues comme les songes.

NOUVELLES LITTÉRAIRES : Tableaux d'une richesse et d'un caractère exceptionnels.

VIE OUVRIÈRE : Un événement théâtral de première grandeur, insolite, convaincant.

TELEGRAM : Délicieusement étrange et déroutant des images d'une superbe plastique.

L'EXPRESS : Le spectacle gagné par l'enchantement.

FRANCE SOIR : "C'EST BEAU".

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. : ouvert jusqu'à... heures

### DINERS AVANT LE SPECTACLE

AUX DE RIQUERWINE 770-82-30 Jusqu'à 11 h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

### DINERS

### RIVE DROITE

**RISTO DE LA GARE** 40, rue de la Gare, 20, rue Saint-Denis, 20. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LE BOUT DU PALAIS ROYAL** 15, rue Thiers, 15. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**ASSISTE AU BOUT** 2, bd des Capucins, 2. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LA GALLIOTE** 2, rue Combout, 2. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**CAVEAU FRANÇOIS-VILLON** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**DARROUX** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LA TOUSSE HASSAN** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**PIERRE (Opéra)** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LES BALCONS (N° 1)** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LA SASLADAN** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**TY COR** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**CHEZ CASIMIR** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LE LOUIS XIV** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**JEAN-PIERRE-DE-PORT** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LE GRAND VERTUEUX** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LES BALCONS (N° 2)** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**CHEZ GEORGES** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**BRASSERIE DU PARC FIGALLA** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**VICHARDON** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

### DINERS-SPECTACLES

**BOUQUIN DE PANTUFRE** 749-78-49 J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**CHEZ VINCENT** 21-27 h. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

### HORS DE PARIS

**BERILLON** 624-71-31, 71-33 J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**MOMMATION** 747-43-64 J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**JARASSE** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**CHATEAU DE LA COGNICHER** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

**LA CHAMPAGNE** 100, pl. Clichy, 100. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**CHEZ HANSI** 3, pl. 18-Juin-1940. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**GUY** 2, rue Mabilon, 2. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LA CLOSERIE DES LILAS** 17, boulevard de la République, 17. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**LE LOUIS XIV** 24, rue de l'Arbre-Sec, 14. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

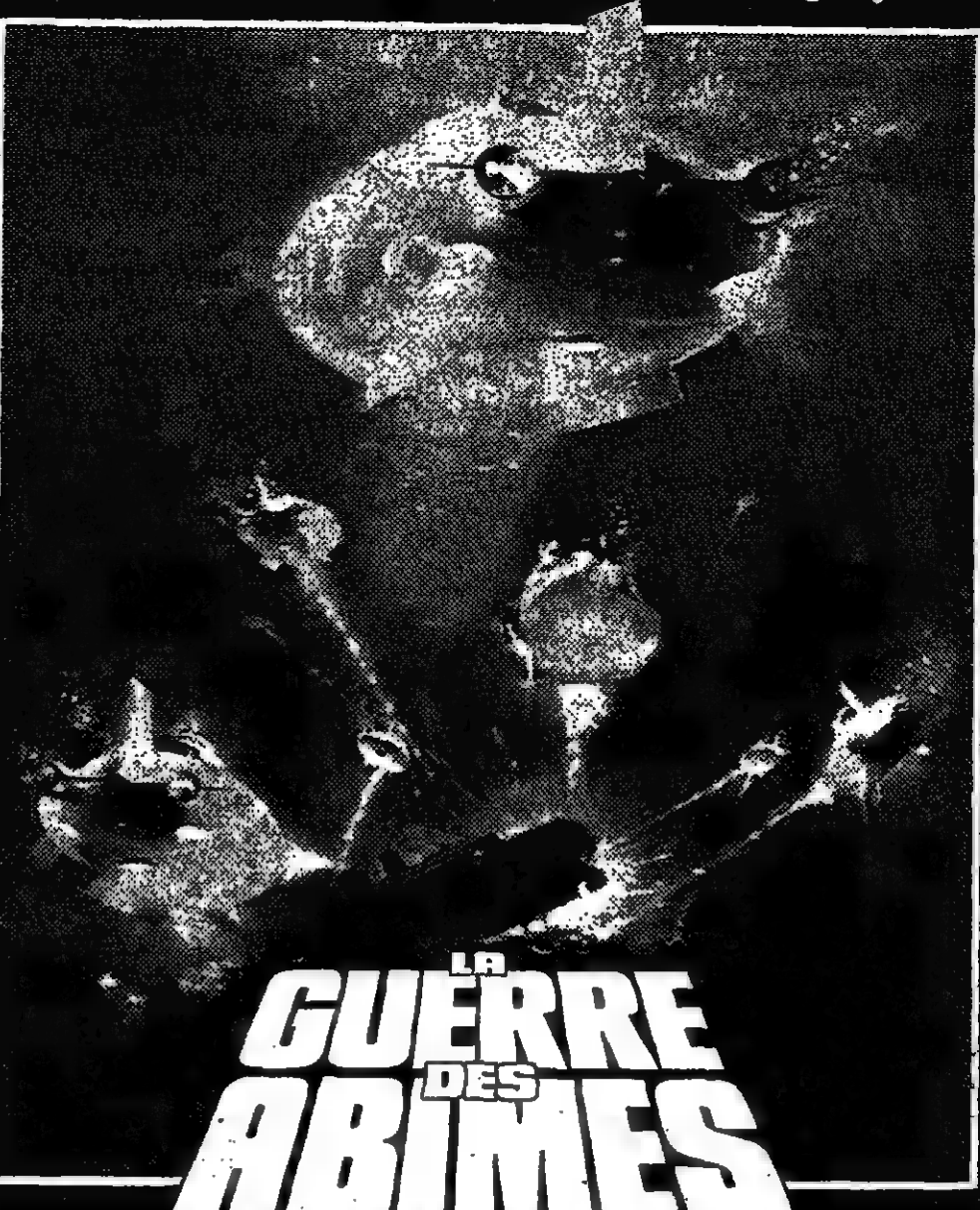
### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

**ALSACE AUX HALLES** 15, rue Coquillière, 15. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

**ALSACE AUX HALLES** 15, rue Coquillière, 15. J... h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et son RANG D'OUTRÉS.

LE MONDE — Jeudi 23 octobre 1990 — Page 25

Par 5000 mètres de profondeur, un combat impitoyable.

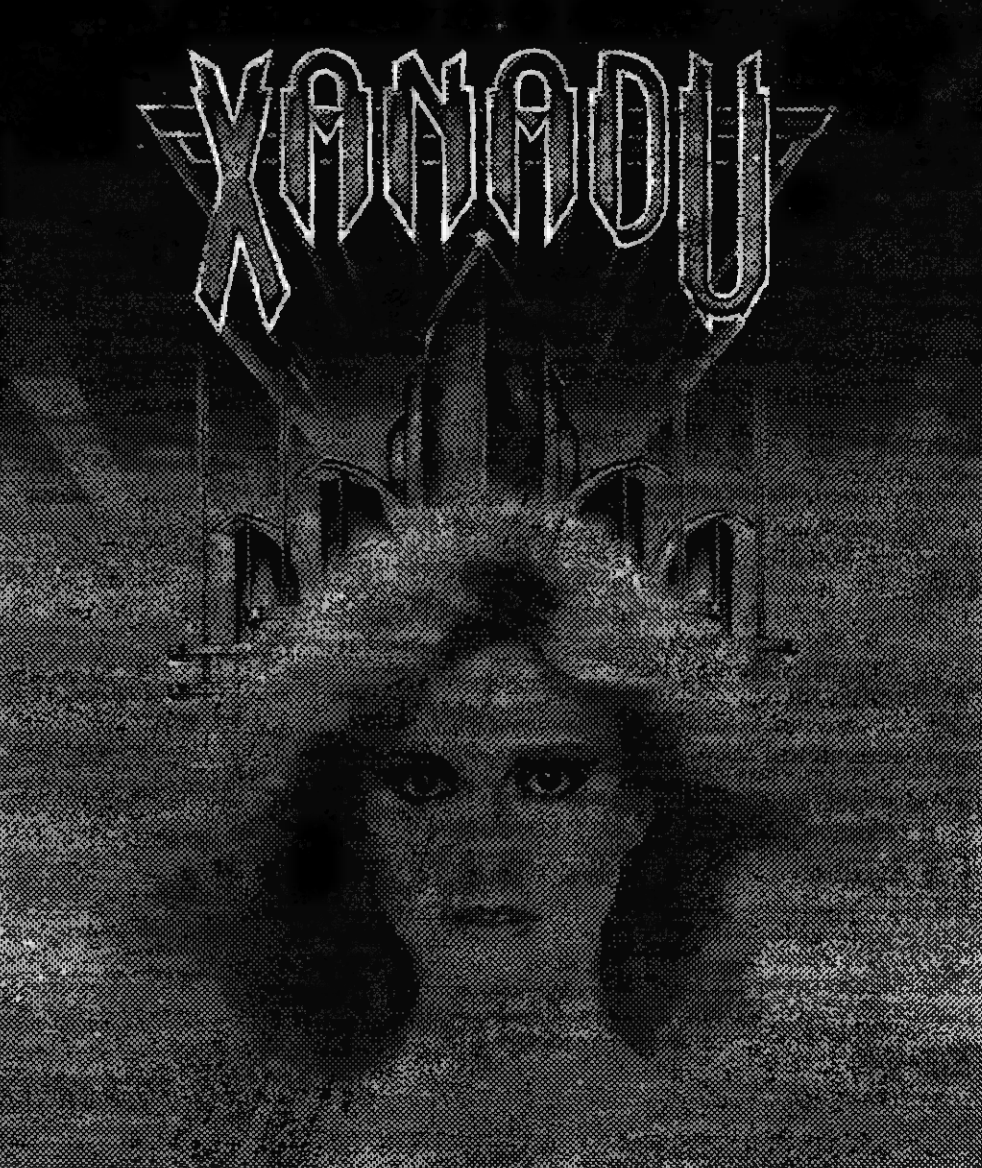


## LA GUERRE DES ABÎMES

LORD GRADE présente MARTIN STARGER  
LA GUERRE DES ABÎMES  
JASON ROBERTS - RICHARD JORDAN - DAVID SELBY - ANNE ARCHER  
MARTIN STARGER - WILLIAM FRIZ - JERRY JAMESON  
ADAM KENNEDY - ERIC HUGHES - CLIVE CUSSLER - JOHN BARRY

PARAMOUNT CITY WICKI • STUDIO JEAN COCTEAU • LUXEMBOURG V  
PARAMOUNT OPERA V • PARAMOUNT MARIVAUX V  
PARAMOUNT MONTMARTRE V • MAGIC CONVENTION V •  
PARAMOUNT MONPARNASSE V • PARAMOUNT GALAXIE V • MISTRAL V

Une fantaisie musicale ensorcelante...



Michael Beck présente OLIVIA NEWTON-JOHN - GENE KELLY "XANADU" MICHAEL BECK  
CHRISTIAN DANUS - MARC REID RIBEL - BARRY DE WITZON  
VICTOR KEMPER, ASC - ROBERT GREENWALD - LEE KRAMER  
JOEL SILVER - LAWRENCE GORDON

PARLY • LA VARENNE Paramount • PANTIN Carrefour  
ARCENTEUIL Alpha • SARCELLES Flanades • ROSNY Arnel  
MONTREUIL Mérie • BOUSSY ST-ANTOINE Buxy















## Hommes à abattre

**VII**

# SPORTS

## Maintenir le cap

C'est pourtant une accession difficile que prend ce maître d'œuvre de l'entre-prise, initié à l'école des interarmes des sports. Il sait qu'il est plus difficile d'y rester le maître de la hiérarchie que d'y accéder et que, en cas d'échec, ses subordonnés ne manqueront pas d'évoquer avec nostalgie les six médailles gagnées par les escrimeurs français au cours de leur campagne soviétique.

Dans un premier temps, la tâche de Jean-Michel Orendak

ce contexte peu favorable, l'opérateur a estimé, avec sagesse, que la meilleure chance de réussite résidait dans la poursuite de la politique de coopération avec l'Armée depuis 1973. Plus que des améliorations, ce sont surtout des améliorations qu'il préconise, tant au niveau des jeunes qu'à celui de l'Altié. En premier lieu, il s'agit de donner le statut de « chef de file » à un jeune, à l'initiative, à l'écoute, à côté des nombreux jeunes qui gagnent peu encore de compétitions mais dont le talent est manifeste, explique-t-il. Les plus grands, l'opérateur veut les encourager à aller vers les masters, les championnats d'armes, dissimulant ainsi les tensions, les rivalités. Dans le territoire, nous permettrait de réduire pratiquement le déchet et de limiter les conséquences d'échec.

Parallèlement, Jean - Michel Oprendeck desire profiter davantage de ce succès pour affirmer l'entraînement de l'élite : « A l'instar des méthodes en vigueur dans les principaux sports, nous allons, systématiquement, filmer nos meilleurs adversaires afin de recueillir leurs renseignements sur nos techniques et nos tactiques ».

Il est intéressant, donc, mais hélas, la volonté de son prédécesseur, auquel il se réfère, de ne pas laisser à Oprendeck le droit d'espérer une chose que maintenir le cap.

**JEAN-MARIE LAPA**

**BASKET-BALL.** — La sixième journée du championnat de France a été fatale aux moins équipées jusqu'alors. Les Bretons à Tours, qui ont respectivement gagné à Nantes (90-67) et à Avignon (89-82). Les autres résultats sont : Antibes-Paris 82-74 ; Villendanne-Caen, 119-94 ; S.F. Evry-D. Chailans, 92-88 ; Limoges-Nice B.C. 93-91.

## E AU SOLEIL

terrannée

## RHUMATISMES ET VOIES RESPIRATOIRES

**En Haute Provence**  
**GREOUX LES BAINS**  
1.200 m. Sous le  
le plus pur d'Europe

*En Roussillon*  
**AMÉLIE LES BAINS**  
alt. 100 m. la plus  
méridionale de France.

Informations gratuites (hébergement et cures) ■ ■ SOCIÉTÉ  
THERMALE de la station et ■ Paris : MAISON DU THERMALISME  
chaos Thermal du Soleil - 32 Av. l'Opéra 75002 Paris - Tél. ■ ■ ■

à  
abrutie, ce n'est pas, ce n'est  
pas, c'est l'homme qui dis-  
cise, c'est moi, c'est l'homme qui  
ne  
rue Copernic,  
bombe le fait voler en éclats  
François  
On connaît le tour du  
problème, mais la question ne  
fait pas de plus près à

**CLAUDE SARRUTE,**

(1) L'assassinat de l' familial  
Dorian à Alger, le 31 décembre  
1964 (un mois et demi après le  
débarquement des troupes de  
l'Afrique du Nord), par Fernand  
Boncompagni, journaliste, et  
fut condamné à mort et exé-  
cuté deux ans plus tard, à  
l'âge de 26 ans, par les tribu-  
naux militaires de l'Algérie.  
1970, 10 novembre et  
1970, 10 janvier.

**Mercredi 22 octobre**

**PREMIERE CHAINE : TF 1**

■ h 25 L'He aux enfants.  
 ■ h 45 Avis de recherche.  
 ■ h 10 Une minute pour les femmes.  
 Les ■■■■■■ la ■■■■■■ par correspondance.  
 19 h 20 Émissions Regain.  
 19 h 45 Les paris de TF 1.  
 19 h 55 Tirage de Loto.  
 ■ h Journal.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**

- 19 h 30 C'est la vie.
- 19 h 45 Les chateaux d'eau du monde national.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Top club.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Collarshow.
- 21 h 45 Magazine : Zig-zag.

de Terri Swan-Duham : photo-graphes ; Auguste Sander : Diane Arbus. Photographes de la manière du système. Auguste Sander a su voir son point de vue. Les portraits sans complaisance, les portraits de la machine. Les portraits de Diane Arbus révélaient une Amérique intime, elle

**22 h 10 Hommage à Samson François.**  
« Concerto pour la main gauche ».

**TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**

18 h : Travail manuel.  
18 h 30 Pour les jeunes.  
De trois à trois : Fred Bauer.  
18 h 55 Tribune libre.  
- Fondation des études de détresse.

## Jeudi 23 octobre

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**

[illegible]

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTILOPE.  
11 h 30 Passes donc me voir.  
11 h 30 Série : Les amours des sœurs toutes.  
12 h 45  
13 h 30 Emotions régionales.  
13 h 30 Face à vous.  
14 h  
14 h 30 Aujourd'hui madame.  
15 h 30 Série : Drôles de dames.  
16 h 30  
16 h 30 L'invité du jour : Elisabeth Schneider.  
17 h 25 Femine seule.  
18 h 30 Série de spécial.  
19 h 30 Série A.Z.  
Casper et ses amis ; Les péchés de France ;  
Discoques ; Mes mains ont la parole ; Les  
19 h 30 C'est la vie.

## PARIS TENNIS

● 6 courts à Paris : Porte de la Chapelle, Porte d'Orléans, Porte d'Aubervilliers, Maisons-Affort, Champigny, la Défense.  
● Initiation - Perfectionnement avec moniteurs (séries et samedis)

**Prottennis - Paris Tennis**  
51, Avenue Michel Bizot - 75012 Paris  
Téléphone : 628.02.32.

## TRIBUNES ET DÉBATS


**MERCREDI 22 OCTOBRE**  
— M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire de Paris, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 30.

**JEUDI 23 OCTOBRE**  
— Une **Khometry** est diffusée au cours du magazine « L'événement » sur TF 1, à 21 h. 25.

tions de la littérature.  
 questions en rig-rag : « Paris dancing  
 Serravallo.  
 « L'Europe de Noël à Mamey.  
 « Tous chagrins.  
 « Morsures.  
 « Les autres des organes de France  
 de l'abbaye-sur-Dames de Saint-  
 : Ballas et bellona.  
 « Les deux : « Le Banquet  
 d'Al. d'A. Bourdard.  
 « Questions croisées : Le sapeur de  
 « Les bouillottes les vaines ;  
 « Content.  
 « Magnan des nouveautés.  
 « Les questions fatale : En direct de  
 (modérateur).  
 « Livre paru chez : le groupe M  
 « Comité de Monte-Cristo, d'ap-  
 « mes à Prades.  
 « Les Broches : biologie et de  
 « Les questions de la morale.  
 « Les questions de la morale.  
 « de A. Lemerliard.  
 « Les questions : croisées ;  
 « Les questions : L'imagination  
 « connaissance et la finalité éternelle.  
 « Les questions : croisées ;

**FRANCE - MUSIQUE**[illegible]

Jacques Favret, directeur de la publication  
 Savignol.


 Imprimerie  
 de « Monde »  
 5, r. des Italiens  
 PARIS-IX

1978

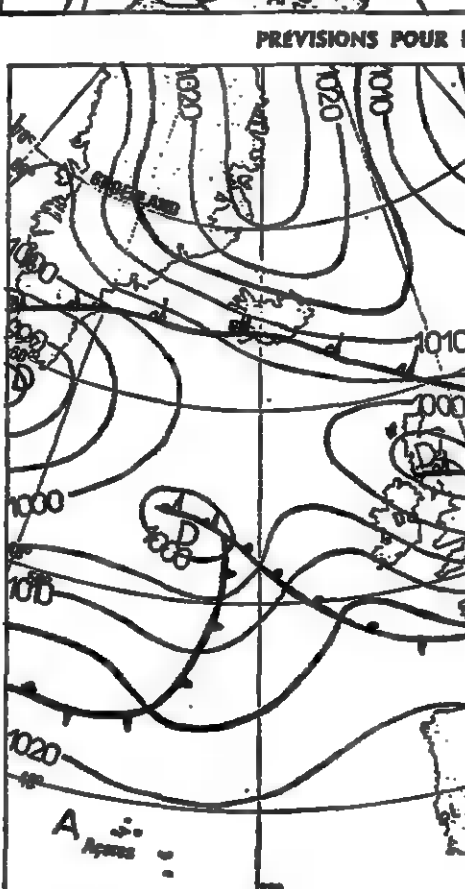
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration



## Un bureau pour travailler

**AU  
GRAND  
SIECLE**  
DECORATION, CADEAUX  
**NOUVELLE ADRESSE**  
**31**  
rue La Boétie 75008 Paris  
Tél 563.25.96

**SITUATION LE 22080 A O n G.M.T.:**



\_\_\_\_\_

## AUTOMOBILE

**JOURNÉE DE LA MARCHÉ.** — Les Français de la randonnée pédestre ont organisé une Journée de la marche dans le Hauts-de-Seine, le 10 octobre.

■ Le départ de la promenade Rueil-Malmaison (à 8 heures), par le sentier des Mûres permettra aux participants de traverser la forêt de Malmaison, les bois de Malmaison et de Feusses-Reposées, de Malmaison et de Châtenay. Ils auront également le choix entre cinq sections : 34 km, 28 km, 14 km, 11,5 km et 5 km et ils se regrouperont à partir de 12 heures à Châtenay-Malmaison, le plus populaire de Châtenay-Malmaison.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

**vol direct de Paris**  
**à compter du 16 novembre 1980**  
avec le concours des Spécialistes des Bahamas  
**Ajant's Tours - Camino - Plein Soleil - Zénith**  
**AIR BAHAMA**  
32, rue du 4-Septembre  
75002 Paris - tél. 742.52.26

# AIR BAHAMA

مكرام من الأهل



# La Fnac teste 1775 appareils hifi

SEULE la Fnac pouvait s'offrir le luxe nécessaire : tester pratiquement tous les appareils de haute-fidélité qui existent sur le marché, puis les comparer tant en performances techniques qu'en rapport qualité/prix.

Mais il fallait faire le point. Quand les constructeurs, chaque année, sortent plus de 1200 nouveaux modèles.

Annexe : complément d'un document qui, au bout de cet énorme travail, retenait seulement 30 chaînes, voici donc la sélection du Laboratoire

d'essais de la Fnac pour les platines magnétophones à cassettes.

Elles sont 14. Qui sont les meilleures... (Et dont la garantie, bien sûr, est portée à 2 ans; comme pour tous les matériels hifi qui, après test, ont recueilli au moins deux étoiles techniques.)

Les étoiles approuvent la qualité technique. Les étoiles jugent du rapport qualité/prix. Quant à la lettre qui précède chaque magnéto-cassette, elle situe celui-ci dans une gamme de prix : A : 1000 à 1350 F - B : de 1350 à 2000 F - C : de 2000 à 4000 F - D : plus de 4000 F.

## Les magnétocassettes

Heure, seules les platines magnétophones à bandes ont permis à la haute-fidélité. Mais comme ailleurs on n'arrête ni le progrès ni la miniaturisation tout ce qui peut l'être.

En dix ans d'évolution technologique, les magnétophones sont donc devenus parfaitement adultes. Empruntant même à la tech-

nique du professionnel : 3 têtes, 3 moteurs, courant à préamplification réglable, etc. Et il est fréquent de les voir s'offrir à nous sous multiples possibilités. Du compteur à mémoire à la commande automatique du séquençage. Et de l'auto-reverse à la commande par minuterie. Indiscutablement, la magnéto-cassette d'aujourd'hui a donc sa place dans la chaîne hifi. Et c'est

même une formule séduisante - à la fois servie par un maniement facile de l'appareil et un faible volume de stockage des cassettes. (Ce qui n'enlève rien aux qualités techniques et musicales de ces grands aînés que sont les magnétophones à bandes. Il y a ceux qui sont irremplaçables d'ailleurs que l'on souhaite pratiquer sous tags ou trucs.)

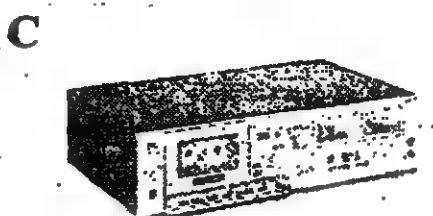


Nakamichi 480

Le jugement de la Fnac... Peu de gadgets, mais une technique remarquable (il aurait fallu, pour lui, inventer une 5<sup>e</sup> étoile). C'est l'ultra technique. Et pour un prix abordable.

★★★★

★★★★

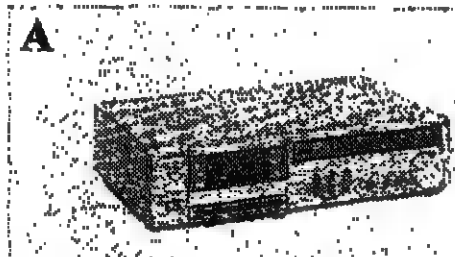


Aiwa M 700

Le jugement de la Fnac... Trois têtes. Indicateur de crête du niveau de sortie variable. Contrôle pendant l'enregistrement. Système de répétition en lecture (repeat). De la sophistication utile compte du prix.

★★★★

★★★★

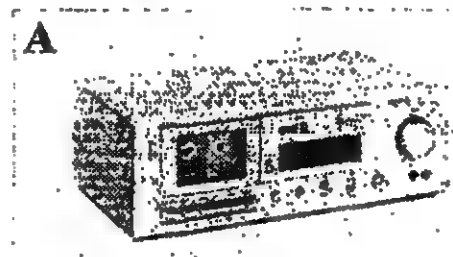


Sony TCK 22

Le jugement de la Fnac... Des résultats remarquables (en particulier pour la mesure de distorsion). Un appareil « sans superflu » qui accepte tous les types de bandes. Et un rapport qualité/prix très très intéressant.

★★★★

★★★★

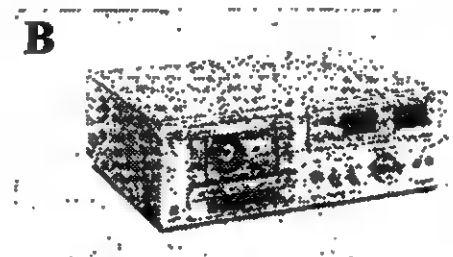


Akai CS M02

Le jugement de la Fnac... Présentation soignée. Performances honorables. Indicateur LED. Possibilité de timer. Record mute... Une très bonne place dans les appareils de cette gamme de prix.

★★★★

★★★★

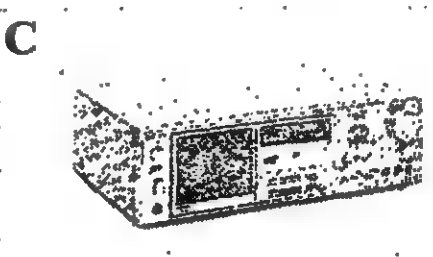


Dual C 812

Le jugement de la Fnac... Une mécanique robuste, une régulation électronique du moteur. Peut recevoir tous les types de bandes. Arrêt automatique en fin de bande.

★★★★

★★★★

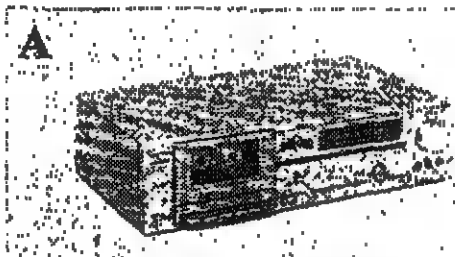


Sony TCK 11

Le jugement de la Fnac... Trois têtes, deux moteurs, indicateur des niveaux de crête, contrôle d'enregistrement, touche « record mute », prise télécommande. Les résultats des tests sont excellents. C'est fiable et robuste, dans une finition très Sony.

★★★★

★★★★

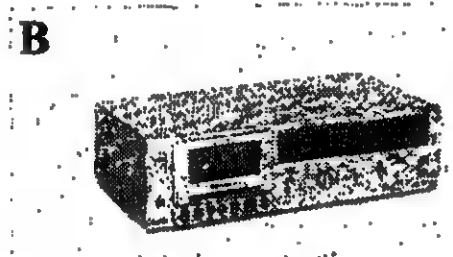


Hitachi D 35 S

Le jugement de la Fnac... Une nouvelle esthétique qui s'harmonise parfaitement avec les éléments de la chaîne. C'est un appareil sobre et fonctionnel (et aussi pour le rapport qualité/prix).

★★★★

★★★★

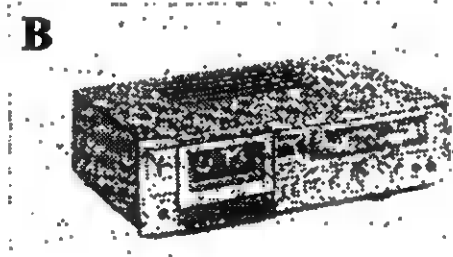


Technics RS M 14

Le jugement de la Fnac... Bons résultats d'ensemble, avec d'excellentes performances de rapport signal/bruit. C'est un des premiers appareils à posséder un clavier électromécanique (qui lui confère une très grande souplesse d'utilisation).

★★★★

★★★★

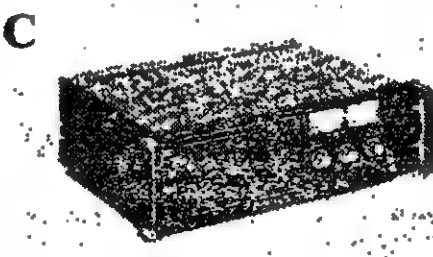


Thomson DK 700 T

Le jugement de la Fnac... Touches sensibles de commande. Deux moteurs. Position métal (fer pur). Niveau de sortie réglable. Indicateur de crête. Commande des fonctions par relais... C'est un appareil complet pour un prix intéressant.

★★★★

★★★★

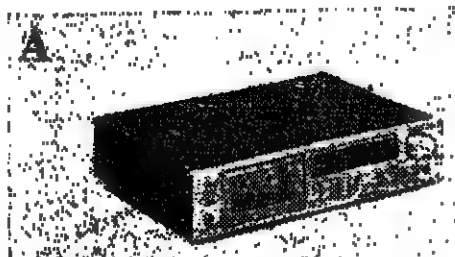


Teac C 3

Le jugement de la Fnac... Un trois têtes. Courant de polarisation et niveau d'enregistrement réglables sur la face avant (ce qui permet d'utiliser tous types de bandes). Résultat : distorsion de l'ordinaire... C'est la platine cassette « professionnelle » avec tous ses avantages.

★★★★

★★★★

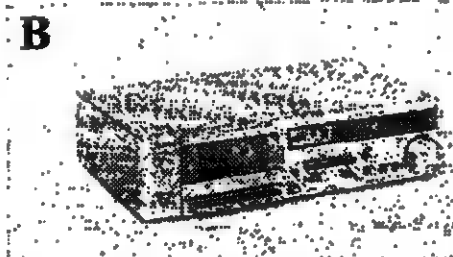


Pioneer CT 300

Le jugement de la Fnac... Régulation électronique bien pensée et bonne stabilité de défilement de la bande. Dommage que le système Dolby atténue légèrement les courbes de réponse... C'est une ligne dans le ton actuel (avec position métal).

★★★★

★★★★

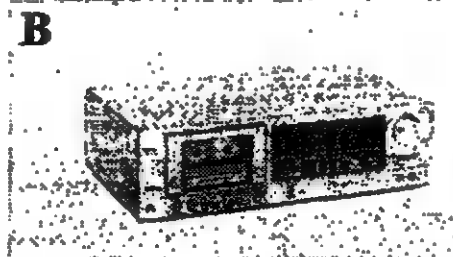


Sony TCK 44

Le jugement de la Fnac... Une réussite esthétique. Performances très honorables. Et un appareil très complet pour sa gamme de prix.

★★★★

★★★★

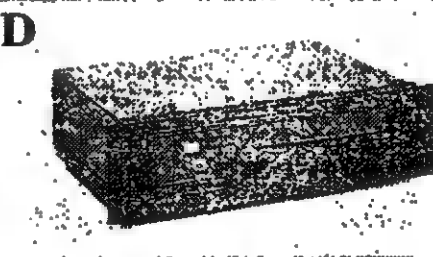


Technics RS M 260

Le jugement de la Fnac... Platine magnétophone à trois têtes (ce qui permet un contrôle d'enregistrement efficace). Possibilité de pendule horaire pour enregistrer ou lire... Avec un bon résultat des mesures, c'est un appareil complet.

★★★★

★★★★



Nakamichi 680 ZX

Le jugement de la Fnac... Très bonne conception (avec trois têtes, compteur à mémoire, recherche automatique de la séquence en lecture). Les résultats du banc d'essai sont remarquables. C'est conforme à ce que l'on attend d'une firme qui est spécialiste de la platine.

★★★★

★★★★

### La Fnac à Paris

Fnac-Forum des Halles. Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h; le lundi, de 13 h à 20 h.

Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes. Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h; nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30.

Fnac-Etoile - 26, avenue du Wagram. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h; nocturne le mercredi jusqu'à 20 h.

### La Fnac en province

Belfort : Relais-Fnac - 6, rue des Capucins. Du mardi au samedi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

Clermont-Ferrand : Relais-Fnac - Centre Jaud. Du mardi au samedi, de 10 h à 12 h; le lundi, de 13 h à 19 h.

Grenoble : Relais-Fnac - 3, Grand'Place. Du lundi au vendredi, de 10 h à 21 h; le samedi, de 9 h à 20 h.

Lille : Fnac - 9, place Général de Gaulle. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h; le lundi, de 13 h à 19 h.

Lyon : Fnac - 62, rue de la République. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h; nocturne le vendredi jusqu'à 21 h.

Marseille : Fnac - Centre Bouze. Du lundi au samedi, de 10 h à 19 h.

Metz : Relais-Fnac - Centre St-Jacques. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h; le lundi, de 13 h à 19 h.

Mulhouse : Fnac - 1, place Franklin. Du mardi au samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

Nantes : Relais-Fnac - 12, avenue du Général de Gaulle. Du mardi au vendredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30; le samedi, de 8 h à 13 h et de 14 h à 17 h.

Strasbourg : Fnac - La M... Roue - Kléber. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h.

Toulouse : Fnac - 1, promenade des Capucins. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h; le lundi, de 14 h à 19 h.



	La ligne	La ligne T.C.
D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	39,00	39,00
AUTOMOBILES	39,00	39,00
AGENDA	39,00	45,86
PROP. IMMOBILIERES	39,00	45,86

# ANNONCES CLASSEES

	Le s/n n°	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	8,00	8,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,00
IMMOBILIER	25,00	25,00
AUTOMOBILES	25,00	25,00
AGENDA	25,00	25,00

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux

**CIT**  
**4catel**

**COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE TELECOMMUNICATIONS**  
recrute pour son CENTRE TECHNIQUE DE LANNION (Région Bretagne) :

**INGENIEUR LOGICIEL**  
Coordination en développement d'outils logiciels, réalisation de logiciels, conception et réalisation de produits logiciels.  
Formation supérieure en informatique, préférence : Ecole Supérieure d'Informatique ou équivalente.  
Expérience en programmation en langage C ou Pascal.  
Envoi CV à CIT ALCATEL - Service Recrutement - 11 rue de la République - 91000 Evry-Courcouronnes.

**INGENIEUR SYSTEMES TELECOM.**  
Grande Ecole ou équivalent - Débutant ou 1 à 3 ans d'expérience.  
Définition et conception de matériel de télécommunication intégrant des nouveaux systèmes de transmission.  
Envoi CV à CIT ALCATEL - Service Recrutement - 11 rue de la République - 91000 Evry-Courcouronnes.

**CLESID** CREUSOT-LOIRE EQUIPEMENTS SIDERURGIIQUES

du C.A. la recherche pour son Etablissement de SAINT-CHAMOND (Loire)

**ingénieur commercial**

Pour la Vente d'Equipements Siderurgiques dans le Nord-Est (notamment de la région de Valenciennes) - Déplacements fréquents pouvant aller jusqu'à une durée de 3 semaines.

Ce poste de Haut Niveau conviendrait à l'ingénieur mécanicien ou chimiste ayant une expérience de la négociation et du contact avec les Relations Humaines. Une expérience dans la Fonction Commerciale et/ou du Milieu Siderurgique est nécessaire.

Anglais impératif - Allemand souhaité.

Adresser les candidatures, avec C.V., photo et références au Siège Social de CLESID, 51, rue Siffert - Boite Postale 54 - 42400 SAINT-CHAMOND Cedex - à l'attention de M. NEYME.

## OFFRES D'EMPLOIS

**Le Directeur Général**  
d'une moyenne entreprise de bonne réputation, spécialisée dans les fournitures de bureau, la bureautique et l'imprimerie, rattachée à un groupe important, recherche, pour le second sur le plan animation et gestion commerciale,

**un diplômé école supérieure de commerce**

Il aura minimum 3 ans d'expérience, est particulièrement intéressé par :

- participation à la définition de la politique commerciale,
- animation de l'équipe de vente (3 personnes),
- supervision de l'activité de détail,
- suivi de l'activité commerciale des ventes,
- suivi des problèmes d'approvisionnement des clients de l'entrepôt (3 personnes).

Une solide première expérience commerciale, de préférence dans une P.M.E., est indispensable.

Envoyez votre CV, sous référence 11155, à :

**INTERCARRIERES**  
5, rue de Valenciennes - 75009 Paris

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**APPAREILLAGES ELECTRIQUES**  
**DE GRANDE DIFFUSION**  
pour LYON

**CADRE SERVICE EXPORT**

- Dans un premier temps, il s'agit d'interlocuteur privilégié des nombreuses filiales situées dans le monde entier et il assurera la promotion des produits de la Société auprès de celles-ci.
- Dans un second temps, en fonction des compétences pour occuper un poste de direction.
- 30 ans environ, diplômé supérieur.
- Connaissance indispensable anglais-allemand (parlé-écrit) et anglais-espagnol.
- Expérience plusieurs années dans export et de marketing international.
- Maîtrise du contact, dynamique et organisé.
- Déplacements à envisager.

C.V. manuscrit et prétentions réf. 1976/M.  
1 CONTESSA Publicité, 74, rue de la République - 69363 LYON Cedex 2.

**TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE**  
**SECOND ŒUVRE BATIMENT**  
recrute pour diriger des établissements en province

**DES HOMMES DE CARACTÈRE**

- Formation ingénieur ou équivalent ;
- Trente-cinq ans environ ;
- Expérimenté ;
- Capable de mener les hommes et d'assurer la gestion.

Situation d'avenir au sein d'un groupe solide.

Adresser candidatures et curriculum vitae sous n° 75.867 à CONTESSA Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**RESPONSABLE**  
**secteur autonome**  
**de production**

**GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS** offre au candidat d'une importante filiale produisant et commercialisant biens d'équipement de grande diffusion la responsabilité d'un secteur autonome de production.

Poste évolutif permettant l'acquisition ultérieure à direction d'unité d'ingénieur performant, diplômé d'une école équivalente à dominante mécanique, désireux de valoriser une première expérience réussie de 5 à 10 ans acquise en production série, domaine indifférent.

Prévoir : lettre manuscrite, CV, prétentions sous référence 333 à GAUSSIN 104 rue de Richelieu 75002 PARIS.

Écrire sous réf. RG 185 CM.

**IMPTE BANQUE PRIVEE PARIS**  
recherche pour son Secteur International

**Attaché de Direction commercial et administratif**

Il aura une formation HEC ou 35 ans minimum, il sera chargé du MARKETING et de la VENTE SUR LES MARCHES INTERNATIONAUX de plusieurs lignes de produits et aura à ANIMER UNE EQUIPE DE VENTE composée par des ingénieurs et des techniciens de haut niveau.

Une expérience commerciale dans la STRATEGIE COMMERCIALE et au point sur des marchés comparables et la MAITRISE DE LA CONDUITE DES HOMMES dans un domaine similaire sont nécessaires.

La pratique de l'anglais parlé est indispensable. Des connaissances en allemand seraient appréciées.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé par l'offre, envoyez CV, photo, et prétentions à/No 80102 M à :

**IMPORTANT ORGANISME**  
**AGRICOLE**  
**REGION CENTRE**  
recherche

**RESPONSABLE COMMERCIAL CEREALES**

**EXPERIENCE EXIGEE**

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à n° 75.867 CONTESSA Publicité, 20, rue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**IMMOBILIER - LOISIRS**  
**MONTPELLIER**  
**1 ADMINISTRATIF**  
**"MUSCLÉ"**

Une licence en droit acquise par 2 à 4 ans de métier dans l'immobilier nécessairement sont un minimum pour faire face à ce poste où la maîtrise au point des contrats de vente, des problèmes juridiques, fiscaux, financiers, contentieux et de responsabilité contractuelle en tous genres.

Après une période probatoire de 6 mois à l'agence de Lille, le candidat Montpellier où il faut être le poste auprès d'une équipe de vente particulièrement performante.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo Madame POITEVIN - 13 rue Faidherbe - 59800 LILLE

**FILIALE D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE NATIONAL AERONAUTIQUE**  
Siège et Bureaux Commerciaux Paris

**RESPONSABLE COMMERCIAL**

Il aura une formation HEC ou 35 ans minimum, il sera chargé du MARKETING et de la VENTE SUR LES MARCHES INTERNATIONAUX de plusieurs lignes de produits et aura à ANIMER UNE EQUIPE DE VENTE composée par des ingénieurs et des techniciens de haut niveau.

Une expérience commerciale dans la STRATEGIE COMMERCIALE et au point sur des marchés comparables et la MAITRISE DE LA CONDUITE DES HOMMES dans un domaine similaire sont nécessaires.

La pratique de l'anglais parlé est indispensable. Des connaissances en allemand seraient appréciées.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé par l'offre, envoyez CV, photo, et prétentions à/No 80102 M à :

## emplois internationaux

**L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS**

désire rapidement pour sa Direction Générale de la Recherche à La Haye (Pays-Bas) Berlin (République fédérale d'Allemagne) des

**Ingénieurs Mécaniciens**  
**Ingénieurs Électriciens**  
**Ingénieurs Électroniciens**  
**Ingénieurs Électrotechniciens**  
**Physiciens**

pour effectuer, dans le cadre de la procédure européenne de délivrance de brevets, dans celui des procédures nationales, des recherches documentaires sur l'état de la technique.

Le candidat(e), âgé(e) de préférence de moins de 35 ans, déchargé de leurs obligations militaires, doit avoir la nationalité d'un des États-membres. Ils doivent, en outre, avoir une excellente connaissance de l'une des langues officielles et pouvoir comprendre les autres techniques dans les deux langues officielles : l'allemand, l'anglais et le français.

Les traitements, indemnités et avantages sociaux, correspondent à ceux des Organisations Coordonnées (OTAN, O.C.D.E., Conseil de l'Europe...).

Candidatures à adresser dans les deux semaines qui suivent la publication de cette annonce à :

**L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS**  
Patentlaan 2  
2288 EE RIJSWIJK  
Pays-Bas

**IMPORTANT CENTRE D'INFORMATIQUE A L'ÉTRANGER**

**UN INGÉNIEUR**  
**DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE**  
**CHEF DE PROJETS SCIENTIFIQUES**

Une expérience de quelques années de CHEF DE PROJETS serait très appréciée.

Avantages : logement, assurance, etc.

Envoyer CV, à C.E.T.P., 12, rue de la République - 75017 Paris Cedex 15.

**CENTRE FORMATION ADULTES**  
pour ALGER

**RESPONSABLE FORMATION**  
**GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE**  
**POUR 1981**

Il aura un minimum de 10 ans d'expérience.

**DEUX ANIMATEURS** de haut niveau  
**UN AUDITEUR ET UN CONTRÔLEUR**

Profil des candidats :

- Formation : enseignement supérieur ;
- Expérience : 3 ans minimum ou qualité d'auditeur et/ou contrôleur dans grande entreprise ou en cabinet ;
- Expérience pédagogique ;
- Age minimum imposé : 30 ans.

**URGENT POUR CONTRAT DE SEPT MOIS**  
**UN TITULAIRE D.E.C.S.** équivalent ayant une expérience confirmée gestion et comptabilité en entreprise + expérience pédagogique.

Rémunération attractive payable en France pour la majeure partie.

Env. lettre man. C.V. photo + prêt. s/r 021989 M. REGIE-PRESSE, 85 bd, rue Roussier - 75002 Paris

**LE CENTRE DE TECHNOLOGIE BIO-MÉDICALE I.N.S.E.R.M.**  
de Lille

recherche un candidat pour une bourse d'études conduisant au doctorat du 3<sup>e</sup> cycle analyses et instrumentation en milieu biomédical.

Le candidat doit posséder 1 D.E.A. en informatique ou automatique et sera chargé de la conception et du développement de nouveaux instruments d'aide au diagnostic en milieu hospitalier.

La bourse d'un montant de 2.600 F par mois est offerte pour une durée de 2 ans.

Envoyer d'urgence C.V. à l'agence HAVAS, boîte postale 35, 59006 Lille Cedex 2, sous référence 28185 qui transmettra, ou téléphoner au 020 62-68-20 pour informations complémentaires.

**SPLAST S.A.**  
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche

**POUR SON USINE DE LA DROME (130 PERS.)**

**CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS**

Il aura minimum 35 ans d'expérience.

Écrire lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prêt. à M. TERRADE, SPLAST, 12, rue Cabanis, 75014 Paris.

Société Française de constructions mécaniques région NORMANDE recherche

**DESSINATEUR**  
**CHEF DE GROUPE**

esprit créatif, excellent dessinateur, 5 ans d'expérience en dessin de projets de transformations mécaniques pour applications industrielles. Rémunération 120 à 140.000 F selon expérience.

Env. C.V. + photo + réf. 2.496 à SWEETS, B.P. 286, 75424 PARIS CEDEX 09.

**LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE**

l'une des premières sociétés de conseil et de services informatiques par son développement et ses résultats, recherche

**Analystes-programmeurs et Analystes**

**Diplômés de l'Université.**

Les candidats retenus devront avoir 1 ou 2 ans d'expérience préalable et la pratique de l'analyse et/ou de la programmation sur matériel INTERTECHNEUR.

Après une formation aux méthodes et aux outils de la C.G.I., ils se verront confier la réalisation d'applications chez ses clients.

Envoyer C.V. et photo, sous réf. CF 2, à Chantal FLORET - C.G.I., 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

مكاتب العمل



OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le m/m col.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	39,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**SCOR**  
1ère Société Française de Recrutement Paris 9ème

recherche dans le cadre de la création d'une cellule de documentation économique et financière

**2 JEUNES DIPLOMES(EES) ECONOMIE OU FINANCE**  
(BAC - 2 MAXIMUM)

Notions de comptabilité et/ou de Bourse appréciées.  
Anglais indispensable.

38h45 en 5 jours - Horaire mobile - 13ème mois - Prime - vacances - Restaurant d'entreprise.

Réponse à : lettre manuscrite, CV, photo et présentations, adressée sous référence 250 à M. ROY - SCOR - 37 rue de la Victoire - 75009 PARIS.

**CALMA**  
A United Telecommunications Company

Leader dans la technologie des systèmes de Conception Assistée par Ordinateur (CAO/FAO), offre d'exceptionnelles possibilités de carrière au sein d'une équipe dynamique travaillant dans un domaine de pointe à un :

**CHEF DE PRODUIT MÉCANIQUE**

Grande Ecole ou équivalent, environ 30 ans, parlant l'anglais, vous avez acquis en quelques années dans une grande entreprise, une solide expérience de la conception et de la fabrication d'ensembles mécaniques. Vous souhaitez maintenant enrichir votre expérience en techniques et en travaillant avec les responsables d'autres B.E. en France et à l'étranger.

Après une formation approfondie à la CAO/FAO, nous vous proposons la responsabilité de notre groupe Conseil Mécanique. Là vous analyserez les problèmes de nos prospects (Grandes Entreprises mécaniques européennes) pour évaluer l'apport d'une solution CALMA et vous organiserez avec votre équipe des présentations adaptées de nos équipements. Votre rémunération de départ sera particulièrement intéressante.

Après une formation de plusieurs mois en Europe et aux USA, vous serez basé à Suresnes.

Envoyez votre CV avec photo à Y. Ragoucy, Calma Europe Sud, 11 rue Benoit Malon 92150 Suresnes - Discretion assurée.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE** filiale d'un groupe important (2 000 personnes) recherche pour son Département des Applications Industrielles

**un ingénieur**

formation Grande Ecole ou équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience chez un constructeur de mini-informatique ou dans une société d'ingénierie.

■ C.V., photo et présentations  
■ référence GOST (mentionnée sur l'enveloppe) à

**EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30 rue Vernet 75008 PARIS

**afnor**  
Association Française de Normalisation

recherche

**ingénieur électricien confirmé**  
(FORMATION SUPÉLEC OU ÉQUIVALENT)

pour poste de coordination de la normalisation dans le domaine de

**L'ELECTROTECHNIQUE**

Une solide expérience industrielle est indispensable, ainsi que la pratique de l'Anglais parlé et écrit.

La mission impliquera :

- de nombreux contacts à tous niveaux
- la capacité à assumer des responsabilités ainsi que celle d'imaginer et de faire prévaloir des solutions nouvelles.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 6070 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cédex 07 - 92080 Paris La Défense.

**PARIBAS**  
Banque de Paris et des Pays-Bas

recherche

pour son secteur

Organisation et Informatique

**FUTURS CHEFS DE PROJETS**

**JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES**  
(X, E.C.P., Mines, H.E.C.)

ayant au moins 2 ans d'expérience dans l'INFORMATIQUE.

Les postes seront susceptibles d'évoluer soit vers des responsabilités plus larges au sein du même secteur, soit vers d'autres activités de la Banque, dans un délai de quelques années.

Adr. C.V., lettre man. photo et prêt à :  
BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS  
(244, 685 1) - B.P. 241 - 75009 Paris Cedex 02.

PARIBAS

**afnor**  
Association Française de Normalisation

recherche pour la DIVISION NORMES GÉNÉRALES

**UN INGENIEUR OU DIPLOME D'UNIVERSITE**  
(MATHS - PHYSIQUE)

**FONCTION** -

- Il assurera le suivi des travaux de normalisation française et internationale dans les domaines de :
  - colorimétrie - optique de précision
- Il participera à la mise au point des méthodes d'analyse de la valeur en vue de ses applications industrielles.

La mission comporte : un groupe de travail et la gestion des travaux techniques et administratifs correspondants et s'effectue dans le cadre d'une petite équipe.

**PROFIL** -

Une solide formation technique générale et une bonne flexibilité d'adaptation, ainsi qu'une connaissance très saine de l'Anglais sont essentielles. Des notions de colorimétrie sont très souhaitables.

Ce poste qui peut convenir éventuellement à un débutant est à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous référence à :  
AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cédex 07 - Paris La Défense.

Société des Supermarchés DOC  
filiale des  
DOCKES FRANCE  
recherche

**CHEF SERVICE COMPTABILITÉ**

Il aura la responsabilité de la gestion comptable et administrative d'une importante société de distribution (C.A. annuel 1,5 milliard, 2.000 personnes).

Conditions requises :

- formation supérieure (école commerciale) complétée par le DECS ;
- une expérience de quelques années dans l'exercice de la comptabilité ;
- le goût de l'organisation et des procédures dans le cadre d'un système informatique performant ;
- l'aptitude à mener une équipe d'un traitement de personnel.

Lieu de travail rigoureux permanent (boulevard Sud).

Adr. C.V., lettre manuscrite, photo et présentations à S.M.D. Affaires Sociales, 111 av. de la République, 92160 Antony.

**ENTREPRISE NATIONALE SECTEUR TERTIAIRE**  
pour son Siège (3500 personnes)  
recherche

**conseiller en recrutement et orientation**

diplômé Enseignement Supérieur.

Au sein d'une équipe, il sera chargé d'assurer le recrutement et la gestion des carrières des Agents d'une ou plusieurs Directions de l'Entreprise.

Expérience de la fonction requise : 5 ans minimum.

Envoyez CV, photo, salaire et présentations sous référence 8063 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

**CONSEIL EN BREVETS PARIS**  
recherche

**INGÉNIEUR BREVETS**  
ÉLECTRICITÉ ÉLECTRONIQUE

Allemand et anglais lus, ayant de préférence quelques années d'expérience.

Adresser C.V., présentations et photo sous n° T 023.010 M à RÉGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs.**  
**Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)**

Les « nouveaux vendeurs » sont attirés. Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs » : C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le « niveau Monde ». Ils ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ? **FONCTIONS COMMERCIALES**

Ses annonceurs ? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

**TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde**  
(daté samedi)

**DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.**

**CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES**  
SENILIS (Oise)  
recherche

**UN INGÉNIEUR TRANSMISSIONS MÉCANIQUES**

- Il sera responsable d'une équipe chargée du développement de méthodes de dimensionnement d'engrenages et d'études technologiques relatives de transmission.
- Ses relations constantes avec les professionnels nécessitent qu'il possède une expérience approfondie de la conception en mécanique acquise en bureau d'études ou au sein d'un service « recherche et développement ».
- L'implantation puis l'exploitation sur ordinateur de bureaux des résultats d'étude lui seront confiés.

- Age minimum : 30 ans.
- Diplômé grande école.
- Minimum cinq ans d'expérience en conception de transmissions mécaniques.
- Allemand lu.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations à CETIM, Service de Recrutement - B.P. 67 - 60304 SENILIS.

**THOMSON-CSF**

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES**

Débutants ou avec une première expérience

Ils seront intégrés à des équipes en expansion pour y mener des études dans des secteurs de pointe en

**TÉLÉCOMMUNICATIONS**

- LIAISONS EN VUE DIRECTE
- LIAISONS TROPOSPHÉRIQUES
- LIAISONS SPATIALES

Anglais nécessaire en raison des relations techniques internationales à développer.

Adresser curriculum vitae, photo, présentations à THOMSON-CSF, Division Falcouet Herizien Liaisons Spatiales, Bâtiment 172, rue de la Vallée, 93100 LEVALLOIS.



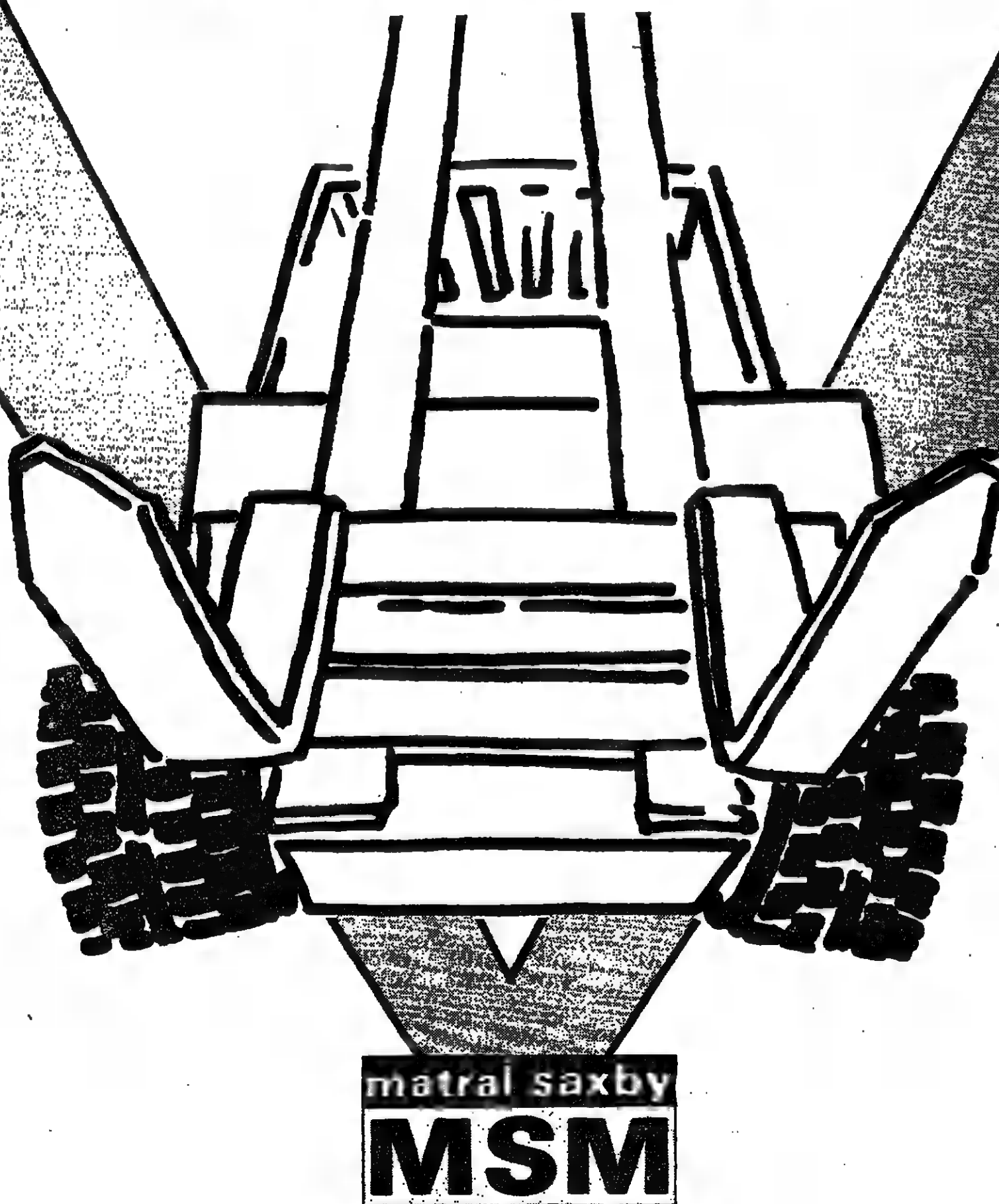








# les 2<sup>T</sup> Matral: la 3<sup>ème</sup> force est née.



matral saxby  
**MSM**

## LA FORCE TRANQUILLE

Le marché des chariots  
élévateurs 2<sup>T</sup> et 2<sup>T</sup> 5 semblait hier  
encore devoir se partager entre  
2 camps rivaux :  
- le grand constructeurs français  
d'une part,  
- les géants importateurs de l'autre.

Le succès des 2<sup>T</sup> Matral vient  
de montrer qu'un outsider pouvait  
modifier les données de la compétition.  
Avec la gamme des 2<sup>T</sup>, 2<sup>T</sup> 5,  
Matral Saxby s'inscrit comme la 3<sup>ème</sup> force  
susceptible de rééquilibrer  
le marché.

MSM Place du 8 Mai 45 - 95190 Goussainville - tél : 988.00.11.

Le Monde

L'ELECTR

• Le nouvel an

la circulation à Paris  
dès la fin de

هكزامن الأصيل



## L'ÉLECTRONIQUE AU QUOTIDIEN

## ● Le nouvel annuaire téléphonique : les usagers perplexes

« Les représentants des utilisateurs seraient particulièrement inquiets s'ils venaient à découvrir qu'une [ ] leur [ ] passe [ ] la création d'outils qui [ ] répondent [ ] à [ ] besoins prioritaires », a déclaré M. Jean-François Berry, vice-président de l'Association française [ ] du téléphone et des télécommunications (AFUTT), et cours d'une conférence de presse réunie [ ] 21 octobre à Paris.

Tout en admettant que l'on est enfin de l'AFUT en titre de téléphone, l'AFUT redoute que la politique d'innovation lancée par la direction générale télécommunications (D.G.T.) télécommunications (D.G.T.) quotidiennes que doit affronter l'usager, ou celui qui veut le devenir.

Les enquêtes réalisées par l'Association de consommateurs de services de télécommunication montrent que leurs préoccupations sont, dans un ordre d'importance décroissant : l'accès au téléphone, la qualité du service, la facturation.

détailée des communications ■ grande distance, la considération du service public à leur égard, des prix de ces ■ des ■ creuses plus - qu'elles le sont aujourd'hui, l'accès facile aux renseignements téléphoniques et une meilleure procédure pour régler les litiges.

L'AUTU a commandé un sondage auprès de 1967 de ses membres, ■ fortement représentatifs de la population française, mais à tout le moins d'une catégorie d'utilisateurs ■ la question des renseignements. Il en ressort que, ■ ■ ■ ■ ■ sont loin d'être ■ L'annuaire alphabétique comporte ■ ■ ■ ■ ■ difficilement lisibles, ne ■ d'un emploi malaisé depuis qu'on a supprimé ■ mention des professions, ■ ■ ■ d'entrées ■ Incohérentes : ainsi le numéro du téléphone du ■ ne ■ ni « Monde », ni « Le Monde » mais à « Journal le Monde ».

## ● La circulation à Paris : des feux automatiques dès la fin de l'année prochaine

À la fin de l'année prochaine, les quarante-trois carrefours de Paris entre la Bastille et le Palais-National seront équipés de feux tricolores commandés électroniquement. Le « vert » du « rouge » sera en permanence fonction du nombre de véhicules qui se présenteront à ces carrefours. Ce système sera ensuite progressivement étendu aux neuf carrefours cinquante-six de la capitale. Côté révolution dans la circulation : une mil-

Pour les raisons financières et techniques, par manque de l'environnement aussi, l'époque des grands travaux (genre périphérique) pour améliorer la circulation dans

la capitale et révoqués. Les techniciens de la préfecture de police comme ceux de la Ville de Paris, estiment qu'il est aujourd'hui *à faire* ce que l'on a et utilisé des techniques nouvelles pour *faire* une plus grande fluidité de trafic. La régulation électronique des flux *traverse* les *carrefours* à partir d'un ordinateur installé dans le sous-sol de la préfecture de police. Mais, *pour* cela, il faut *faire* plus longuement stopper au *feu* en *attente* les *carrefours* saturés, les automobiles qui *dirigent* vers ce *carrefour* *attendent* au *feu* ainsi les embouteillages insupportables qui se forment quotidiennement, par exemple, à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue de Renard, après avoir

● **Le pétrole du Tanio : récupération difficile.** — Les opérations de récupération du pétrole restant dans l'épave du tanker maigacha Tanio, coulé au large de la Bretagne en mars dernier, sont une nouvelle fois entravées par une suite d'incidents.

Le merveilleux temps a déchiré la conduite de 50 centimètres de diamètre qui relie les soutes de l'épave au pétrolier allégé. Les plongeurs sont parvenus à la réparer. Mais, lundi 20 octobre, c'est le bâtiment de soutien *Witch Queen* qui, à son tour, a subi une avarie de moteur et a dû regagner le port de Brest. Depuis le début du pompage, le 4 octobre dernier, 300 tonnes de pétrole ont été récupérées sur les 8 000 qui sont au fond.

● **Laker débouté.** — Sir Freddie Laker, le pionnier du transport aérien à bon marché, ne pourra pas créer un réseau de « trains du ciel » (skytrains) reliant les trente-cinq principales villes d'Europe, le ministre du commerce britannique, M. John Nott, lui en a refusé le 21 octobre l'autorisation.

Sir Freddie avait déjà essuyé un premier refus au début de l'année de la part de la commission officielle britannique de l'aviation civile (Civil aviation authority), qui régit les transports aériens, mais il avait fait appel au ministre. — (A.F.P.) —

● ■ ■ Hoefel, nouveau président de l'Adira-Bas-Rhin. — M. Daniel Hoefel, ministre des transports et président du conseil général du Bas-Rhin, a été élu président de l'Association de développement industriel (Adira) du Bas-Rhin.

Les professionnels trouvent moins de grâce aux des adhérents de l'AFUT. Les fameuses pages jaunes, auxquelles on fait pourtant une publicité appuyée à la télévision, jugées incomplètes. On trouve difficilement la rubrique des erreurs. En revanche, 75 % des membres regrettent l'annuaire des adresses. Beaucoup accepteraient, pour voir renaitre, qu'il soit financé par des insertions publicitaires.

Quant aux renseignements téléphoniques ( ), l'annuaire, plus la moitié interrogés n'en satisfait. On reproche - 12 - pas répondre, faire trop attendre, ne pas toujours renseignements souhaités le ( ), de manquer courtoisie et d'être d'un prix excessif. L'annuaire électronique qui met point la Direction générale communications (le ) 2 beaucoup d'intérêt : 11 %

ont même répondu qu'ils  
préfèrent les annuaires papier  
% au % de renseignements.  
% qu'il ne peut  
qu'un complément à ces  
% n'en veulent

du tout. Si on ne peut pas d'in-  
quétude devant l'irruption de la  
privée d'un tel rôle au  
central, regrette sur-  
tout le manque d'information et  
du public par l'adminis-  
tration, qu'il s'agisse du prix de la  
machine ou de son utilisation, de son  
mode d'emploi, de la nature des  
informations auxquelles elle donne  
accès, ou simplement des résultats  
du premier test, le dernier  
suprès d'une cinquantaine d'abonnés  
de l'Institut.

« Ces questions méritent un débat  
public », déclare AFPUT. « Le Parle-  
ment, les organisations  
et les représentants des utili-  
sateurs en sont saisis. » Elle a  
raison.

**JAMES SARAZIN.**

\*. AFUTT, boîte postale n° 1,  
92540 Marnes-la-Coquette.

## NOUVELLE ENQUÊTE AU LARZAC.

La nouvelle enquête périodique pour l'extension du camp militaire du Larzac s'est ouverte le lundi 20 octobre dans les neuf communes concernées. Les maires ont dû attendre alors les représentants du Centre alpin de la Gendarmerie et de la Région-Saint-Marcel qui ont refusé d'assumer cette enquête qui a été confiée à un détaché spécial.

Les maires ont été informés que la mairie ont été informés symboliquement à 12 heures à 12 heures, mais les dispositions avaient été prises pour que l'enquête puisse être menée dans les communes dans un bâtiment annexe devant lequel environ 300 personnes ont manifesté dans le calme après un face-à-face d'abord un peu tendu.

L'après-midi, les manifestants sont entrés dans la mairie et ils ont obtenu du maire, M. Manuel Diaz (M.R.G.), l'autorisation de disposer d'un local où les paysans ont pu déposer leurs plaintes contre-enquête : un registre sur lequel pendant quinze jours à consigner leurs arguments.

Le soir, une manifestation publique du camp du Larzac. Les maires ont été informés, quant à eux, par un préfet de l'aveyron, avant le fin de l'enquête, prévue pour le 5 novembre, que les maires résistent aux enquêtes.

— X. M.

## RETARDS POUR GENÈVE-VALENCE.

[illegible]

alpin se trouvera alors placé à l'écart du [REDACTED] international des autoroutes.

M. Henri Ducret, président de la chambre de commerce alpine rappelle en outre que la construction de l'aéroport Grenoble-Valence pourrait éviter de faire converger vers la métropole lyonnaise l'ensemble du maillage autoroutier de la région et éviterait le coûteux déplacement de l'aéroport A-7 au sud de Lyon. — (Correspondant.)

## LA VIE REPREN A SEVESO

On laboure à nouveau la terre de Seveso. Quatre ans et trois mois après que cette ville de 12.000 habitants a été empoisonnée par le nuage de dioxine, vingt-cinq agriculteurs ont été autorisés à reprendre la culture. Les 100 hectares qui sont restés à la culture. Les conséquences de la catastrophe furent en juillet 1979 l'adoption d'un rapport parlementaire sur la malformation seraient passés à l'état de loi. L'augmentation de 20 % et on aurait enregistré dans la région trois fois plus de maladies infectieuses qu'à l'ordinaire. Ces affirmations ont été démenties par certains médecins, notamment par des spécialistes français.

Il n'empêche que quatre-vingt-trois mille animaux avaient été sacrifiés, sans compter les humains. On en a fait la responsabilité de la firme chimique italienne la multinationale pharmaceutique Hoffmann-La Roche. Cette société a d'ailleurs versé jusqu'à présent l'équivalent de 238 millions de francs de compensation aux victimes et aux communes lésées par cette affaire de dioxine.

## DES BRITANNIQUES EN FRANCE.

Les représentants de vingt  
un pays, dont M. André Cha-  
udeau, délégué à l'aménagement  
du territoire, ont approuvé le  
mardi 21 octobre, à Liège, une  
charte européenne pour l'amé-  
nagement régional.

M. Chadeau a profité de ce déplacement pour expliquer aux membres de la Confédération de l'industrie britannique les objectifs et les modalités de la politique régionale en France : attirer sur le continent et dans les régions prioritaires des investissements britanniques créateurs d'emplois.

Depuis dix ans, les créations d'emplois en France par des entreprises britanniques sont évaluées à huit mille environ, soit 10 % du total des investissements étrangers. En sens inverse, les entreprises françaises représentent 11,1 % du total des investissements étrangers en Grande-Bretagne (le lieu de

**Le groupe anglais** l'équipement  
Lucas, qui est le plus important,  
notamment 50 % du matériel de  
Duoellier, et la Duple, Duploir,  
avec respectivement dix et onze  
millions de francs de salaires.  
Les entreprises les plus  
représentées sur le sol français  
(il existe en tout deux cent quinze  
entreprises) avec cinquante-  
six millions de francs de salaires.  
La région Auvergne vient en tête  
avec 23 % des effectifs, suivie  
de la région parisienne  
et de la région de Poitiers 6 %, de  
la Haute-Normandie 5 % et du  
Nord 7,5 %. — F. C.

**CRUES DE LA LOIRE :  
500 MILLIONS DE FRANCS  
DE DÉGÂTS.**

Le montant des dégâts causés par les violentes crues de la Loire et de l'Allier (six morts, vingt et un blessés) le 21 septembre dernier, s'élèvent au moins à 500 millions de francs. Tel est le chiffre qui a été communiqué aux membres du Comité de bas-

Loire-Bretagne. réuni  
20 octobre Orléans.

Le département de la Haute-Loire a été le plus touché : les pertes s'évaluent à environ 250 millions de francs environ, dont la moitié dans le seul secteur industriel et commercial. Dans le département du Puy-de-Dôme, les pertes sont évaluées à 190 millions de francs et, en Lozère, à 50 millions de francs.

Ces statistiques nous donnent actuellement des informations sur cette crise, ses causes. Ce travail terminé, les mesures de protection à prendre pourront être prises d'une manière plus précise. Les riverains, les récentes inondations démontrent la nécessité de construire les barrages de Serre-de-la-Fare, en amont du Puy.

Le Comité de bassin a élu son président : M. Louis Perrin président l'Union nationale des chambres d'agriculture.

**POUR SAUVER  
LA MÉDITERRANÉE.**

Les représentants des pays riverains de la Méditerranée se réuniront à partir du 15 au 18 octobre, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.), sont tombés d'accord pour multiplier les aires protégées, à savoir les parcs nationaux, les réserves et zones protégées, qui ont le nombre d'une quinzaine aujourd'hui, devraient être portées à plus de cinquante dans quelques années. D'ici là, déjà, seront protégées les zones d'hivernage des oiseaux migrateurs, celles où vivent les phoques et les lamproies, les zones où croît la flore et la faune très rares.

Cette conférence est l'application d'un des principes approuvés en 1975 lors de la conférence de l'Organisation sur le sauvetage de la Méditerranée. Mais le programme 1979-1980 qui prévoyait des dépenses de 3,3 millions de dollars ne pourra être achevé dans les délais faute d'argent. En effet, les pays riverains n'ont pas encore versé l'intégralité de leur quote-part et à quelques mois de la fin de l'année, les dollars manquent. L'Italie, qui doit 750 000 dollars et la France 250 000 dollars, sont parmi les

## UN SANCTUAIRE POUR LES BALEINES.

Les représentants des Amis de la terre de dix pays viennent de se réunir à Madrid pour le dixième congrès mondial du mouvement. Un secrétariat composé d'un Néo-Zélandais, d'un Américain, d'un Belge et d'un Italien, a été créé et il s'installera à Bruxelles.

L'Atlantique nord va devenir.

« Les écologistes n'ont pas peur du nucléaire », estime Jean-Pierre Lecoq, directeur d'industries nucléaires dans le monde et considéré comme l'un des hommes les plus influents de la dernière décennie.

Les Amis de la terre ont une autre vision : « Le nucléaire est un dépositaire de déchets polluants et dangereux », affirme Jacques Chiffolleau, responsable de l'exportation de technologie nucléaire dans ces pays.



# Votre adresse en SUISSE

# MONTREUX

■ 1 h. de l'aéroport Intercontinental de Genève par autoroute.

## Résidence «LARGES HORIZONS»

A VENDRE

- Cœur d'une baie merveilleuse.
- Appartements de grand luxe de 2 à 6 pièces, toutes exposés ■ ■ ■ prolongés par de magnifiques terrasses.
- Vue panoramique exceptionnelle.
- Climat très riant, ensoleillement maximum.



## VILLARS

la station de prestige des Alpes vaudoises,  
1.200 m d'altitude, à 20 minutes de Montreux.


■ VENDRE, ■ ■ ■ parc arborisé privé, avec environnement protégé.

### APPARTEMENTS DANS CHALET TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, offrant les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique exceptionnelle sur la chaîne des Alpes et le Mont-Blanc.

- Facilités de crédit: 75% du prix de vente, intérêt 5% environ, amortissement sur 15 ans.
- VENTE: directement du constructeur

IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.  
B.P. 62 - CH-1884 VILLARS-A-Dion  
Tél.: 19-4125/35.31 41 ou 35.22 06 - Téléc: GESER 26259



## NOUS LOUONS DES ENTREPOTS PIEDS DANS L'EAU CLES EN MAINS

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial.  
Un moyen de transport économique, fiable, ponctuel.

Pour cela, nous vous louons des terrains ou des entrepôts. Pieds dans l'eau. Clés en mains.

Pieds dans l'eau, cela veut dire que le Port Autonome de Paris met à votre disposition des terrains en bordure immédiate de voies d'eau, desservis "fer" et "route", dans toute la région parisienne.

Clés en mains, cela veut dire que le Port Autonome de Paris vous livre ces terrains à votre convenance : nus ou tout équipés.


Sur votre demande, les ingénieurs du Port Autonome de Paris peuvent réaliser le projet d'implantation qui correspond à vos besoins. Les problèmes de stockage et de manutention seront ainsi résolus par des professionnels du transport, en collaboration avec vous-même.

Appelez le Port Autonome de Paris. ■ des solutions toutes neuves et toutes prêtes à vous proposer.

**Port Autonome de Paris**

Services Commerciaux 2, quai de Grenelle 75015 Paris

**578.61.92**













## SOCIAL

### « La meilleure administration du monde »

Le calme qui règne dans la fonction publique est à l'image de son secrétaire d'Etat : plat, demandant qu'on l'accuse d'avoir convoqué, mardi 21 octobre, des journalistes auxquels il n'avait, de son propre aveu, « pas grand-chose à dire ». M. Dominati, qui présente ce mercredi à l'Assemblée le budget 1981 de son département, a notamment déclaré : « Les fonctionnaires ne sont ni heureux ni malheureux ».

Selon lui, la moitié des deux millions quatre cent mille agents de l'Etat gagnent plus de 5 000 F par mois ; le pouvoir d'achat des fonctionnaires a été maintenu en 1980 et même amélioré pour les plus petites catégories ; les syndicats « jouent le jeu » de l'accord salarial signé (sauf par la C.G.T. et la C.F.D.T.) le 1<sup>er</sup> avril ; le comité interministériel des services sociaux mène des actions « exemplaires » ; bref, la fonction publique est un secteur qui n'est pas « nant » — on a dénaté les propos du premier ministre, a protesté le secrétaire d'Etat, — mais qui est effectivement « bien protégé ».

Certes, il n'y aura, en 1981, que 1 800 créations d'emplois nouveaux, contre 55 000 en 1976, 36 000 en 1979 et 19 000 cette année. Mais, bon an mal an, 50 000 personnes entrent dans la fonction publique, par la simple jeu des départs naturels. Et puis, a assuré M. Dominati, son secteur est entré dans « une phase de stabilisation », avec un projet de « redéploiement des effectifs ». En clair, qu'on ne compte pas sur l'Etat-patron pour tenter de résorber le chômage.

La fédération générale C.F.T.C. des syndicats chrétiens de fon-

ctionnaires de l'Etat, qui vient de tenir son vingt-sixième congrès national à Pont-à-Mousson, a signé l'accord salarial de 1980. Elle ne passe pas pour un syndicat particulièrement agressif à l'égard du gouvernement. Pourtant, au hasard des motions adoptées, elle a dénoncé « l'insuffisance des primes, les berrages successifs dans le déroulement des carrières, l'insuffisance des traitements de début, la duplicité du gouvernement qui ne fait aucun effort pour généraliser la mensualisation des retraites, l'insuffisance des crédits sociaux », etc., et elle s'est indignée du qualificatif de « nantis » attribué aux fonctionnaires.

Pau importe : il n'y a aujourd'hui « aucun trouble majeur » dans son département, a affirmé M. Dominati devant la presse, et les fonctionnaires, qui sont « mal connus et mal appréciés », de l'opinion, « méritent respect et considération ». Le secrétaire d'Etat a de « très bons rapports » avec les syndicats, et il estime que nous possédons, nous Français, « la meilleure administration du monde ». La preuve : des délégations étrangères défilent sans cesse dans notre pays pour prendre modèle. C'est, comme M. Dominati a décliné lui-même, un ministre « politique » et non « technicien » qui le constate.

On se demande dès lors pourquoi le premier ministre a eu l'idée saugrenue, il y a quinze jours, de s'adresser à nouveau — six ans après l'éphémère passage de M. Soran-Schreiber au gouvernement — un ministre chargé des réformes administratives. A seule fin d'offrir à M. Deniau un emploi... politique ? — M. C.

### LA C.F.D.T. REPROCHE A L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE DE CAUTIONNER LE P.C.F.

Les difficultés survenues depuis plusieurs années déjà entre la C.F.D.T. et l'ACO (Action catholique ouvrière) (1) viennent de prendre un ton plus aigu. Le rapport d'activité que M. Edmond Maire présentera au conseil confédéral de la C.F.D.T. le 29 octobre, consacre deux pages (sur quatre) à l'unité et à la laïcité, à partir des conceptions de certains milieux chrétiens. Des militants issus de l'ACO ont trop tendance, souligne M. Maire, à « valoriser l'unité d'action à tout prix », ce qui les amènerait à « cautionner des politiques inacceptables ».

M. Maire leur reproche d'« identifier » le P.C.F. et la C.G.T. à la classe ouvrière. « Il y a chez ces militants », poursuit-il, « une incapacité à distinguer la politique, sur la signification des idéologies au nom de l'action de base, du vécu de la solidarité ouvrière ». Il est reproché à des éléments de l'ACO de tenir des « sortes de réunions syndicales parallèles » où seraient décidées les interventions que devraient faire les militants de l'ACO dans leurs organisations respectives.

Le secrétariat de l'ACO, dans un communiqué du 20 octobre, déclare : « Depuis ses origines, l'ACO a toujours tenu à regrou-

per en son sein des militants ouvriers diversément engagés afin d'éviter, entre autres, l'identification entre foi en Dieu et projet d'une organisation. Mais aussi parce que la libération proposée par Jésus-Christ s'adresse à tous les hommes, quelle que soit leur appartenance syndicale, politique... L'ACO est aussi profondément attachée au respect des engagements de chacun de ses membres et aux projets des organisations auxquelles ils se rattachent... Elle entend ne pas intervenir aujourd'hui dans le débat qui s'instaure dans la C.F.D.T. (...) ».

(1) Selon ses propres statistiques, l'ACO a 20 000 militants, dont 70 % à la C.F.D.T., 10 % à la C.G.T. d'autre P.C., etc.

### DIX-HUIT DÉLÉGUÉS C.G.T. D'USINOR-DENAIN SONT RÉINTÉGRÉS DANS LEUR ENTREPRISE

Le tribunal des référés de Valenciennes a ordonné mardi 21 octobre la réintégration dans leur entreprise de dix-huit délégués C.G.T. d'Usinor-Denain. Ces derniers, qui faisaient partie des trois à quatre cents salariés que la direction entendait muter dans d'autres unités du groupe, avaient été arrêtés dans des centres de formation d'Usinor.

La C.G.T., qui s'oppose à toute mutation du personnel d'Usinor-Denain, avait estimé qu'il s'agissait là d'une mesure de « délégués de travail », dans la mesure où ses délégués étaient ainsi « empêchés de remplir leur mission de syndicalistes ». Le tribunal lui a donné raison en jugeant que ce déplacement « constituait une modification de travail des intéressés » et que leur envoi dans des centres de formation avait été décidé sans consulter et sans les autorisations légales nécessaires.

### Après le suicide d'un concierge

#### UNE MISE AU POINT DE LA SOCIÉTÉ E. LANG

À la suite de l'article annonçant, dans le Monde, du 4 à 6 octobre, le suicide d'un concierge de l'usine textile Emmanuël Lang, et donnant le point de vue de la direction en indiquant qu'elle avait la possibilité de reclasser ce concierge, celle-ci nous demande néanmoins de publier la mise au point suivante :

Le regroupement à notre usine d'Hirringue de services dispensés entre cette dernière et celle de Walckhoffen, sise à quelques kilomètres, entraînait la nécessité d'agrandir les bureaux d'Hirringue par utilisation de la conciergerie. Celle-ci ainsi que le poste de concierge devenaient inutiles à partir du moment où nos deux usines tournaient à quatre équipes, jour et nuit, sans le dimanche.

Mais ce regroupement n'a entraîné aucun licenciement. Bien mieux, notre entreprise, depuis trois mois, a recruté vingt-cinq personnes.

Il avait été offert à M. Gorin un poste à la production ; il l'avait refusé, nous déclarant qu'il ne travaillait plus. Nous n'avions pas d'autre solution que de nous séparer de lui, tout en l'assurant que nous recherchions un autre emploi de concierge. Nous l'avons d'ailleurs trouvé, mais M. Gorin a accompli son geste fatal un lundi matin, avant que nous ayons pu l'en informer.

Toutes les précautions humanitaires possibles avaient donc été prises. Mais M. Gorin, déjà pensionné civil, vivait dans un environnement familial difficile, sans compter ses problèmes de santé.

En plaçant entre guillemets les mots « motifs structurels », vous semblez railler en doute la valeur et le bien-fondé des mesures que nous avons prises.

Ce regroupement de services dans l'usine d'Hirringue doit être apprécié dans le cadre des efforts que nous déployons constamment pour perfectionner la gestion de notre entreprise, et la maintenir compétitive dans l'environnement économique actuel de l'industrie textile.

Ces efforts dans la gestion, les investissements en matière grise en machines et bâtiments, que nous réalisons depuis des années au prix de sacrifices personnels importants, nous ont permis d'accroître des avantages sociaux et de maintenir l'emploi. En plus, nous donnons du travail au dehors à diverses entreprises textiles, notamment dans les Vosges.

## FAITS ET CHIFFRES

### Automobile

● **Chômage technique chez Vauxhall** (Grande-Bretagne). — La filiale britannique de General Motors a décidé de réduire à un jour seulement la durée hebdomadaire de travail de quatre mille de ses quinze mille salariés jusqu'à Noël.

### Etranger

● **La production industrielle américaine s'est accrue de 1 % en septembre.** Cette hausse, la plus importante depuis mai 1979 (1,1 %), intervient à la suite d'une augmentation de 0,8 % en août, qui avait suivi une baisse de 0,5 % au total pour les six mois précédents. Ce résultat témoigne, selon les spécialistes, de la sortie de la récession. L'accroissement a notamment concerné la construction et l'au-

tomobile, secteurs-clés particulièrement touchés. Globalement, la production industrielle est en retrait de 8,7 % par rapport à l'an dernier, l'indice s'étant inscrit à 142,4 en septembre (base 100 en 1967). — (A.F.P., Agel)

### Social

● **Baisse de l'absentéisme de 10,3 % en dix ans.** — Le nombre moyen des jours d'absence (maladie, accidents et maternité) par salarié est passé de 24,1 jours en 1968 à 21,5 en 1978, indique M. Matteoli, ministre du travail, dans sa réponse à une question écrite de M. J.-P. Abelin, député U.D.F. Selon les dernières statistiques de la caisse d'assurance-maladie des salariés portant sur août 1980, le nombre d'indemnités journalières a baissé de 8,8 % en un an (indice 86,3 en août 1980 au lieu de 100 en 1976).

● **À l'entreprise TERI** (Transformation et exploitation des résines industrielles), située à Sorques (Vaucluse), l'activité reprend lentement après l'intervention, lundi 20 octobre, des forces de l'ordre, qui ont évacué sans incident l'usine occupée depuis le 7 octobre par cent vingt-deux occupants récalcitrants. Ce personnel réclame « le paiement des primes en retard, une augmentation de salaire et le respect des règles de sécurité ». La direction a fait savoir que, « compte tenu du climat qui règne dans la commune, elle a décidé de stopper définitivement tous les projets de développement et d'investissement à Sorques ». — (Corresp.)

● **M. René Plevin**, ancien garde des sceaux, président de l'association Oligo-Spitzer, qui en liaison avec la justice, est chargé de l'aide aux familles en difficulté, a été bloqué mardi 20 octobre dans les locaux de l'association, 34, boulevard de Picpus à Paris (13<sup>e</sup>), par plusieurs dizaines de travailleurs sociaux membres du personnel. Ceux-ci protestent contre le licenciement qu'ils estimaient injustifié d'un éducateur, M. Jean-Louis Coste. M. Plevin a pu quitter les locaux, situés au rez-de-chaussée, par une fenêtre.

● **La C.F.T.C. : les perspectives du VIII<sup>e</sup> Plan sont insuffisantes.** — Le comité national C.F.T.C. réuni à Arras, estimant que le VIII<sup>e</sup> Plan, s'il n'est pas révisé, est loin d'offrir des perspectives suffisantes quant au réajustement de l'emploi et ne produira ses pleins effets qu'à partir de 1985. La C.F.T.C. souligne la nécessité de mettre en œuvre une politique active de l'emploi, décentralisée jusqu'au niveau départemental voire local.

● **M. Remy Montagne**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale, a annoncé, le vendredi 17 octobre à Nice, plusieurs mesures en faveur des handicapés : multiplication des examens dans les familles présentant des handicaps, et des aides techniques destinées à faciliter la vie quotidienne, notamment pour l'édition de « digicassettes », ouvrages de lecture destinés aux aveugles. Rappelant que trois millions de Français ont plus de soixante-quinze ans, M. Montagne a souligné le développement de l'aide ménagère et de la formation de travailleurs sociaux.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### MAJORETTE (JOUETS)

La situation au 30 juin, établie suivant les normes d'un arrêté d'exercice fait ressortir, pour un chiffre d'affaires de 2 714 millions, un bénéfice net de 5,1 millions après 7,6 millions d'amortissements. Au 30 juin 1979, ces chiffres s'élevaient respectivement à 2 541 millions, 5,1 millions et 5,7 millions.

Les difficultés que connaît, en France, le secteur du jouet fin 1979 ont entraîné la réduction de la production et la fermeture de certaines usines. Par contre, au cours de ce même semestre, les exportations de la société ont dépassé ses prévisions, tant par le développement des marchés existants que par l'ouverture de nouveaux marchés.

La reprise des ventes en France et la continuité de l'expansion sur les marchés extérieurs doivent permettre à la société de clore l'exercice 1980 sur un chiffre d'affaires d'environ 2 700 millions de francs (+ 3 %).

L'exercice 1980 doit, en pourcentage, dépasser une rentabilité égale à la précédente.

À la fin septembre, le chiffre d'affaires ressort à 2 118,5 millions en progression de 22,4 % par rapport à la fin de l'exercice précédent.

La société a décidé de constituer une réserve générale extraordinaire à l'effet d'autoriser le conseil à augmenter le capital social actuel, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de 800 millions de francs, par voie d'apports en numéraire ou en nature, ou par incorporation de réserves.

#### COMPAGNIE LA HÉNIN

Le conseil d'administration de la Compagnie La Hénin s'est réuni le 20 octobre 1980.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1979-1980, qui font ressortir un bénéfice net des opérations de 68 743 000 francs contre 58 927 000, soit une augmentation de 16,12 %.

Le conseil proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende de 12,50 F par action (augmenté d'un centime de 0,25 F s'appliquant à l'intégralité du capital social).

Les actions gratuites émises en décembre 1979, à concurrence de 1 pour 10, se verront ainsi rémunérées pour la première fois sur cette base.

Dans ces conditions, s'est une augmentation de 12,08 % de la distribution qui sera ainsi proposée.

Le report à nouveau, après cette distribution, s'établira : 37 394 000 francs contre 30 729 000 francs à la fin de l'exercice précédent.

Le conseil a convoqué pour le vendredi 12 décembre 1980 l'assemblée générale ordinaire. Il a également décidé pour le même jour, et immédiatement après l'assemblée générale ordinaire, la tenue d'une assemblée extraordinaire à l'effet d'autoriser le conseil à augmenter le capital social actuel, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de 800 millions de francs, par voie d'apports en numéraire ou en nature, ou par incorporation de réserves.

#### S. A. FINANCIÈRE ÉTERNIT

La S.A. Financière Eternit, cotée au marché du comptant à la Bourse de Paris, et dont le chiffre d'affaires consolidé a été, en 1979, de 1 146 millions de francs hors taxes, principalement réalisés dans le domaine des matériaux de construction en fibres-ciment et plastiques (PVC) destinés au bâtiment et aux travaux publics, vient de publier ses résultats.

La S.A. Financière Eternit, dont le siège et les établissements industriels se trouvent à Cholet (Maine-et-Loire), a obtenu, en 1979, une augmentation de capital en capital en prime par la S.A. Financière Eternit pour financer cette prise de participation.

La Société Eternit est spécialisée dans la fabrication de produits plastiques pour le bâtiment tels que : raccords, gaines, grilles, aléas, etc., et occupe une position de leader sur son marché avec un chiffre d'affaires 1979 de 335 millions de francs hors taxes et une marge brute d'autofinancement de 62 millions de francs.

Participent aussi à cette opération en prenant chacun une participation dans Eternit à raison de :

— 12,9 % pour l'Institut de Développement Industriel (I.D.I.), qui a assisté Eternit, notamment pour cette affaire, dans ses efforts de diversification ;

— 10,2 % pour le Groupe Crédit Lyonnais, qui, par sa filiale, la S.I.D.I., a favorisé le rapprochement des deux sociétés ;

— 10,5 % pour la S.A. Eternit (S.A.E.), qui a favorisé le rapprochement des deux sociétés.

Cette opération renforcera la position du groupe Eternit dans le secteur des produits du bâtiment, et notamment dans celui des produits plastiques, où Eternit, qui occupe l'une des toutes premières places au plan européen, pourra poursuivre son développement, tant en France qu'à l'étranger.

### les Sicav du Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Situation au 30.9.1980

	Actif net (F millions)	Valeur liquidative (F)	Coupon global (F)	Date de paiement
<b>Sogévar</b> Large diversification	783	483,28	17,86	1.4.80
<b>Soginter</b> Portefeuille International (projet d'absorption de Soginco)	982	528,07	22,27	1.4.80
<b>Soginco</b> Equilibre entre valeurs françaises et étrangères (projet de fusion avec Soginter)	135	156,18	6,05	1.4.80
<b>Sogépargne</b> Placement obligations	3404	275,00	25,88	1.10.80
<b>Convertimmo</b> Valeurs immobilières et obligations convertibles	346	158,49	8,75	1.7.80
<b>Intercroissance</b> Valeurs de croissance	104	162,56	6,76	1.81 (envisagé)
<b>Intersélection France</b> Sicav "Monory" 60% minimum d'actions françaises	1706	198,68	13,15	1.81 (envisagé)
<b>Interoblig</b> Placement d'obligations étrangères, internationales et françaises	339	5411,43	301,71	1.7.80

# SPENCER WEART

## La grande aventure des atomistes français

### Les savants au pouvoir

préface de Pierre Auger  
membre de l'Institut

postface de Bertrand Goldschmidt  
auteur du "Complexe atomique"

« La force de son propos et la justesse de son style font de ces austères recherches sur la physique nucléaire le plus captivant des récits historiques. »  
François de Closets L'EXPRESS

# Fayard

مكازم النجف

## Le Sénégal

### une nouvelle mauve

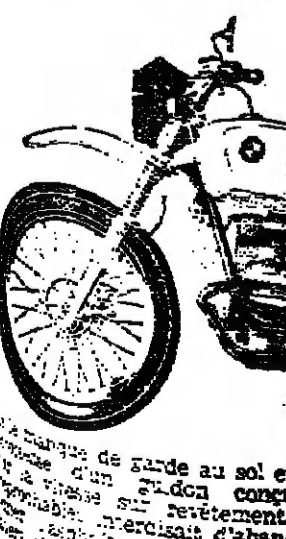
De notre

LA MAUVE D'ARABIE... (text continues vertically)

## la première : tous d

### 100 cm<sup>3</sup> pour dévorer l

100 cm<sup>3</sup> de... (text continues vertically)



une machine de garde au sol et... (text continues vertically)



FFRES

مكتبة الصحف

# ÉTRANGER

## Le Sénégal va connaître une nouvelle mauvaise récolte d'arachide

De notre correspondant

Dakar. — La récolte d'arachide, dont la commercialisation commença dans quelques semaines, ne sera pas cette année plus importante que l'an dernier, qui avait enregistré un niveau tout à fait médiocre. Dans la région de Fatick, estimée à 300 000 tonnes de graines en coques, les producteurs ont, en outre, subi de graves pertes de récolte à cause de la sécheresse. Les arachides, qui ont subi de graves pertes de récolte à cause de la sécheresse, ont subi de graves pertes de récolte à cause de la sécheresse. Les arachides, qui ont subi de graves pertes de récolte à cause de la sécheresse, ont subi de graves pertes de récolte à cause de la sécheresse.

**ALLEMAGNE FÉDÉRALE**  
Les dépenses consacrées par l'industrie allemande à la recherche et au développement ont atteint, en 1979, 21 milliards de marks (14 milliards de francs), après avoir connu une expansion annuelle moyenne de 7 % depuis 1971. Ces dépenses ont été concentrées sur cinq secteurs : la chimie, l'électronique, l'automobile, l'ingénierie et l'aérospatial. La République fédérale se place actuellement au troisième rang mondial pour les montants affectés à la recherche et au développement.

**SUEDE**  
L'indice suédois des prix à la consommation a augmenté de 2,8 % en septembre, ce qui a fait passer le taux d'inflation à 15,1 % pour les douze derniers mois. Ce taux est le plus élevé depuis 1961. Depuis le début de l'année, l'augmentation du coût de la vie a été de 10,5 %, la hausse de septembre, elle, notamment due à l'augmentation de la taxe à la consommation. Cependant, la balance commerciale a accusé, en septembre, un déficit de 1,2 milliard de couronnes. Pour ces deux premiers mois de 1980, le déficit cumulé s'élève à 2,8 milliards de couronnes contre 2,3 milliards pendant la même période de 1979. En septembre, les exportations se sont situées à 11,5 milliards et les importations à 12,7 milliards. Le déficit cumulé des douze derniers mois s'élève à 13 milliards de couronnes.

**GRANDE-BRETAGNE**  
En Grande-Bretagne, l'augmentation du coût de la vie continue de se ralentir. Les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,6 % du mois de septembre (dont un tiers pour la hausse du prix de la bière). Pour le quatrième mois consécutif, le taux annuel d'inflation a baissé, tombant à 16,3 %, en août, à 15,9 % en septembre.

## La crise de la sidérurgie Les Allemands demandent une réunion spéciale des ministres de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles. — Communauté européenne. — Nouveau retard pour la mise en route du plan communautaire de la production d'acier : les Allemands qui, comme les autres États membres, devaient donner leur avis au plus tard le 22 octobre, ont fait savoir au dernier moment qu'ils n'étaient pas en mesure de se prononcer par le biais de la procédure écrite (comme cela avait été prévu) et ont décidé de convoquer une réunion ministérielle spéciale sur l'acier. Celle-ci pourrait avoir lieu samedi, à Luxembourg. D'ici là, la République fédérale n'ayant pas donné l'avis qu'exige la procédure écrite de l'article 58 du traité de la C.E.C.A., la commission n'est pas en mesure de déclencher, ce mercredi, comme elle en avait l'intention, l'« état de crise manifeste ». Dans un communiqué rendu public mercredi midi, la commission européenne a déclaré qu'elle regrette tout délai supplémentaire dans les décisions à prendre pour faire face à la crise sidérurgique. A la veille de la réunion des ministres de la Communauté qui dure depuis maintenant plus de quinze jours on peut trouver deux raisons : l'une est la nature doctrinale de M. Lambsdorff, le ministre fédéral de l'économie, qui a envie de livrer à une certaine démonstration de puissance au lendemain du succès de son parti aux élections, et s'oppose à toute mesure dirigée et bureaucratique. L'autre est la production d'acier, il souhaiterait parvenir au même résultat par la libre

## L'aggravation du chômage en Europe Près de deux millions de Britanniques sont sans emploi

De notre correspondant

En septembre, le chômage s'est aggravé en Europe : le nombre des chômeurs était de 7 092 000 au lieu de 6 887 000 en août 1980 (+ 3 %) et de 5 994 000, soit une progression de 18,2 % en un an. Cette aggravation concerne davantage les hommes (+ 21,5 %) que les femmes (+ 16,2 %). La Grande-Bretagne figure parmi les pays les plus touchés. Londres. — Les statistiques publiées le mardi 21 octobre par le ministère de l'emploi indiquent que le nombre des chômeurs a augmenté à un rythme accéléré. L'augmentation enregistrée au cours des derniers mois a atteint, en effet, le chiffre record de 108 300, ce qui, compte tenu des ajustements saisonniers, porte le nombre total des chômeurs à 1 899 000, représentant 7,8 % de la population active (workforce). Pour la première fois l'accroissement mensuel qui s'élevait entre 30 000 et 40 000 au début de cette année, pour atteindre 30 000 pendant l'été, dépasse le chiffre de 100 000. En excluant les corrections des variations saisonnières et en tenant compte des jeunes entrant sur le marché du travail, l'augmentation officielle du chômage est de 23 000, portant le nombre des sans-travail à 2 063 000.

Les régions les plus affectées par le chômage sont l'Irlande du Nord, le Pays-de-Galles, l'Ecosse, le nord et les Midlands de l'Angleterre, où le taux de chômage dépasse 10 % de la population active. Mais on note également qu'il s'est accru de 28 % au cours de ces derniers mois dans le sud-est de l'Angleterre. M. Heskey, ancien chancelier de l'Échiquier et candidat à la direction du parti travailliste, a prévu de sérieux troubles sociaux lorsque le nombre de chômeurs approchera du chiffre de trois millions. Néanmoins, le gouvernement paraît résigné à une augmentation du chômage pendant les prochains mois en escomptant une reprise progressive de l'économie à partir du second semestre de l'an prochain. D'autre part, la hausse du cours du sterling qui attend son plus haut niveau depuis sept ans, encourage les milieux industriels à leur tour à demander pour obtenir du gouvernement une réduction du taux d'intérêt, actuellement fixé à 18 %. Sir Terence Beckett, directeur de la Fédération patronale du C.B.I. a déclaré : « Le taux d'intérêt est arrivé à un niveau qui affecte sérieusement notre compétitivité. Les milieux de l'industrie espèrent que le gouvernement, à la lumière des indications attendues en novembre sur le contrôle de la masse monétaire, devrait pouvoir envisager une réduction d'un moins deux points du taux de l'intérêt. »

## IMPRIMERIE

Après sa vente aux enchères CHAIX VA FAIRE L'OBJET D'UNE RELANCE

L'imprimerie Chaix située à Saint-Ouen, qui faisait l'objet d'un dépôt de bilan et d'une occupation depuis le 8 décembre 1979 par certains de ses ouvriers, a été vendue, mardi 21 octobre, à l'audience des criées du tribunal de grande instance de Bobigny pour la somme de 4 millions de francs. La société Lorraine, spécialisée dans la rénovation des immeubles industriels, a acquis l'ensemble des locaux (20 000 mètres carrés), et du matériel de Chaix. Cependant, l'acquéreur a accepté de céder gratuitement, pendant deux ans, une surface de 4 500 mètres carrés pour favoriser la relance de cette imprimerie. Le reste des locaux sera entièrement rénové et morcelé pour permettre l'implantation de plusieurs petites ou moyennes entreprises. On estime que ces entreprises créeront quelque deux cents emplois. Les soixante-dix-sept salariés de Chaix qui occupent les locaux depuis cinquante-neuf mois recommenceront dès le premier semestre de 1981 à faire fonctionner les presses qui leur ont été laissées par le nouvel acquéreur pour le franc symbolique. Ce n'est ni une victoire totale ni un échec, déclarait à l'issue de la vente un responsable C.G.T. car l'entreprise comptait dix cent quarante salariés en 1979. La reconstruction du groupe d'agencement, à l'extérieur du bâtiment, pendant les enchères, a été faite par les ouvriers Chaix, qui ont été payés par le syndicat. Ainsi s'achève un conflit du secteur imprimerie-presses qui, après celui de Parisien Libéré, était devenu le symbole des luttes du Syndicat du Livre C.G.T.

## Le Japon achève de rétablir l'équilibre de ses paiements extérieurs

PHILIPPE LEMAITRE.

La balance des paiements extérieurs du Japon a été excédentaire de 950 millions de dollars en septembre. Ce résultat est en soi un événement puisque les paiements extérieurs du Japon n'avaient pas cessé d'être déficitaires depuis juillet 1979. Encore, le renversement de tendance s'est-il opéré dès janvier de la même année, mais au cours duquel avait été enregistré un déficit très important (1,4 milliard de dollars). Ainsi, après des excédents importants en 1977 (11 milliards de dollars) et 1978 (16,5 milliards de dollars), l'année 1979 avait été déficitaire de 8,7 milliards de dollars. Le résultat de septembre annonce-t-il une nouvelle période d'excédent des paiements extérieurs ? Tout laisse à penser que le Japon est en train de rétablir durablement son équilibre avec l'étranger, une meilleure preuve en est fournie par l'évolution de sa balance commerciale, excédentaire depuis juin après une période de cinq mois (janvier à septembre) où elle avait été déficitaire. Le résultat du commerce extérieur de septembre est significatif : les exportations ont atteint 11,48 milliards de dollars contre 11,32 milliards de dollars en août et de 25,5 % par rapport à septembre 1979. Ces chiffres sont à rapprocher de la très faible progression des importations, qui ont atteint 12,53 milliards de dollars, soit un gain de 5,6 % en un an (septembre 1979), et qui diminuent même de 3,2 % par rapport à août 1980. Le rapport à la fois formidable hausse des prix pétroliers (+ 65 % en un an) et l'excédent qui a atteint 1,9 milliard de dollars est le plus important enregistré depuis décembre 1978. Il s'explique par une très vive progression des importations de pétrole, qui ont atteint 12,53 milliards de dollars, soit un gain de 5,6 % en un an (septembre 1979), et qui diminuent même de 3,2 % par rapport à août 1980. Le rapport à la fois formidable hausse des prix pétroliers (+ 65 % en un an) et l'excédent qui a atteint 1,9 milliard de dollars est le plus important enregistré depuis décembre 1978. Il s'explique par une très vive progression des importations de pétrole, qui ont atteint 12,53 milliards de dollars, soit un gain de 5,6 % en un an (septembre 1979), et qui diminuent même de 3,2 % par rapport à août 1980.

## LES MARCHÉS FINANCIERS

ALERTE A LA BOMBE A LA BOURSE DE PARIS Une nouvelle alerte à la bombe a eu pour effet d'empêcher les cotations à la Bourse de Paris, mercredi 22 octobre (lire p. 42).

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**COLLETTE** — Les résultats du troisième trimestre se montent à 2,1 millions de dollars en hausse de 15 %.  
**MAJORELLE** — Au 30 juin 1980, la société a enregistré un bénéfice net de 7,5 millions de francs d'amortissements contre respectivement 6,1 millions et 5,7 millions en 1978.  
Les ventes ont faiblement progressé en France, alors qu'à l'étranger les prévisions ont été dépassées.  
La reprise actuelle du marché français permet d'espérer pour l'exercice entier une progression du chiffre d'affaires de l'ordre de 25 %. La rentabilité devrait être voisine de celle de 1979.  
**STERN** — La société a pris une participation de 50 % dans la société Raccorde et Plastiques Nicoll, spécialisée dans la fabrication de produits plastiques pour bâtiment.  
**IMPERIAL MINERAL AND CHEMICAL** — Le bénéfice par action de l'exercice 1980-1981 devrait progresser de 15 à 20 %.  
**SAGA** — Les résultats de l'exercice 1980 seront du même ordre que ceux enregistrés en 1979.  
**NAVIGATION WIKER** — La société va abandonner l'achat de 13 actions Brindor pour 10 actions Compagnie de Navigation Wiker, qui lui avait été achetées par la société.

## NEW-YORK

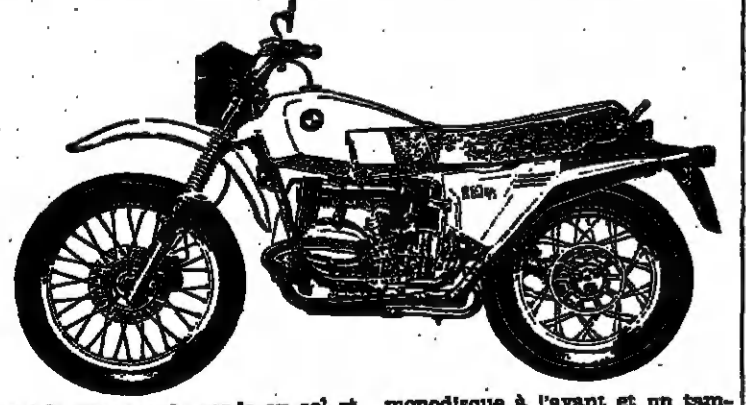
**Irrégularités**  
Les valeurs américaines ont effondré, mardi, leurs gains de la veille. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles terminait à 844,4 (-4,40). Les investisseurs se sont montrés prudentes dans l'attente des décisions que va prendre la comité de la Réserve fédérale, qui se réunit mercredi à propos de l'évolution des taux d'intérêt. Les investisseurs ont été encouragés par la commission d'enquête sur le scandale de la vente de la dette fédérale, qui a révélé que la vente de la dette fédérale avait été manipulée. L'effondrement du marché s'explique également par la perspective, avancée par certains investisseurs, d'un renversement de tendance au lendemain des élections présidentielles. Les pétroliers ont été plus dynamiques que la veille. Royal Dutch gagne 2 1/4, Exxon 1/4, Chevron 1/4, Gulf Oil et Ohio perd 1/4 et 3/4. Exxon 1/4 à 78 3/4, cela bien que la société ait annoncé une découverte de gaz dans le canyon de Bakken. Les transports ont été soutenus. Burlington Northern progresse de 1/2 à 81 7/8 et Santa Fe de 1/4 à 78. Du Pont cède à nouveau du terrain (-1/4 à 41 3/4). Les volumes des transactions sont un peu gonflés (61 millions contre 42,7 millions les valeurs les plus actives étant Texaco et J.C. Penney. Au total, les baisses (527) ont été plus nombreuses que les hausses (569).

VALEURS	CHANGES	COTIS
Alcoa	78 3/8	65 5/8
A.T.T.	68 3/8	35 5/8
Boeing	37 1/2	41 7/8
Chemical Bank	47 1/2	41 7/8
Deere & Deere	43	41 7/8
Eastman Kodak	71 5/8	70 3/4
Exxon	78 3/4	78 3/4
Ford	33 3/4	32 1/2
General Electric	63 3/8	63 3/4
General Motors	28 7/8	28 3/4
IBM	111 1/8	110 1/4
Int'l Harvester	16 1/2	16 1/8
J.C. Penney	68 1/2	68
Johnson & Johnson	32 3/8	31 7/8
Kimberly-Clark	31 1/4	31 1/4
Pfizer	114 7/8	115
Schmiedinger	48 5/8	48
Texas Instruments	15 3/4	15 3/4
United States Steel	47 3/8	47 3/4
U.S. Steel	22 3/8	22 1/8
Walt Disney	64 5/8	64 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar en yen...	211/16
1 yen en dollar...	225 25

## La première « tous chemins » de B.M.W. : 800 cm<sup>3</sup> pour dévorer les routes buissonnières...

« Pas une « tout-terrain », pas une vraie « tout-chemin » : c'est de la sorte que les concepteurs de la nouvelle BMW 800 GS qualifient la dernière-née de la firme bavaroise, qui devrait être disponible sur le marché français à la fin de cette année ou tout au début de 1981, moyennant la somme — coquette — de 23 400 F. On peut sans hésiter penser que la BMW 800 GS est une machine qui devrait être disponible sur le marché français à la fin de cette année ou tout au début de 1981, moyennant la somme — coquette — de 23 400 F. On peut sans hésiter penser que la BMW 800 GS est une machine qui devrait être disponible sur le marché français à la fin de cette année ou tout au début de 1981, moyennant la somme — coquette — de 23 400 F.



qui le manque de garde au sol et l'élasticité d'un guidon conçu pour la vitesse sur revêtements irréguliers et instables d'abandonner l'asphalte pour filer à travers champs et bois par chemins et sentiers boueux caillouteux voire « accidentés ». Avec un poids à vide de 187 kg, la 800 GS ne prétend d'aucune manière rivaliser avec les machines d'enduro. Mais la robustesse proverbiale de son bon gros flat-

## MOTOCYCLES

La première « tous chemins » de B.M.W. : 800 cm<sup>3</sup> pour dévorer les routes buissonnières... La BMW 800 GS est une machine qui devrait être disponible sur le marché français à la fin de cette année ou tout au début de 1981, moyennant la somme — coquette — de 23 400 F. On peut sans hésiter penser que la BMW 800 GS est une machine qui devrait être disponible sur le marché français à la fin de cette année ou tout au début de 1981, moyennant la somme — coquette — de 23 400 F.

## IMPORTANT DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE SUISSE

Le déficit du commerce extérieur de la Suisse a atteint, pour les neuf premiers mois de l'année, le record de 9,5 milliards de francs suisses (2,4 milliards de francs français). L'an passé, à la même époque, le déficit n'était que de 3,3 milliards de francs suisses, et pour l'ensemble de l'année 1979 — année record, il avait été de 1,7 milliard. Ces mauvais résultats devaient entraîner, pour la première fois depuis quinze ans, un déficit de la balance des paiements courants.

## INDICES QUOTIDIENS

Indice base 100 : 22 déc. 1979	20 oct. 21 oct.
Valeur française	124,4 124,4
Valeur étrangère	122,1 122,7
Cie DES AGENTS DE CHANGE	(base 100 : 22 déc. 1979)
Indice français	115 115,4

Taux de marché monétaire  
État prêt de 22/10 ... 11 1/8 %



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. RACISME : « La commémoration d'Américains », par J. Dujardin ; « Le territoire et le symbole », par Ariane Mirosh ; « L'indispensable rempart », par Michel Boche-riens.

### ÉTRANGER

3-4. EUROPE

— U.R.S.S. : la production a augmenté nettement moins que prévu.

5-6. AMÉRIQUES

— La politique et l'argent : l'exemple des États-Unis (II), par Michel Aurillac.

7-8. AFRIQUE

— TANZANIE : « La socialisme en pointillés » (III), par Jean-Pierre Lagallier.

— SOMALIE : le président Syad Barre décrète l'état d'urgence.

10. PROCHE-ORIENT

— La guerre irano-irakienne et l'avenir des otages.

11. ASIE

### POLITIQUE

12. L'Assemblée nationale adopte une partie du budget par 273 voix contre 197.

13. M. Chevènement (P.S.), confirme qu'il sera candidat à la candidature à M. Mitterrand ne se présente pas.

14. M. Jolibert à l'émission R.T.L. « le Monde ».

### SOCIÉTÉ

15. La législation sur les homosexuels : « Le danger homo », libre opinion, par Yves Lemoine.

16-17. JUSTICE : autodéfense : un acquittement pour le meurtre d'un enfant de treize ans.

18. ÉDUCATION : le projet de budget du ministère des universités.

### ARTS ET SPECTACLES

19. PHOTO : « Gino Lollobrigida photographes », par Hervé Guibert.

20-21. CINÉMA : « Shining », de Stanley Kubrick, par Sylvie ; « Copacabana », de Cole Porter, par Patrick Mores.

22. MUSIQUE : « La machine à composer de Xenakis », par Gérard Condé.

23 à 25. Programmes, expositions et spectacles.

26. RADIO-TELEVISION.

— VU : Hommes à abattre.

### EQUIPEMENT

27. L'électronique au quotidien.

### ÉCONOMIE

28. AUTOMOBILE : baisse de 5,4 % de la production en septembre.

29-30. AFFAIRES : la C.N.F.F. et les ventes de l'innovation.

31. CONJONCTURE : le programme économique du R.P.R. : monnaie ou ensemble cohérent ?

32. SOCIAL : « La meilleure administration du monde ».

### RADIO-TELEVISION (22)

### INFORMATIONS - SERVICES - (30)

La maison : Métrologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.

Annuaire classés (32 à 35) ; Carnet (28-29) ; Programmes spectacles (22 à 26) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde », daté 22 octobre 1980 a été tiré à 547 958 exemplaires.

(Publicité)

### UNE BICYCLETTE A GÉOMÉTRIE VARIABLE...

C'est un cycle d'intérieur pour l'entraînement d'hiver, mais aussi la bicyclette que vous utiliserez au printemps sur la route. Elle est télescopique, adaptable à toutes les tailles et se range dans un sac (bouteau, corbeille, valise).

JOUX CYCLE SUPERFORM.

Documentation couleur gratuite. Env. Joux, 14, rue Henri-Martin, 93310 - LE PRE-SAINT-GERVAIS. Tél. : 344-40-00.

### CHEMISES à vos MESURES 185 F

JACQUES DEBRAY

37, bd Maillat, ANJ. 15-41

A B C D E F G H

## En Allemagne fédérale Plusieurs problèmes diplomatiques et religieux sont encore en suspens avant la visite de Jean-Paul II

De notre correspondant

Bonn. — Le voyage de Jean-Paul II en Allemagne fédérale, du 15 au 19 novembre (« le Monde » du 8 août), comporte des étapes à Bonn, à Cologne, à Osnabrück, à Mayence, à Fulda, à Albstadt et à Munich. La préparation de cette visite dans le pays de Luther ne va pas sans susciter quelques frictions. Une question d'ordre à la fois protocolaire et diplomatique n'est pas encore réglée : où et comment le chancelier protestant de la République fédérale rencontrera-t-il le chef de l'Eglise catholique ?

Le programme publié par l'épiscopat ouest-allemand a laissé en suspens ce problème de la rencontre entre le chancelier et le pape. La solution dépendrait encore de négociations en cours directement entre Bonn et le Vatican. Pour autant que l'on sache, M. Schmidt rejette la suggestion selon laquelle il pourrait s'entrevoir quelques instants en privé avec Jean-Paul II lors de la réception qui sera offerte à ce dernier par le président Carstens. Le chancelier n'envierait pas non plus de se rendre à la nomenclature de Bad-Godesberg, où le pape résidera le jour de son arrivée. Le protocole traditionnel prévoit, en effet, que les chefs d'Etat étrangers fassent une visite à la chancellerie.

### Des sommes considérables

An surplus, on affirme dans son entourage que le chef du gouvernement de Bonn souhaiterait procéder avec le pape à un échange de vues sérieux sur des problèmes comme celui de la surpopulation dans le monde et la « doctrine sociale » de l'Eglise catholique. Ainsi, selon les rumeurs, le chancelier pourrait soulever ainsi des problèmes comme celui de l'intervention des évêques dans les récentes élections. De l'autre côté, on s'attend à ce que le pape soulève des problèmes moins malicieusement que le problème de la rencontre entre le pape et M. Schmidt aurait été plus facile à résoudre si le chancelier n'avait pas résolu vigoureusement contre les prises de position de l'épiscopat sur le terrain politique et social.

Les dirigeants de l'Eglise évangélique en République fédérale ont en outre quelques mal à dissimuler, sinon leur déception, du moins leur déception. Ils ne souhaitent pas seulement une « rencontre polie » avec le pape, mais pouvoir discuter avec lui un certain nombre de problèmes tels que la responsabilité commune des chrétiens envers le tiers-monde et aussi la coopération entre diverses Eglises. Or le programme de Jean-Paul II ne prévoit qu'une rencontre de deux heures à Mayence avec tous les représentants des « autres Eglises », depuis les Grecs orthodoxes jusqu'aux évangélistes libéraux. Cette attitude des responsables catholiques a provoqué quelques commentaires plutôt acides de la part des dirigeants évangéliques. Le journal ne craint pas d'écrire que « l'étranger » à un pape polonais qu'il puisse le comprendre en quelques jours. « Mais, ajoute le quotidien de Francfort, ni l'histoire, ni la culture, ni la politique de ce pays, ni même le catholicisme allemand ne peuvent être compris si l'histoire et l'Eglise évangélique imprégnée de son enseignement sont seulement considérées comme des phénomènes.

Le chapitre d'accusation de Paris a donné, le 22 octobre, un avis favorable à l'extradition des sept Italiens accusés d'avoir fait exploser le mouvement terroriste Prima Linea. Mlle Rosalba Bosco, MM. Pietro Crescenzo, Graziano Esposito, Pasquale Scattolone, Stefano Moschetti, Peter Freeman et Bianco Rosso (le Monde du 19 septembre). La cour n'a cependant retenu que certains faits visés par les mandats d'arrêt qu'avait décernés à leur encontre le juge d'instruction de Turin, essentiellement vol qualifié, vol de voiture, séquestration, menaces d'attentat, meurtre et tentative de dommages à la propriété.

une étonnante facilité pour acquérir un très beau bijou

le crédit MP "spécial carat"

SOLITAIRE blanc extra 0,75 ct. 16.700 F - vous l'emportez avec 1.670 F

ALLIANCE DIAMANT 1 ct. 9.500 F - vous l'emportez avec 950 F

Le solde à crédit jusqu'à 24 mois dont 3 mois sans agios et 1<sup>re</sup> mensualité en janvier 1981.

MP quand la parure devient placement

8, place de la Madeleine - Tél. : 260.31.44

86, rue de Rivoli (angle rue St-Martin) 1<sup>er</sup> étage - Tél. : 260.31.44

Bijouterie-Joailleur 138, rue La Fayette (angle Mairie) 1<sup>er</sup> étage - Tél. : 260.31.44

\* Salaires l'importance de l'achat. Après acceptation du dossier. Taux 22,00 %

\*\* Prix Publics en 1980/81

## AU SÉNAT M. Lecat : la télématique, porteuse de menaces pour nos valeurs, peut devenir porteuse d'espoirs

M. Louis PERREIN, sénateur socialiste du Val-d'Oise, a posé aux gouvernements, mardi 22 octobre, plusieurs questions concernant la télématique et les nouvelles techniques de communication. « Que devient le choix de l'information dans ce système ? », a-t-il demandé. Que deviendra la pluralité de la presse, qui ne subsiste que grâce à la publicité ? L'exercice du droit à l'information ne sera-t-il pas réservé aux riches par l'argent ou par le savoir ? Les informations des banques de données vont-elles coûter cher ? Et que dira des données par le savoir ? Quel sera l'effet de la télématique sur le monde du travail ? De plus en plus nombreuses sont les tâches parcellisées et monotones. Mais que sera-ce demain dans une société robotisée ? C'est pour répondre à ces questions, conclut l'orateur, qu'il propose de créer un organisme national, où seraient représentés parlementaires, éducateurs, techniciens, et qui aurait pour tâche de préparer la société à l'information et à la télématique de demain.

Dans sa réforme M. LECAT, ministre de la culture et de la communication, a notamment indiqué : « Les réseaux techniques nouveaux sont, certes, porteurs de menaces pour certaines situations acquises, mais aussi pour des valeurs auxquelles nous tenons tous, indépendamment des citages politiques (...). M. LECAT souligne qu'il faudra aussi adapter la législation sur les droits d'auteur. En ce qui concerne les rapports avec la presse écrite, il rappelle la création d'un groupe de travail.

### La bombe à neutrons

M. HENRI CAILLAVET (non inscrit, Lot-et-Garonne) interroge ensuite le ministre de la défense au sujet de la bombe à neutrons. « Quand l'U.D.F. a-t-elle créé dans son programme l'opportunité d'une « bataille de l'armement », ne s'accorde-t-elle pas avec le thème américain de l'escalade de la réponse flexible ? L'U.D.F. exprime-t-elle sur ce point — comme elle le fait sur beaucoup d'autres — la pensée du président de la République ? » M. LECAT, ministre de la défense, change les conditions de notre défense et accélère notre intégration aux forces de l'OTAN. Répondant à M. L. THEULLE, ministre de la défense : « Nous en restons au stade des études. Notre doctrine stratégique n'a pas changé. Nous refusons la recours à l'arme nucléaire tactique. L'arme à neutrons n'est qu'un élément de notre panoplie atomique et pourrait jouer un rôle dissuasif essentiel ; son emploi relèverait de la seule décision du président de la République. Mais je le répète, la décision de la fabrication n'est pas prise. »

### M. Marc BILLAUD est nommé DIRECTEUR CENTRAL ADJOINT DE LA POLICE JUDICIAIRE

La direction centrale de la police judiciaire a procédé, mercredi 22 octobre, à un mouvement de personnel en raison du départ à la retraite de M. Honoré Gervaud, directeur central adjoint de la police judiciaire. M. Marc BILLAUD, contrôleur général, est nommé directeur central adjoint de la police judiciaire en remplacement de M. Gervaud. Il conserve ses fonctions de sous-directeur chargé des affaires économiques et financières.

M. Pierre Tournier, chargé de la sous-direction des services généraux et chargé de liaison avec les dix-neuf services régionaux de la police judiciaire, est nommé sous-directeur des affaires criminelles, poste occupé par M. Gervaud. M. Gilbert Thill est nommé sous-directeur des services généraux et de liaison. Il est lui-même remplacé à la direction de la 6<sup>e</sup> section par M. Jacques Genhial, chef du S.P.J. d'Orléans.

### Une alerte à la bombe a interrompu le travail mercredi 22 octobre, sur le chantier de construction de la centrale nucléaire de Saint-Alban (Isère).

Un correspondant anonyme a annoncé par téléphone que deux engins explosifs à retardement avaient été déposés.

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

### La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

## NOUVELLE ALERTE A LA BOMBE A LA BOURSE DE PARIS

Toutes les cotations sont suspendues

Prévenue d'une nouvelle alerte à la bombe, la chambre syndicale des agents de change a décidé, mercredi 22 octobre, qu'aucune cotation n'aurait lieu à la Bourse de Paris, ni sur le marché des valeurs mobilières ni sur les marchés de l'or et des changes.

Les autorités boursières n'ont toutefois pris cette décision qu'après avoir reçu, et sur la demande de l'intermédiaire, initialement, après une évacuation du marché et la découverte, disait-on, d'un sac contenant un objet suspect, une paire de chaussures de sport, elle s'est bornée à retarder d'une heure le début de la séance. Mais, visiblement, les représentants de l'inter-syndicale ne l'ont pas attendu ainsi. Se posant à toutes les entrées, ils ne laissaient pénétrer dans le « sanctuaire » que les seules personnes munies de laissez-passer.

« Pas de sécurité, pas de cotation », affirmait quelques-uns d'entre eux, gagnés par une véritable psychose d'attentat. Ils appelaient, d'autre part, les commis d'agents de change et les employés à ne pas reprendre le travail ce jour. Massés devant les grilles, les boursiers approuvaient de la tête. « Je ne veux pas risquer ma vie pour 4 500 francs par mois », criait l'un d'entre eux. « Ma peau ne vaut peut-être pas cher, disait un autre, mais l'hygiène... »

De fait, dans un communiqué publié un peu plus tard, l'inter-syndicale confirmait sa décision et demandait que provisoirement les clients et les visiteurs soient plus accueillis au palais de la Bourse que cette période soit mise à profit pour que de sévères mesures de sécurité soient prises ; elle réclamait aussi que la galerie des visiteurs ne communique plus avec la corbeille et que l'on crée, comme cela existe sur d'autres marchés, un système de badges identifiant les représentants des charges de la chambre syndicale et des banques.

La chambre syndicale devait se réunir en début d'après-midi pour décider de l'attitude à prendre devant une telle situation.

Le Club Méditerranée et l'Agence France-Presse ont dû, pour des raisons semblables, être évacués par leurs personnels.

Une alerte à la bombe a interrompu le travail mercredi 22 octobre, sur le chantier de construction de la centrale nucléaire de Saint-Alban (Isère).

Un correspondant anonyme a annoncé par téléphone que deux engins explosifs à retardement avaient été déposés.

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse campagne contre les nantis ».

La C.G.T. organisera les 13 et 14 novembre des journées pour la défense du service public.

Le bureau confédéral et les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisent lancent une « initiative nationale » les 13 et 14 novembre pour la sauvegarde des services publics liés à la défense des revendications des personnels et en protestation contre « l'odieuse